



États financiers de l'exercice clos le 31 mars 2015

Rapport de la direction

La direction de la Régie de l'assurance maladie du Québec (la Régie) est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers, y compris les estimations et jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes comptables appropriées respectant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que la garantie que l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel est conforme à celle contenue dans les états financiers.

La direction maintient un système de contrôles internes et applique un programme d'audit interne. De cette façon, elle obtient une assurance raisonnable que les actifs sont convenablement protégés et que les registres comptables constituent une base adéquate à l'établissement d'états financiers objectifs et fiables donnant une juste représentation de la situation financière et des opérations de la Régie.

Le conseil d'administration est responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers ainsi que de la surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière. Le conseil d'administration est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit.

La Régie reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Régie conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit ainsi que l'expression de son opinion. Il peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général,

Le directeur du budget
et des ressources financières,

Jacques Cotton

Nelson Fortier, CPA, CA

Québec, le 10 juin 2015



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Régie de l'assurance maladie du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Régie de l'assurance maladie du Québec au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificatrice générale du Québec,

Guyline Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Guyline Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 10 juin 2015



RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015 (en milliers de dollars)

	Budget	2015	2014
SOURCES DE FINANCEMENT			
Fonds des services de santé* (note 1)	7 030 986	6 899 436	6 731 301
Fonds de l'assurance médicaments	3 514 125	3 514 792	3 344 619
Gouvernement du Québec	578 026	562 194	536 269
Commission de la santé et de la sécurité du travail	120 990	108 087	110 995
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	62 800	56 554	-
Ententes réciproques avec les autres provinces (note 4)	46 147	40 902	43 106
Fonds d'assurance automobile du Québec	-	7 253	-
Autres sources	21 925	20 149	20 953
	11 374 999	11 209 367	10 787 243
COÛT DES PROGRAMMES			
Services médicaux	6 901 976	6 753 868	6 528 115
Médicaments et services pharmaceutiques (note 5)	3 473 240	3 482 807	3 307 204
Services hospitaliers (note 4)	266 516	258 852	255 152
Aides techniques et financières (note 6)	179 459	170 704	175 436
Services dentaires	181 817	181 664	169 774
Services d'aide domestique	77 442	77 790	73 180
Services optométriques	58 644	56 498	53 269
Bourses	14 948	14 330	14 712
	11 154 042	10 996 513	10 576 842
Recouvrement auprès des tiers responsables et des ressortissants étrangers pour soins hospitaliers	(8 491)	(10 921)	(9 946)
TOTAL DU COÛT DES PROGRAMMES (note 3)	11 145 551	10 985 592	10 566 896
FRAIS D'ADMINISTRATION			
Régie de l'assurance maladie du Québec	162 848	163 393	165 458
Dossier santé Québec	66 600	60 382	54 889
TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION (note 7)	229 448	223 775	220 347
	11 374 999	11 209 367	10 787 243
EXCÉDENT DE L'EXERCICE ET EXCÉDENT CUMULÉ	-	-	-

* La contribution du Fonds des services de santé inclut les sommes reçues du fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2015 (en milliers de dollars)

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Contributions à recevoir		
Fonds des services de santé*	431 352	633 516
Fonds de l'assurance médicaments	250 749	289 530
Frais à récupérer (note 8)	240 092	214 506
Autres créances	37 087	38 192
	959 280	1 175 744
PASSIFS		
Effets bancaires en circulation	18 017	257 158
Services à payer et courus (note 10)	929 625	909 355
Autres charges à payer et frais courus	43 152	42 090
Revenus reportés (note 11)	26 796	30 624
Emprunts au gouvernement du Québec (note 12)	78 978	88 651
Provision pour congés de maladie et vacances (note 13)	37 998	33 900
	1 134 566	1 361 778
DETTE NETTE	(175 286)	(186 034)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 9)	175 286	186 034
EXCÉDENT CUMULÉ	-	-

* La contribution du Fonds des services de santé inclut les sommes reçues du fonds général du fonds consolidé du revenu.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour la Régie,

Jacques Cotton
Président-directeur général

Suzanne Delisle, CPA, CA, ASC
Membre du conseil d'administration et présidente du comité d'audit



RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015 (en milliers de dollars)

	Budget	2015	2014
EXCÉDENT ANNUEL	-	-	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(27 832)	(18 599)	(23 592)
Amortissement des immobilisations corporelles	29 936	29 347	27 954
Intérêts capitalisés aux immobilisations corporelles	-	-	(310)
DIMINUTION (AUGMENTATION) DE LA DETTE NETTE	2 104	10 748	4 052
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(186 034)	(186 034)	(190 086)
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	(183 930)	(175 286)	(186 034)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015 (en milliers de dollars)

	2015	2014
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent annuel	-	-
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	29 347	27 954
Variation des actifs financiers et des passifs reliés aux activités de fonctionnement		
Contributions à recevoir		
Fonds des services de santé*	202 164	(138 077)
Fonds de l'assurance médicaments	38 781	10 553
Frais à récupérer	(25 586)	(2 832)
Autres créances	1 105	46 616
Services à payer et courus	20 270	47 798
Autres charges à payer et frais courus	1 062	(2 625)
Revenus reportés	(3 828)	(3 828)
Provision pour congés de maladie et vacances	4 098	962
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT	267 413	(13 479)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(18 599)	(23 902)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS	(18 599)	(23 902)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts au gouvernement du Québec effectués	40 145	24 489
Emprunts au gouvernement du Québec remboursés	(49 818)	(21 074)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(9 673)	3 415
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	239 141	(33 966)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(257 158)	(223 192)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	(18 017)	(257 158)
* La contribution du Fonds des services de santé inclut les sommes reçues du fonds général du fonds consolidé du revenu.		
Intérêts versés	1 980	2 081
LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN COMPRENNENT :		
Effets bancaires en circulation	(18 017)	(257 158)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2015

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

1. Constitution, fonction et financement

La Régie, personne morale au sens du Code civil constituée par la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5), a pour fonction d'administrer le régime d'assurance maladie et le régime général d'assurance médicaments ainsi que tout autre programme que la loi ou le gouvernement lui confie.

En vertu de la Loi sur l'assurance maladie (RLRQ, chapitre A-29), la Régie assume le coût des services assurés qui sont rendus par un professionnel de la santé.

Elle administre également des programmes du ministère de la Santé et des Services sociaux, dont :

- la rémunération des résidents en médecine;
- le paiement des services hospitaliers rendus hors du Québec;
- l'exonération financière pour les services d'aide domestique;
- la perception des sommes à recouvrer pour soins hospitaliers à l'égard des résidents des autres provinces, des tiers responsables et des ressortissants étrangers.

La Régie paie les médecins ayant rendu des services professionnels dans le cadre de lois administrées par la Commission de la santé et de la sécurité du travail et se fait rembourser par cette dernière les frais ainsi occasionnés.

Le financement du régime d'assurance maladie provient du Fonds des services de santé. À ces sommes attribuées, le ministre des Finances ajoute, à même le fonds général du fonds consolidé du revenu, les sommes nécessaires pour pallier aux besoins financiers de la Régie.

Par ailleurs, le Fonds de l'assurance médicaments finance le coût des médicaments et des services pharmaceutiques. Depuis novembre 2014, la Régie paie les pharmaciens pour les médicaments et les services pharmaceutiques en lien avec des accidents automobiles et celle-ci est remboursée

pour ces frais encourus en vertu de la Loi administrative du Fonds d'assurance automobile du Québec.

Également, le gouvernement du Québec finance les programmes confiés à la Régie par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

En vertu de l'article 4 de sa loi constitutive, la Régie est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

2. Principales méthodes comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Régie utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Régie, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation du coût des programmes et des sources de financement au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont les services à payer et courus, la durée de vie des immobilisations et la provision pour congés de maladie et vacances.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Instruments financiers

Les frais à récupérer et les autres créances sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les effets bancaires en circulation, les services à payer et courus, les autres charges et frais courus, l'emprunt sur billet et la provision pour vacances sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ainsi, les actifs ou les passifs qui ne sont pas contractuels, mais qui résultent d'obligations légales imposées par les pouvoirs publics ne sont pas des actifs ou passifs financiers, tels que les contributions à recevoir du Fonds des services de santé et du Fonds de l'assurance médicaments.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

La méthode de l'amortissement linéaire est utilisée en tenant compte de la valeur résiduelle de ces immobilisations, s'il y a lieu. Le développement de systèmes informatiques inclut le coût de la main-d'œuvre et des services professionnels ainsi que celui du matériel informatique et bureautique s'y rapportant.

Leur durée de vie utile a été établie comme suit :

Immeuble (siège social)	40 ans
Immeuble (améliorations majeures)	20 ans
Immeuble (rénovations)	10 ans
Améliorations locatives	5 et 15 ans
Ameublement, équipement de bureau	5 ans
Matériel informatique et bureautique	3 ans
Développements informatiques	5 et 10 ans
Développements informatiques – Dossier santé Québec	10 ans
Logiciels	3 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Régie de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est constatée.

Revenus des sources de financement

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'année financière au cours de laquelle ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu.

Les revenus de transfert provenant du Fonds des services de santé, du Fonds de l'assurance médicaments et du gouvernement du Québec sont constatés dans les revenus de l'exercice lorsqu'ils sont autorisés et que tous les critères d'admissibilité sont respectés, sauf si les revenus de transfert sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans ce cas, ils sont reportés et imputés aux revenus « Autres sources » à mesure que les stipulations du transfert sont respectées.

Régimes de retraite

La Régie applique la méthode de comptabilisation des régimes à cotisations déterminées aux régimes interemployeurs gouvernementaux à prestations déterminées puisqu'elle ne possède pas l'information nécessaire à l'application de la méthode de comptabilisation des régimes à prestations déterminées.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des effets bancaires en circulation et de l'encaisse.

En tant que gestionnaire du Fonds de l'assurance médicaments, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comptabilisés dans l'état de la situation financière de la Régie incluent également ceux du Fonds.

3. Coût des programmes

Le coût des produits et services par programme se répartit comme suit :

	2015	2014
Régime d'assurance maladie	6 912 782	6 691 152
Régime public d'assurance médicaments (note 5)	3 471 198	3 302 924
Autres	601 612	572 820
	10 985 592	10 566 896

4. Services hospitaliers

	2015	2014
Services rendus hors du Québec à des résidents du Québec	217 950	212 046
Services rendus au Québec à des résidents des autres provinces	40 902	43 106
	258 852	255 152

5. Médicaments et services pharmaceutiques

	2015	2014
Régime public d'assurance médicaments		
Personnes de 65 ans ou plus	2 001 680	1 916 578
Prestataires d'une aide financière de dernier recours	749 188	700 843
Adhérents	720 330	685 503
	3 471 198	3 302 924
Fonds d'assurance automobile du Québec	7 038	-
Personnes admissibles à des programmes particuliers	4 571	4 280
	3 482 807	3 307 204

6. Aides techniques et financières

	2015	2014
Aides techniques	158 875	164 280
Aides financières	11 829	11 156
	170 704	175 436

7. Frais d'administration

	2015	2014
Traitements et avantages sociaux	120 256	114 647
Amortissement des immobilisations corporelles	29 347	27 954
Locaux, équipement et ameublement	21 714	24 598
Diffusion d'information, téléphonie et courrier	7 619	8 497
Réseau de communication interactive	3 271	3 244
Services professionnels et autres	37 674	37 866
Fournitures et approvisionnements	1 637	1 632
Intérêts et frais financiers	2 257	1 909
	223 775	220 347

Du total de ces frais, un montant de 43,6 M\$ (2014 : 41,7 M\$) est assumé par le Fonds de l'assurance médicaments.

Les frais de perception et les frais financiers du Fonds de l'assurance médicaments sont prélevés directement sur ce fonds, conformément à l'article 40.2, alinéas b et c, de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. Ils ne figurent donc pas dans les états financiers de la Régie.

8. Frais à récupérer

	2015	2014
Gouvernement du Québec	196 183	181 828
Commission de la santé et de la sécurité du travail	19 309	23 727
Services hospitaliers dus par d'autres provinces	9 867	8 951
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	11 554	-
Fonds d'assurance automobile du Québec	3 179	-
	240 092	214 506

9. Immobilisations corporelles

	Terrain	Immeuble (siège social)	Immeuble (améliorations majeures)	Immeuble (rénovations)	Améliorations locatives	Ameu- blement, équipement de bureau	Matériel informatique et bureautique	Développe- ments informatiques	Dévelop- pements informatiques Dossier santé Québec	Logiciels	Total
Coût											
1^{er} avril 2013	1 000	26 458	3 487	22 402	2 069	2 602	29 721	77 772	140 362	8 270	314 143
Acquisitions	-	-	1 571	-	2 433	-	3 875	10 611	4 628	784	23 902
Radiations	-	-	-	-	-	-	(5 428)	(14 381)	-	(3 395)	(23 204)
31 mars 2014	1 000	26 458	5 058	22 402	4 502	2 602	28 168	74 002	144 990⁴⁴	5 659	314 841
Acquisitions	-	-	945	1 231	-	-	3 726	12 180	22	495	18 599
Radiations	-	-	-	-	-	(373)	(2 076)	(7 945)	(28)	(615)	(11 037)
31 mars 2015	1 000	26 458	6 003	23 633	4 502	2 229	29 818	78 237	144 984	5 539	322 403
Cumul des amortissements											
1^{er} avril 2013	-	13 158	616	14 565	603	2 222	23 243	50 499	12 595	6 556	124 057
Amortissement de l'exercice	-	523	132	2 088	419	147	4 423	7 154	11 793	1 275	27 954
Radiations	-	-	-	-	-	-	(5 428)	(14 381)	-	(3 395)	(23 204)
31 mars 2014	-	13 681	748	16 653	1 022	2 369	22 238	43 272	24 388	4 436	128 807
Amortissement de l'exercice	-	523	216	1 729	456	110	3 689	7 247	14 522	855	29 347
Radiations	-	-	-	-	-	(373)	(2 076)	(7 945)	(28)	(615)	(11 037)
31 mars 2015	-	14 204	964	18 382	1 478	2 106	23 851	42 574	38 882	4 676	147 117
Valeur nette comptable											
31 mars 2014	1 000	12 777	4 310	5 749	3 480	233	5 930	30 730	120 602	1 223	186 034
31 mars 2015⁴⁵	1 000	12 254	5 039	5 251	3 024	123	5 967	35 663	106 102	863	175 286

44. Ce montant inclut 2,6 M\$ (2014 : 2,6 M\$) d'intérêts capitalisés et 0,03 M\$ (2014 : 0,03 M\$) de frais d'émission.

45. Le total des immobilisations comprend 23,0 M\$ (2014 : 44,0 M\$) de biens en développement pour lesquels aucun amortissement n'a été pris.

10. Services à payer et courus

Les services à payer et courus se composent des services médicaux et pharmaceutiques rendus par les professionnels de la santé, des montants forfaitaires attribuables à ces derniers de même que des coûts payables à diverses clientèles relativement aux programmes d'aides techniques et financières ou domestiques.

Le montant représente principalement une estimation du coût des demandes de paiement qui sont en processus de traitement au 31 mars, du coût de celles qui seront produites après le 31 mars et d'une provision pour les services courus. L'ensemble de ces estimations concerne des services reçus avant cette date.

11. Revenus reportés

Les revenus reportés sont en lien avec le transfert d'un développement informatique que la Régie a reçu sans compensation pour effectuer les opérations du Dossier santé Québec.

	2015	2014
Solde au 1 ^{er} avril	30 624	34 452
Virements aux revenus	3 828	3 828
Solde au 31 mars	26 796	30 624

12. Emprunts au gouvernement du Québec

	2015	2014
Emprunt sur billet auprès du Fonds de financement, d'un maximum de 37,6 M\$, à taux fixe de 1,31583 % échu le 30 mai 2014	-	8 910
Emprunt sur billet auprès du Fonds de financement, à taux fixe de 1,455 % échu le 1 ^{er} décembre 2014	-	16 468
Emprunts auprès de la Société québécoise des infrastructures portant intérêt à des taux variant de 2,90 % à 3,16 % remboursables par versements mensuels variant de 715,16 \$ à 7 726,60 \$ et venant à échéance entre le 30 septembre 2017 et le 30 septembre 2028	1 881	2 146
Emprunt sur billet auprès du Fonds de financement, à taux fixe de 2,797 % échéant le 1 ^{er} mars 2024	24 390	-
Emprunt sur billet auprès du Fonds de financement, à taux fixe de 2,595 % échéant le 1 ^{er} mars 2022	52 707	61 127
	78 978	88 651

Les versements prévus au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2016	12 548
2017	12 277
2018	11 957
2019	11 603
2020	11 293
2021 et suivantes	28 216
	87 894

13. Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite

Les employés de la Régie et les professionnels de la santé rémunérés à salaire participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) qui inclut les dispositions particulières offertes aux membres de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2015, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable, le taux pour le RRPE et le RRAS est demeuré à 14,38 % et le taux pour le RRF est demeuré à 7,25 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2015 (5,73 % au 1^{er} janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, la Régie doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2014 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2015.

Les cotisations de la Régie, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice se chiffrent à 7,1 M\$ (2014 : 6,5 M\$) pour ses employés et sont incluses dans les frais

d'administration. Par ailleurs, les cotisations pour les professionnels de la santé rémunérés à salaire s'élèvent à 5,7 M\$ (2014 : 5,7 M\$) et sont incluses dans le coût des programmes aux postes « Services médicaux », « Services dentaires » et « Services optométriques ». Les obligations de la Régie envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses obligations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie et vacances

La méthode d'évaluation des obligations relatives aux congés de maladie accumulés est une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées.

Les hypothèses économiques à long terme utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des obligations sont les suivantes :

	2015		2014	
	RREGOP	RRPE/RRAS	RREGOP	RRPE/RRAS
Taux d'inflation	2,25 %	2,25 %	2,25 %	2,00 %
Progression des salaires nette d'inflation	0,50 %	0,50 %	0,50 %	0,50 %
Taux d'actualisation	2,50 %	2,12 %	3,94 %	3,17 %
Durée résiduelle moyenne des salariés	12 ans	9 ans	13 ans	8 ans

	Maladie	Vacances	2015	2014
Solde au début	19 715	14 185	33 900	32 938
Charges de l'exercice	9 331	8 650	17 981	13 384
Utilisation	(5 800)	(8 083)	(13 883)	(12 422)
Solde à la fin	23 246	14 752	37 998	33 900

La provision pour vacances n'est pas actualisée, car les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

14. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La Régie a mis en place des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte. La Régie est peu exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières étant donné que la majorité de ses créances sont détenues par des entités gouvernementales.

L'exposition maximale de la Régie au risque de crédit au 31 mars 2015 est la suivante :

	2015	2014
Créances		
Gouvernement du Québec	196 183	181 828
Commission de la santé et de la sécurité du travail	19 309	23 727
Ententes réciproques avec les autres provinces	9 867	8 951
Autres sources	37 087	38 192
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	11 554	-
Fonds d'assurance automobile du Québec	3 179	-
	277 179	252 698

L'analyse de l'âge des actifs financiers se détaille comme suit :

	2015	2014
0 à 30 jours	231 329	231 267
31 à 60 jours	17 855	4
61 à 90 jours	27 995	714
91 jours et plus	-	20 713
	277 179	252 698

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Régie ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Régie gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Régie établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire à ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 mars 2015 :

	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Effets bancaires en circulation	18 017	-	-	-	18 017
Services à payer et courus	897 435	32 190	-	-	929 625
Autres charges à payer et frais courus	43 152	-	-	-	43 152
Emprunts au gouvernement du Québec	12 548	24 234	22 896	28 216	87 894
Provision pour vacances	14 752	-	-	-	14 752
	985 904	56 424	22 896	28 216	1 093 440

31 mars 2014 :

	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Effets bancaires en circulation	257 158	-	-	-	257 158
Services à payer et courus	876 930	32 425	-	-	909 355
Autres charges à payer et frais courus	42 090	-	-	-	42 090
Emprunts au gouvernement du Québec	35 101	18 404	17 430	25 242	96 177
Provision pour vacances	14 185	-	-	-	14 185
	1 225 464	50 829	17 430	25 242	1 318 965

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Régie est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Les emprunts au gouvernement du Québec portent des taux d'intérêt fixes. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposée la Régie est minime et le risque de marché lié aux taux d'intérêt l'est également étant donné que la Régie prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

15. Obligations contractuelles

Au 31 mars 2015, les obligations contractuelles minimales exigibles pour l'acquisition de biens et services relatifs à des contrats d'approvisionnement sont de 57 097 145 \$ (2014 : 59 943 915 \$) et se détaillent comme suit :

2016	47 894
2017	7 225
2018	1 827
2019	151
	57 097

16. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à leur valeur d'échange, la Régie est apparentée à tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Régie n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

17. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Régie de l'énergie (la Régie) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Régie reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Régie, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction pour discuter de tout élément qui concerne l'audit des états financiers.

La présidente,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Diane Jean'.

Diane Jean

Montréal, le 23 juin 2015



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Régie de l'énergie, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Régie de l'énergie au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Montréal, le 23 juin 2015

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015 Budget (note 13)	2015 Réal	2014 Réal
	\$	\$	\$
REVENUS			
Redevances – rémunération et fonctionnement	13 370 450	13 370 450	13 087 556
Redevances – immobilisations corporelles (note 8)	90 000	90 000	90 000
Revenus d'intérêts		43 568	22 159
Frais de dossiers et autres		44 986	53 309
	<u>13 460 450</u>	<u>13 549 004</u>	<u>13 253 024</u>
CHARGES			
Traitements et avantages sociaux	10 483 197	9 709 191	9 747 934
Services professionnels – normes de fiabilité	1 443 021	1 328 837	1 587 069
Autres services professionnels	585 250	524 104	360 592
Loyer auprès de la Société québécoise des infrastructures	1 077 000	1 055 331	1 055 331
Autres charges de fonctionnement	644 019	511 250	623 842
Perte de change		29 307	3 663
Amortissement des immobilisations corporelles	190 000	141 492	145 595
	<u>14 422 487</u>	<u>13 299 512</u>	<u>13 524 026</u>
EXCÉDENT(DÉFICIT) ANNUEL	<u>(962 037)</u>	<u>249 492</u>	<u>(271 002)</u>
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>2 072 860</u>	<u>2 072 860</u>	<u>2 343 862</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 8)	<u>1 110 823</u>	<u>2 322 352</u>	<u>2 072 860</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2015

	2015	2014
	\$	\$
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	4 128 171	4 757 178
Créances (note 3)	90 143	93 842
Redevances à recevoir	395 048	12 435
Salaires payés d'avance (note 4)	143 329	161 124
	4 756 691	5 024 579
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	2 716 981	2 860 886
Redevances perçues d'avance	-	468 254
Provision pour congés de maladie (note 6)	207 212	203 315
	2 924 193	3 532 455
ACTIFS FINANCIERS NETS	1 832 498	1 492 124
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 7)	399 078	464 036
Charges payées d'avance	90 776	116 700
	489 854	580 736
EXCÉDENT CUMULÉ (note 8)	2 322 352	2 072 860

Obligations contractuelles (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LA RÉGIE



Diane Jean, présidente

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015 Budget (note 13)	2015 Réal	2014 Réal
	\$	\$	\$
EXCÉDENT(DÉFICIT) ANNUEL	(962 037)	249 492	(271 002)
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisition d'immobilisations corporelles	(255 000)	(76 534)	(124 960)
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles		-	49 927
Amortissement des immobilisations corporelles	190 000	141 492	145 595
	(65 000)	64 958	70 562
Acquisition de charges payées d'avance	(177 992)	(90 776)	(116 700)
Utilisation de charges payées d'avance	189 280	116 700	159 505
	11 288	25 924	42 805
Augmentation (diminution) des actifs financiers nets	(1 015 749)	340 374	(157 635)
Actifs financiers nets au début de l'exercice	1 492 124	1 492 124	1 649 759
Actifs financiers nets à la fin de l'exercice	476 375	1 832 498	1 492 124

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015	2014
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (déficit) annuel	249 492	(271 002)
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	141 492	145 595
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	-	49 927
	390 984	(75 480)
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement		
Créances	3 699	306 368
Redevances à recevoir	(382 613)	3 251 283
Salaires payés d'avance	17 795	20 339
Créditeurs et charges à payer	(143 905)	(50 622)
Redevances perçues d'avance	(468 254)	(117 335)
Provision pour congés de maladie	3 897	(36 901)
Charges payées d'avance	25 924	42 805
	(943 457)	3 415 937
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(552 473)	3 340 457
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(76 534)	(124 960)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE	(629 007)	3 215 497
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	4 757 178	1 541 681
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	4 128 171	4 757 178

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2015

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Régie de l'énergie (la Régie) est un organisme de régulation quasi judiciaire institué par la *Loi sur la Régie de l'énergie* (RLRQ, c. R-6.01) qui lui attribue des compétences décisionnelles, des fonctions de nature consultative ainsi que des pouvoirs d'inspection, de surveillance et d'enquête. Ses compétences et responsabilités couvrent, à des degrés variables, l'ensemble des marchés énergétiques du Québec, soit ceux de l'électricité, du gaz naturel, des produits pétroliers, des carburants et combustibles et de la vapeur, et impliquent les activités de fourniture, de transport, de distribution, d'emmagasiner et des activités en efficacité et innovation énergétiques.

La Régie assure également la conciliation entre l'intérêt public, la protection des consommateurs et un traitement équitable du transporteur d'électricité et des distributeurs. Elle favorise la satisfaction des besoins énergétiques dans une perspective de développement durable et d'équité au plan individuel comme au plan collectif.

En vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada et de l'article 984 de la *Loi sur les impôts* du Québec, la Régie n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Régie, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles, les provisions liées aux traitements et avantages sociaux et la provision pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises étrangères sont sans impact significatif à la fin de l'exercice.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS****AU 31 MARS 2015****2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****INSTRUMENTS FINANCIERS**

La trésorerie, les débiteurs et les salaires payés d'avance sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créiteurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux et des taxes à la consommation à payer sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

REVENUS**Redevances**

Les redevances sont comptabilisées dans l'exercice pour lequel elles sont reçues ou à recevoir, si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Le *Règlement sur la redevance annuelle payable à la Régie de l'énergie* (RLRQ, c. R-6.01, r.7) prévoit les modalités de calcul de la redevance annuelle payable à la Régie. Celle-ci correspond à la différence, par forme d'énergie, entre les prévisions des dépenses de la Régie, telles qu'approuvées par le gouvernement pour l'exercice financier en cours, et l'excédent cumulé libre d'affectation à la fin d'exercice précédent, et présenté en renseignements supplémentaires aux états financiers audités de la Régie.

CONVERSION DE DEVISES

Les éléments monétaires de l'état de la situation financière sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les éléments non monétaires de l'état de la situation financière, ainsi que les revenus et les charges en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date où les opérations ont été effectuées. Les gains et les pertes résultant de la variation du taux de change sont pris en compte dans l'état des résultats de la période.

ACTIFS FINANCIERS**Trésorerie**

La trésorerie se compose des soldes bancaires.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2015

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

PASSIFS

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que la Régie ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés ayant un droit de retour dans la fonction publique sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque la Régie estime que les vacances accumulées seront prises lors de l'exercice suivant.

Provision pour allocations de transition

Les allocations de transition sont payables au titulaire d'un emploi supérieur qui ne bénéficie pas de la sécurité d'emploi dans la fonction publique, et dont le mandat n'est pas renouvelé à son terme par le gouvernement. Selon le *Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein* (section 5 du chapitre II adopté par le décret 450-2007), cette allocation correspond à un mois de salaire par année de service continu, sans toutefois excéder douze mois. Elle se calcule sur la base du traitement que le titulaire reçoit au moment de son départ et en proportion du temps pendant lequel il a exercé ses fonctions.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée de vie utile établie comme suit :

- | | |
|---|------------|
| ▪ Systèmes et équipements informatiques : | 3 à 10 ans |
| ▪ Mobilier et équipement de bureau : | 5 ans |
| ▪ Améliorations locatives : | 5 à 15 ans |

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2015

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

ACTIFS NON FINANCIERS (suite)

Immobilisations corporelles (suite)

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Régie de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

3. CRÉANCES

	2015	2014
	\$	\$
Débiteurs	48 199	57 195
Taxes à la consommation à recevoir	41 944	36 647
	<u>90 143</u>	<u>93 842</u>

4. SALAIRES PAYÉS D'AVANCE

	2015	2014
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	161 124	181 463
Récupération au cours de l'exercice	(17 795)	(20 339)
Solde à la fin de l'exercice	<u>143 329</u>	<u>161 124</u>

À la suite des mesures de transition du nouveau système de paie mis en place le 1^{er} janvier 2009, une somme est récupérée au départ de chaque employé qui a reçu de la Régie, le 15 janvier 2009, un montant équivalant à deux semaines de salaire net après déductions applicables. Le solde des montants totaux à récupérer des employés concernés est de 143 329 \$ au 31 mars 2015 (2014 : 161 124 \$). Cette mesure a permis que les employés qui étaient en fonction au 1^{er} janvier 2009 n'aient pas été pénalisés par le fait que la date du versement du salaire gagné pendant la période du 1^{er} au 14 janvier 2009 fut décalée du 15 au 29 janvier 2009.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2015

5. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2015	2014
	\$	\$
Fournisseurs et frais courus	201 153	182 301
Traitements	853 857	1 159 124
Provision pour vacances	643 983	676 174
Provision pour allocations de transition	351 241	266 977
Avantages sociaux	666 747	576 310
	<u>2 716 981</u>	<u>2 860 886</u>

6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les régisseurs et le personnel de la Régie participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRPE-RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2015, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable et le taux pour le RRPE et le RRPE-RRAS est resté stable à 14,38 % de la masse salariale cotisable.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE et du RRPE-RRAS de 5,73 % au 1^{er} janvier 2015 (5,73 % au 1^{er} janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et au RRPE-RRAS et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi la Régie doit verser un montant supplémentaire pour les années civiles 2014 et 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable.

Les cotisations de la Régie, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRPE-RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 792 739 \$ (2014 : 659 624 \$). Les obligations de la Régie envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses obligations à titre d'employeur.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2015

6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

Provision pour congés de maladie

	2015	2014
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	203 315	240 216
Charge (revenu) de l'exercice	3 897	(32 337)
Prestations versées au cours de l'exercice	-	(4 564)
Solde à la fin de l'exercice	207 212	203 315

Le personnel de la Régie ayant un droit de retour dans la fonction publique disposait d'un programme d'accumulation des congés de maladie différent de celui accordé au personnel de la Régie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la Régie.

Ce programme d'accumulation des congés de maladie a permis au personnel concerné d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils avaient droit alors qu'ils étaient employés du gouvernement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Le personnel concerné peut également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations pour ce programme d'accumulation des congés de maladie concernent des droits acquis au gouvernement et elles peuvent augmenter lors de la nomination d'un régisseur ayant conservé de tels droits. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active du personnel concerné.

Évaluations et estimations

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars :

	2015	2014
Taux moyen d'augmentation salariale incluant l'inflation	3,00 %	2,00 %
Taux d'actualisation pondéré	0,93 %	1,69 %
Durée résiduelle moyenne d'activité du personnel concerné	1 an	3 ans

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2015

6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

Provision pour allocations de transition

	2015	2014
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	266 977	331 025
Charge (revenu) de l'exercice	84 264	76 344
Allocations versées au cours de l'exercice	-	(140 392)
Solde à la fin de l'exercice	351 241	266 977

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2015		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Systèmes et équipements informatiques	1 254 124	1 007 063	247 061
Mobilier et équipement de bureau	508 294	489 652	18 642
Améliorations locatives	1 685 837	1 552 462	133 375
	3 448 255	3 049 177	399 078

	2014		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Systèmes et équipements informatiques	1 185 310	925 224	260 086
Mobilier et équipement de bureau	506 810	481 002	25 808
Améliorations locatives	1 685 837	1 507 695	178 142
	3 377 957	2 913 921	464 036

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2015

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

Acquisitions au cours de l'exercice financier

	2015	2014
	\$	\$
Systèmes et équipements informatiques	75 050	99 086
Mobilier et équipement de bureau	1 484	11 341
Améliorations locatives	-	14 533
	<u>76 534</u>	<u>124 960</u>

Amortissement au cours de l'exercice financier

	2015	2014
	\$	\$
Systèmes et équipements informatiques	88 075	89 080
Mobilier et équipement de bureau	8 650	12 112
Améliorations locatives	44 767	44 403
	<u>141 492</u>	<u>145 595</u>

Au cours de l'exercice financier clos le 31 mars 2015, il y a eu des radiations uniquement pour les systèmes et équipements informatiques d'une valeur de 6 236 \$ (2014 : 119 925 \$). Lors de la radiation, l'amortissement cumulé était de 6 236 \$ (2014 : 69 998 \$), réalisant ainsi ni gain, ni perte sur disposition d'actif (2014 : 49 927 \$). Au 31 mars 2015, il n'y a aucune immobilisation corporelle incluses dans les créditeurs et charges à payer (2014 : 16 857 \$). Au cours de l'exercice, la Régie a acquis des immobilisations corporelles qui sont incluses dans la catégorie systèmes et équipements informatiques pour un montant de 12 000\$ qui n'ont pas été mises en service au 31 mars 2015 (2014 : 46 641 \$). En conséquence, la Régie n'a pas comptabilisé d'amortissement sur ces équipements. De plus, il n'y a eu aucune disposition d'immobilisations corporelles en 2015 et 2014.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2015

8. EXCÉDENT CUMULÉ

L'excédent cumulé comprend deux composantes, soit un montant d'excédent cumulé libre d'affectation, utilisé dans le calcul des redevances payables à la Régie (note 13), ainsi qu'un montant d'excédent cumulé affecté aux immobilisations corporelles. L'excédent cumulé affecté aux immobilisations corporelles est viré à l'excédent cumulé libre d'affectation au même rythme que l'amortissement des immobilisations corporelles correspondantes.

	2015	2014
	\$	\$
Excédent cumulé		
Solde au début de l'exercice	2 072 860	2 343 862
Excédent (déficit) annuel	249 492	(271 002)
Solde à la fin de l'exercice	<u>2 322 352</u>	<u>2 072 860</u>
 Excédent cumulé à la fin :		
– affecté aux immobilisations corporelles	969 331	1 020 823
– libre d'affectation	1 353 021	1 052 037
 Excédent cumulé – affecté		
Budget en capital disponible pour l'acquisition d'immobilisations corporelles		
Solde au début de l'exercice	556 787	541 820
Redevances – immobilisations corporelles	90 000	90 000
Acquisition d'immobilisations corporelles	(76 534)	(124 960)
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	-	49 927
Solde à la fin de l'exercice	<u>570 253</u>	<u>556 787</u>
 Excédent correspondant au solde non amorti des immobilisations corporelles		
Solde au début de l'exercice	464 036	534 598
Acquisition d'immobilisations corporelles	76 534	124 960
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	-	(49 927)
Amortissement d'immobilisations corporelles	(141 492)	(145 595)
Solde à la fin de l'exercice	<u>399 078</u>	<u>464 036</u>
	<u>969 331</u>	<u>1 020 823</u>

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2015

8. EXCÉDENT CUMULÉ (suite)

	2015	2014
	\$	\$
Excédent cumulé – libre d'affectation		
Solde au début de l'exercice	1 052 037	1 267 444
Excédent (déficit) annuel	249 492	(271 002)
Variation nette de l'excédent cumulé affecté		
Virement de l'amortissement d'immobilisations corporelles	141 492	145 595
Redevances – immobilisations corporelles	(90 000)	(90 000)
	51 492	55 595
Solde à la fin de l'exercice	1 353 021	1 052 037

9. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En vertu de deux ententes concernant les normes de fiabilité en transport d'électricité, signée le 8 mai 2009 et le 14 septembre 2014 avec le North American Electric Reliability Corporation (NERC) et le Northeast Power Coordinating Council (NPCC), la Régie s'est engagée à couvrir le coût de l'ensemble des services qui lui sont fournis par le NERC et le NPCC dans le cadre des ententes. Pour l'exercice financier 2015-2016, le montant de l'engagement avec le NERC et le NPCC s'élève approximativement à 1 386 516 US\$ (2014 : 1 156 521 US\$). Les ententes prévoient qu'une partie peut mettre fin à l'entente par un préavis d'un an adressé à l'autre partie.

De plus, la Régie est engagée en vertu de divers contrats de location exploitation notamment de location de services et d'équipements échéant à diverses dates jusqu'au 31 mars 2019. Le montant total des engagements est de 91 533 \$ (2014 : 130 197 \$) et les versements pour les quatre prochaines années sont : 2016 = 33 143 \$; 2017 = 27 702 \$; 2018 = 18 369 \$; 2019 = 12 319 \$.

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers comptabilisées à la valeur d'échange, la Régie a des revenus de redevances dans ses activités de distribution de 5 261 447 \$ (2014 : 4 942 939 \$) et de transport de 4 458 292 \$ (2014 : 4 066 978 \$), des créances de 36 000 \$ (2014 : 45 000 \$), des redevances à recevoir de 383 940 \$ (2014 : nul) et aucune redevances perçues d'avance (2014 : 455 063 \$). La Régie est également apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Régie n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2015

11. GESTION DES RISQUES LIÉE AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Régie, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels. L'analyse suivante présente l'exposition de la Régie aux risques à la date de clôture des états financiers, soit au 31 mars 2015.

Risque de crédit

Le risque de crédit est lié au non-respect d'obligations financières de la part d'une contrepartie et de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. La Régie est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a une concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent la Régie à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie et des débiteurs. La direction estime que la concentration de risque de crédit relativement aux débiteurs est limitée en raison de la qualité du crédit des parties auprès desquelles des sommes sont à recevoir. De plus, ces débiteurs sont une grande partie à recevoir d'apparentés sous contrôle commun.

	2015	2014
	\$	\$
Débiteurs		
Moins de 60 jours	39 874	48 870
De 61 à 90 jours	-	-
Plus de 91 jours	8 325	8 325
	48 199	57 195

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Régie au risque de crédit. Le risque de crédit associé à la trésorerie est réduit au minimum par la politique de la Régie d'investir auprès d'institutions financières réputées.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Régie éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'entité considère qu'elle détient suffisamment de liquidités afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme. La Régie finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition des immobilisations corporelles par les flux de trésorerie provenant des redevances prévues par le *Règlement sur la redevance annuelle payable à la Régie de l'énergie (RLRQ, c. R-6.01, r.7)*. Ainsi, l'exposition de la Régie au risque de liquidité est minime.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2015

11. GESTION DES RISQUES LIÉE AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité (suite)

	2015	2014
	\$	\$
Créditeurs et charges à payer		
Moins de 90 jours	890 260	840 888
De 90 à 365 jours	780 965	900 311
Plus de 365 jours	379 009	543 377
	2 050 234	2 284 576

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Régie est seulement exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Bien que la Régie effectue ses transactions essentiellement en dollars canadiens, une partie de ses transactions est libellée en devise américaine. La majorité de celles-ci étant reliées à l'entente avec la NERC-NPCC (note 9). Conséquemment, les résultats de la Régie sont touchés par les fluctuations du taux de change entre ces devises. La Régie estime que le risque est relativement restreint, ainsi elle ne détient pas d'instruments dérivés pour réduire son exposition.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une appréciation hypothétique de 5 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait une incidence défavorable d'environ 60 000 \$ (2014 : 80 000 \$) sur l'excédent annuel de l'exercice. Une dépréciation hypothétique du 5 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait l'effet inverse sur l'excédent annuel de l'exercice.

L'état de la situation financière inclut les montants suivants en dollars canadiens à l'égard d'actifs financiers dont les flux de trésorerie sont libellés en dollars américains.

	2015	2014
	\$	\$
Trésorerie	69 218	56 933

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2015

11. GESTION DES RISQUES LIÉE AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de taux d'intérêt

La Régie est exposée uniquement au risque de taux d'intérêt en raison de sa trésorerie qui porte intérêt à un taux qui pourrait fluctuer en fonction des taux du marché. Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, une variation du taux d'intérêt de 0,1% aurait eu pour effet estimé à 55 000 \$ (2014 : 30 000 \$) à la hausse ou à la baisse sur les revenus d'intérêts de la Régie.

12. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

13. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES : INFORMATION SECTORIELLE

Les revenus pour l'exercice financier clos le 31 mars 2015 sont composés principalement de redevances provenant du transporteur d'électricité, des distributeurs d'électricité dont Hydro-Québec dans ses activités de distribution, des distributeurs de gaz naturel et des distributeurs de produits pétroliers dépassant le seuil de cent millions de litres, et ce, en conformité avec le *Règlement sur la redevance annuelle payable à la Régie de l'énergie* (réf. art. 112 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* (RLRQ, c. R-6.01) (la « Loi »), décret no 1379-2009 approuvé le 21 décembre 2009).

Les prévisions budgétaires de la Régie de l'exercice financier 2014-2015 ont été déposées le 30 janvier 2014 en conformité avec l'article 106 de la Loi et le décret connexe (no 832-2004), déposées de nouveau le 12 juin 2014, amendées le 4 juillet 2014 et ont été approuvées par le décret no 802-2014 du 10 septembre 2014. Le montant des prévisions de dépenses par forme d'énergie approuvées par décret est de 14 512 487 \$ (2014 : 14 445 000 \$). Les budgets présentés à l'état des résultats et de l'excédent cumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets ont été préparés par la direction, qui a réparti par nature le budget de dépenses présenté à l'état des résultats, d'un montant total de 14 422 487 \$ (2014 : 14 355 000 \$), et un montant de 90 000 \$ (2014 : 90 000 \$) correspond au budget en capital disponible pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, présenté à la note 8 Excédent cumulé.

Les dispositions du chapitre VI.3 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* relatives au financement des actions pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la lutte aux changements climatiques ont été abrogées en date du 1^{er} janvier 2015. Par conséquent, la redevance annuelle payable à la Régie sur les carburants et combustibles a pris fin le 31 décembre 2014.

En ce qui a trait à l'information sectorielle, la Régie procède à une allocation complète de ses charges réelles par forme d'énergie en allouant l'ensemble de ses frais directs et indirects à chaque forme d'énergie. Les frais directs sont des coûts directement imputables sans calcul intermédiaire à une forme d'énergie précise et sont directement alloués à la forme d'énergie qui les a générés. Les frais indirects sont des coûts qui ne peuvent être reliés directement à une forme d'énergie précise sans calcul intermédiaire. Ces frais indirects sont imputés en fonction de paramètres monétaires (ex. : montant des dépenses directes, notamment des dépenses de main-d'œuvre). Les paramètres sont choisis en fonction de la nature de la charge indirecte de façon à bien refléter la réalité des activités de la Régie.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

13. Renseignements supplémentaires : information sectorielle (suite)

	2015					
	Électricité Distribution	Électricité Transport	Gaz Naturel	Produits Pétroliers	Carburants et Combustibles	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus						
Redevances – rémunération et fonctionnement	5 365 067	4 424 759	2 798 856	600 536	181 232	13 370 450
Redevances – immobilisations corporelles (note 8)	29 737	33 533	20 565	4 644	1 521	90 000
Revenus d'intérêts	17 397	11 659	12 177	1 969	366	43 568
Frais de dossiers et autres	7 813	371	2 977	63	33 762	44 986
	<u>5 420 014</u>	<u>4 470 322</u>	<u>2 834 575</u>	<u>607 212</u>	<u>216 881</u>	<u>13 549 004</u>
Charges						
Traitements et avantages sociaux	3 876 926	2 598 096	2 713 820	438 551	81 798	9 709 191
Services professionnels – normes de fiabilité	-	1 328 837	-	-	-	1 328 837
Autres services professionnels	230 251	142 891	91 696	52 786	6 480	524 104
Loyer auprès de la Société québécoise des infrastructures	421 394	282 407	294 965	47 701	8 864	1 055 331
Autres charges de fonctionnement	204 590	133 538	145 251	23 974	3 897	511 250
Perte de change	-	29 307	-	-	-	29 307
Amortissement des immobilisations corporelles	56 498	37 863	39 547	6 395	1 189	141 492
	<u>4 789 659</u>	<u>4 552 939</u>	<u>3 285 279</u>	<u>569 407</u>	<u>102 228</u>	<u>13 299 512</u>
Excédent (déficit) annuel	630 355	(82 617)	(450 704)	37 805	114 653	249 492
Variation nette de l'excédent cumulé affecté (note 8)	26 761	4 330	18 982	1 751	(332)	51 492
Excédent (déficit) cumulé libre d'affectation au début de l'exercice (note 8)	(423 290)	1 174 110	149 378	72 309	79 530	1 052 037
Excédent (déficit) cumulé libre d'affectation à la fin de l'exercice (note 8)	233 826	1 095 823	(282 344)	111 865	193 851	1 353 021

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

13. Renseignements supplémentaires : information sectorielle (suite)

	2014					
	Électricité Distribution	Électricité Transport	Gaz Naturel	Produits Pétroliers	Carburants et Combustibles	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus						
Redevances – rémunération et fonctionnement	5 039 484	4 031 252	3 104 814	650 969	261 037	13 087 556
Redevances – immobilisations corporelles (note 8)	25 870	35 726	21 555	5 058	1 791	90 000
Perte de change	-	(3 663)	-	-	-	(3 663)
Revenus d'intérêts	9 074	6 249	5 334	1 110	392	22 159
Frais de dossiers et autres	6 767	1 071	2 894	557	42 020	53 309
	<u>5 081 195</u>	<u>4 070 635</u>	<u>3 134 597</u>	<u>657 694</u>	<u>305 240</u>	<u>13 249 361</u>
Charges						
Traitements et avantages sociaux	3 992 746	2 748 222	2 345 872	487 981	173 113	9 747 934
Services professionnels – normes de fiabilité	-	1 587 069	-	-	-	1 587 069
Autres services professionnels	165 632	60 481	46 732	74 561	13 186	360 592
Loyer auprès de la Société québécoise des infrastructures	432 158	297 603	254 018	52 872	18 680	1 055 331
Autres charges de fonctionnement	250 573	170 216	147 909	45 693	9 451	623 842
Amortissement des immobilisations corporelles	59 621	41 058	35 045	7 294	2 577	145 595
	<u>4 900 730</u>	<u>4 904 649</u>	<u>2 829 576</u>	<u>668 401</u>	<u>217 007</u>	<u>13 520 363</u>
(Déficit) excédent annuel	180 465	(834 014)	305 021	(10 707)	88 233	(271 002)
Variation nette de l'excédent cumulé affecté (note 8)	33 751	5 332	13 490	2 236	786	55 595
Excédent (déficit) cumulé libre d'affectation au début de l'exercice (note 8)	(637 506)	2 002 792	(169 133)	80 780	(9 489)	1 267 444
Excédent (déficit) cumulé libre d'affectation à la fin de l'exercice (note 8)	(423 290)	1 174 110	149 378	72 309	79 530	1 052 037

ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Régie des installations olympiques (le Parc olympique) présentés dans le rapport annuel ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction du Parc olympique reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Parc olympique, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général,



Michel Labrecque

Montréal, le 16 février 2015

Le vice-président et chef de la direction financière,



Philip Tousignant, CPA, CA

Montréal, le 16 février 2015

ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Régie des installations olympiques, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 octobre 2014, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Régie des installations olympiques n'a pas comptabilisé, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Régie des installations olympiques a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Régie des installations olympiques et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants selon l'estimation établie sont nécessaires afin que les états financiers de la Régie des installations olympiques respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

AUGMENTATION (DIMINUTION) (en milliers de dollars)	2014	2013
État de la situation financière		
Subventions à recevoir	73 037	22 526
Subventions reportées	71 684	22 526
Dette nette	(1 353)	-
Excédent cumulé	1 353	-
État des résultats		
Virement des subventions reportées	1 353	-
Déficit de l'exercice	(1 353)	-

ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE)

Opinion avec réserve

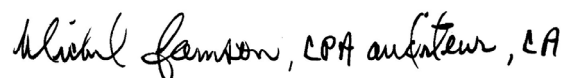
À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Régie des installations olympiques au 31 octobre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Régie des installations au 31 octobre 2014, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception du changement apporté à la méthode comptable relative aux stocks de fournitures et expliqué à la note 3, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA
Montréal, 16 février 2015

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

de l'exercice clos le 31 octobre 2014

(en milliers de dollars)	2014		2013
	Budget	Réel	Réel
REVENUS (note 4)			
Subventions du gouvernement du Québec			
Fonctionnement	16 966	17 036	15 966
Remboursement relatif au règlement d'un litige (note 5)	-	2 999	-
Virement des subventions reportées	9 913	8 780	5 864
Installations sportives, tourisme et événements			
Droits d'entrée	3 033	2 465	3 374
Loyers	2 017	2 530	1 574
Publicité	147	526	376
Stationnements	3 372	3 406	3 972
Souvenirs	788	428	475
Redevances des concessionnaires	699	909	541
Location de locaux commerciaux et de bureaux	1 612	1 765	1 739
Vente d'énergie à des tiers	3 316	3 391	3 311
Travaux et services facturés à des tiers	791	1 980	1 309
Revenus de placements	52	67	412
Revenus de réclamations (note 6)	-	-	1 366
Autres revenus	-	64	102
	42 706	46 346	40 381
CHARGES (notes 4 et 7)			
Traitements et avantages sociaux (note 8)	18 094	17 825	18 732
Entretien, sécurité et autres	7 263	6 907	6 792
Matériaux et location d'équipement	2 179	2 348	2 334
Coût des marchandises vendues	378	230	233
Électricité, gaz et mazout	7 133	7 693	7 580
Honoraires professionnels	1 960	1 894	1 334
Droits et licences	110	121	92
Frais financiers	1 737	1 406	219
Fournitures de bureau, impression et télécommunications	281	216	321
Publicité	681	1 014	947
Amortissement des immobilisations corporelles	8 350	6 638	6 528
Autres charges (note 5)	523	3 077	473
	48 689	49 369	45 585
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(5 983)	(3 023)	(5 204)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	11 249	11 249	16 453
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 14)	5 266	8 226	11 249

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 octobre 2014

(en milliers de dollars)	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 605	716
Débiteurs	5 310	1 725
Subventions à recevoir	358	35
Stocks destinés à la revente	151	104
Placements (note 9)	5 586	5 586
	14 010	8 166
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer	23 634	12 306
Revenus reportés	1 350	1 143
Emprunts (note 10)	6 087	8 932
Dettes à long terme (note 11)	67 160	13 275
Subventions reportées (note 12)	42 041	47 537
	140 272	83 193
DETTE NETTE	(126 262)	(75 027)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Charges payées d'avance	71	16
Stocks de fournitures	712	928
Immobilisations corporelles (note 13)	133 705	85 332
	134 488	86 276
EXCÉDENT CUMULÉ (note 14)	8 226	11 249

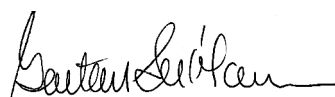
ÉVENTUALITÉS (note 18)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Maya Raic



Gaëtan Laflamme, CPA, CA

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

de l'exercice clos le 31 octobre 2014

(en milliers de dollars)	2014		2013
	Budget	Réel	Réel
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(5 983)	(3 023)	(5 204)
VARIATION DUE AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(57 651)	(55 011)	(24 944)
Amortissement des immobilisations corporelles	8 350	6 638	6 528
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles	-	-	(2)
Produit à la disposition d'immobilisations corporelles	-	-	9
	(49 301)	(48 373)	(18 409)
VARIATION DUE AUX AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS			
Acquisitions de stocks de fournitures		(980)	(855)
Utilisations de stocks de fournitures		1 058	773
Provision pour désuétude de stocks de fournitures		138	-
Acquisitions de charges payées d'avance		(71)	(16)
Utilisations de charges payées d'avance		16	30
		161	(68)
AUGMENTATION DE LA DETTE NETTE	(55 284)	(51 235)	(23 681)
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(75 027)	(75 027)	(51 346)
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	(130 311)	(126 262)	(75 027)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

de l'exercice clos le 31 octobre 2014

(en milliers de dollars)	2014	2013
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit de l'exercice	(3 023)	(5 204)
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	6 638	6 528
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles	-	(2)
Provision pour désuétude de stocks de fournitures	138	-
Virement des subventions reportées	(8 780)	(5 864)
Variation des actifs et passifs reliés au fonctionnement (note 15)	7 207	1 127
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	2 180	(3 415)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(54 615)	(22 559)
Produit à la disposition d'immobilisations corporelles	-	9
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(54 615)	(22 550)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts	(2 845)	7 467
Dettes à long terme	55 045	13 275
Remboursements de dettes à long terme	(1 160)	-
Subventions octroyées pour l'acquisition d'immobilisations corporelles	3 284	3 175
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	54 324	23 917
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	1 889	(2 048)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	716	2 764
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	2 605	716

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Informations supplémentaires

Les intérêts reçus au cours de l'exercice sont de 67 000 \$ (59 000 \$ en 2013).

Les intérêts payés au cours de l'exercice sont de 678 000 \$ (136 000 \$ en 2013).

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2014

(en milliers de dollars)

1 STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Régie des installations olympiques (le Parc olympique) est une société du gouvernement du Québec constituée en vertu de la *Loi sur la Régie des installations olympiques* (RLRQ, chapitre R-7). En vertu de l'article 8 de sa loi constitutive, le Parc olympique est un mandataire de l'État. À ce titre, il n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

Le Parc olympique est propriétaire de certaines installations mobilières et immobilières prévues pour les Jeux olympiques d'été de 1976 et a été mandaté pour en parachever la construction et l'aménagement de même que pour les exploiter.

Le Parc olympique compte parmi les plus grands complexes multifonctionnels et récréotouristiques du Canada avec le Stade olympique, la Tour, le Centre sportif et l'Esplanade. Les opérations du Parc olympique se regroupent sous trois principaux volets, soit la location d'espaces pour la tenue d'événements et la location de bureaux, les activités touristiques et les sports grand public et d'élite au Centre sportif.

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Parc olympique utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers du Parc olympique, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que le Parc olympique pourrait prendre à l'avenir. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la moins-value durable sur les placements. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les débiteurs à l'exception des taxes, les subventions à recevoir et les placements sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créiteurs et charges à payer, à l'exception des taxes et des avantages sociaux à payer, les emprunts et les dettes à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

REVENUS

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus provenant de la vente des produits sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux provenant de la prestation de services lorsque ces derniers sont rendus.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2014

(en milliers de dollars)

2 PRINCIPALES MÉTHODES
COMPTABLES (SUITE)

REVENUS (SUITE)

Les revenus provenant des subventions du gouvernement du Québec sont constatés dans l'exercice duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où elles sont autorisées, que le Parc olympique a satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont présentées en subventions reportées lorsque les modalités imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif et virées aux revenus lorsque les conditions relatives au passif sont réglées.

CHARGES

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que le Parc olympique ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique du Parc olympique consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements temporaires facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative et dont l'échéance initiale au moment de l'acquisition est de trois mois ou moins.

Stocks destinés à la revente

Les stocks destinés à la revente sont évalués au moindre du coût, déterminé selon la méthode du coût moyen, et de la valeur nette de réalisation.

Placements

Les placements sont initialement comptabilisés au coût, subséquemment évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et diminué de toute moins-value durable.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux annuels et pour les périodes suivantes :

- Installations olympiques : Indéterminable
- Équipement et logiciels informatiques : 10 %, 20 % et 33,33 %
- Structure et aménagements spécifiques : 5 %, 6,67 %, 10 % et 20 %
- Aménagements locatifs : Durée du bail du locataire du Parc olympique
- Matériel roulant : 6,67 % et 20 %

Le coût des immobilisations corporelles comprend le coût d'achat ou de construction, les frais de mise en service et les frais de financement reliés à leur acquisition jusqu'à la date de leur mise en service. L'amortissement de ces immobilisations corporelles débute au moment de leur mise en service.

Installations olympiques

Le coût des installations olympiques comprend le coût du terrain et les coûts de construction, d'administration et de financement et tous les frais d'émission de la dette à long terme engagés pour ces installations. Le coût de l'équipement et de l'outillage utilisés lors de la construction fait également partie du coût des installations. Plusieurs composantes des installations olympiques sont toujours utilisées actuellement et devraient avoir une valeur comptable nette positive. Cependant, étant donné l'impraticabilité pour le Parc olympique de recenser les coûts associés aux différentes composantes, la direction estime qu'il est raisonnable d'attribuer une valeur nulle à ces immobilisations corporelles. Ceci entraîne également qu'il est difficile de radier le coût et l'amortissement cumulé de ces immobilisations lors de leur remplacement ou disposition.

Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Parc olympique de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au coût, déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti, diminué de toute moins-value durable.

GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ni libellé en devises étrangères.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2014

(en milliers de dollars)

3 MODIFICATION D'UNE MÉTHODE COMPTABLE

À compter du 1^{er} novembre 2013, le Parc olympique a modifié sa méthode de comptabilisation des coûts des stocks de fournitures, passant de la méthode du coût moyen à la méthode du premier entré, premier sorti, à la suite de l'implantation d'un nouveau système informatique.

Cette nouvelle méthode comptable n'a pas été appliquée rétroactivement, car les données financières nécessaires pour ce faire ne pouvaient être établies au prix d'un effort raisonnable. La modification de cette méthode de comptabilisation n'a donc eu aucune incidence sur les résultats, ni sur la situation financière du Parc olympique.

4 PROJETS NON RÉCURRENTS

Pour les projets non récurrents qui sortent du cadre régulier de ses activités d'exploitation, le Parc olympique réserve des sommes en provenance de l'excédent cumulé.

Au 31 octobre, les sommes suivantes, principalement engagées dans le cadre du plan de relance, sont incluses à l'état des résultats relativement à ces projets :

	2014	2013
REVENUS	612	516
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux	415	458
Entretien, sécurité et autres	556	967
Matériaux et location d'équipement	111	466
Honoraires professionnels	205	393
Publicité	320	401
Amortissement des immobilisations corporelles	266	320
Autres charges	108	154
	1 981	3 159
Utilisation de l'excédent réservé (note 14)	(1 369)	(2 643)

5 RÈGLEMENT D'UN LITIGE

Le Parc olympique a réglé un litige à la suite d'un jugement en Cour d'appel du Québec le 23 janvier 2014, dont 2 524 000 \$ a été comptabilisé en charge au cours du présent exercice. Une subvention d'un montant de 2 999 000 \$ a été reçue à titre de compensation pour les frais engagés relativement à ce dossier.

6 RÉCLAMATIONS POUR DOMMAGES

Une partie des dommages liés à l'effondrement de la dalle de stationnement survenu le 4 mars 2012 a été recouvrée durant l'exercice précédent et ainsi, un revenu de réclamation de 1 303 000 \$ a été comptabilisé. Une deuxième partie de la réclamation, d'un montant de 3 407 000 \$, a été recouvrée le 14 décembre 2014 et sera comptabilisée dans l'exercice subséquent. La partie résiduelle des frais liés à l'effondrement de la dalle de stationnement fait toujours l'objet d'une réclamation auprès des parties concernées et constitue un actif éventuel pour le Parc olympique.

7 TOITURE DU STADE

En attente de son remplacement, l'état de la toiture du Stade nécessite des travaux d'entretien importants à chaque exercice. Au 31 octobre, les charges suivantes sont incluses à l'état des résultats relativement à ces travaux :

	2014	2013
Traitements et avantages sociaux	51	31
Entretien, sécurité et autres	414	362
Matériaux et location d'équipement	42	-
Électricité, gaz et mazout	505	306
Honoraires professionnels	-	22
	1 012	721

8 TRAITEMENTS ET AVANTAGES SOCIAUX

	2014	2013
Employés réguliers	11 859	12 222
Employés à l'évènement	2 452	3 193
Charges sociales	2 391	2 471
Cotisations aux régimes de retraite	1 123	846
	17 825	18 732

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2014

(en milliers de dollars)

9 PLACEMENTS

Au 31 octobre, le Parc olympique détient les billets à terme adossés à des actifs du VAC (véhicules d'actifs-cadres) II suivants :

VAC II	Date d'échéance	Taux d'intérêt	2014			2013		
			Valeur nominale	Moins-value totale	Valeur comptable	Valeur nominale	Moins-value totale	Valeur comptable
Billets A-1	15 juillet 2056	0,772 %	2 633	-	2 633	2 633	-	2 633
Billets A-2	15 juillet 2056	0,773 %	3 015	62	2 953	3 015	62	2 953
Billets B	15 juillet 2056	0,000 %	547	547	-	547	547	-
Billets C	15 juillet 2056	0,000 %	192	192	-	192	192	-
			6 387	801	5 586	6 387	801	5 586

Au cours de l'exercice, le Parc olympique estime que ces placements n'ont pas subi de moins-value durable additionnelle à celle déjà comptabilisée.

10 EMPRUNTS

	2014	2013
Billets à terme auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec pour financer les projets en immobilisation du Parc olympique		
Portant intérêt à taux fixe de 1,315 %, remboursables à l'échéance le 28 novembre 2014	3 128	-
Échus le 15 novembre 2013	-	5 907
Billets à terme auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec pour financer le projet d'implantation de l'Institut national du sport du Québec		
Portant intérêt à taux fixe de 1,315 %, remboursables à l'échéance le 14 novembre 2014	2 959	-
Échus le 29 novembre 2013	-	3 025
	6 087	8 932

11 DETTES À LONG TERME

	2014	2013
Billets à payer auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec pour financer les projets en immobilisation du Parc olympique		
Portant intérêt à des taux fixes de 3,018 % à 3,417 %, remboursables par versements annuels totaux de 5 665 746 \$ comprenant capital et intérêts, échéant entre le 1 ^{er} septembre 2023 et le 1 ^{er} septembre 2024	46 932	7 500
Billets à payer auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec pour financer le projet d'implantation de l'Institut national du sport du Québec ⁽¹⁾		
Portant intérêt à des taux fixes de 3,142 % à 3,662 %, remboursables par versements annuels totaux de 2 501 656 \$ comprenant capital et intérêts, échéant entre le 30 août 2023 et le 19 septembre 2024	20 228	5 775
	67 160	13 275

⁽¹⁾ Selon les termes de la convention d'hypothèque mobilière conclue le 30 août 2013, les subventions futures qui seront octroyées par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport serviront au remboursement de cette dette.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2014

(en milliers de dollars)

11 DETTES À LONG TERME (SUITE)

Les versements en capital à effectuer sur les dettes à long terme se détaillent comme suit :

Exercices	
2015	5 892
2016	6 123
2017	6 322
2018	6 528
2019	6 740
2020 à 2024	35 555
	67 160

12 SUBVENTIONS REPORTÉES

Gouvernement du Québec - Immobilisations corporelles	2014	2013
Solde au début	47 537	50 226
Subvention octroyée durant l'exercice	3 284	3 175
	50 821	53 401
Virement des subventions	(8 780)	(5 864)
Solde à la fin	42 041	47 537

13 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Installations olympiques	Équipement et logiciels informatiques	Structure et aménagement spécifiques	Aménagements locatifs	Matériel roulant	Projets en cours	2014 Total	2013 Total
Coût								
Solde au début	1 132 337	17 181	122 203	10 150	2 050	27 935	1 311 856	1 288 080
Acquisitions	-	958	-	-	361	53 692	55 011	24 944
Transfert des projets en cours	-	254	26 798	-	-	(27 052)	-	-
Dispositions et radiations	(6)	(3 021)	(1 530)	-	(21)	-	(4 578)	(2 401)
Solde à la fin	1 132 331	15 372	147 471	10 150	2 390	54 575	1 362 289	1 310 623
Amortissement cumulé								
Solde au début	1 132 337	14 581	70 235	7 879	1 492	-	1 226 524	1 221 157
Amortissement de l'exercice	-	698	5 596	222	122	-	6 638	6 528
Dispositions et radiations	(6)	(3 021)	(1 530)	-	(21)	-	(4 578)	(2 394)
Solde à la fin	1 132 331	12 258	74 301	8 101	1 593	-	1 228 584	1 225 291
Valeur comptable nette	-	3 114	73 170	2 049	797	54 575	133 705	85 332

Les acquisitions corporelles incluses au poste « Crédeurs et charges à payer » représentent 5 724 000 \$ (5 328 000 \$ en 2013).

En raison de la fermeture prolongée du Centre sportif durant les travaux de réfection, les immobilisations relatives au Centre sportif ne sont pas amorties au cours de l'exercice. La valeur comptable nette totale des immobilisations non amorties s'élève à 5 289 960 \$, dont 230 453 \$ pour les équipements, 3 860 506 \$ pour la structure et les aménagements spécifiques et 1 199 001 \$ pour les aménagements locatifs.

Le Parc olympique est propriétaire du terrain borné à l'ouest par le boulevard Pie-IX, au nord par la rue Sherbrooke Est, à l'est par la rue Viau et au sud par l'avenue Pierre-De Coubertin, à l'exception des sols, immeubles et aménagements du Biodôme, de l'aréna Maurice-Richard, du Centre Pierre-Charbonneau, ainsi que des installations du métro.

Le Parc olympique a consenti une emphytéose de 40 ans, soit jusqu'au 22 mars 2047, relativement au terrain où se trouve le Complexe Saputo, au terme de laquelle le terrain et les immeubles qui y sont construits lui seront remis. Il a également conclu une emphytéose d'une durée de 31 ans, échéant le 20 avril 2031, assortie d'une option d'achat à compter de la dixième année, relativement au terrain où se trouve le cinéma StarCité Montréal. Au cours de l'exercice 2011, la compagnie France Film a exprimé son intention d'exercer son option d'achat. Cette transaction a été complétée le 19 décembre 2014 et la vente sera conclue au cours de l'exercice subséquent.

Finalement, un acte d'usufruit a été consenti entre la Ville de Montréal et le Parc olympique afin de permettre la construction d'un Planétarium. Cet usufruit est consenti jusqu'à l'échéance prévue pour la cession du terrain en pleine propriété au plus tard le 15 mars 2018.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2014

(en milliers de dollars)

14 EXCÉDENT CUMULÉ

	Réservé						Opérations	2014 Total	2013 Total
	Centre sportif	Projets de développement	Nouvelle toiture et Comité-conseil	Programme d'accès, pour personnes handicapées	Plan de relance	Total			
Excédent cumulé disponible									
Solde du début	134	500	23	165	5 001	5 823	2 009	7 832	13 036
Virement à l'excédent pour les opérations	(150)	-	(23)	-	(2 000)	(2 173)	2 173	-	-
Investissements en immobilisations corporelles	16	-	-	-	(633)	(617)	617	-	-
Utilisation de l'excédent (charges)	-	-	-	(1)	(1 102)	(1 103)	1 103	-	-
Déficit de l'exercice	-	-	-	-	-	-	(3 023)	(3 023)	(5 204)
Solde à la fin	-	500	-	164	1 266	1 930	2 879	4 809	7 832
Excédent cumulé investi									
Solde du début	2 801	167	-	-	2 075	5 043	(1 626)	3 417	3 417
Investissements en immobilisations corporelles	(16)	-	-	-	633	617	(617)	-	-
Utilisation de l'excédent (amortissement)	-	(15)	-	-	(251)	(266)	266	-	-
Solde à la fin	2 785	152	-	-	2 457	5 394	(1 977)	3 417	3 417
Excédent cumulé à la fin de l'exercice	2 785	652	-	164	3 723	7 324	902	8 226	11 249

15 INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette des actifs et passifs reliés au fonctionnement se ventile comme suit :

	2014	2013
Débiteurs	(3 585)	323
Subventions à recevoir	(323)	(35)
Stocks destinés à la revente	(47)	23
Créditeurs et charges à payer	10 932	1 247
Revenus reportés	207	(363)
Charges payées d'avance	(55)	14
Stocks de fournitures	78	(82)
	7 207	1 127

16 RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Parc olympique participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Depuis le 1^{er} janvier 2014, le taux de cotisation au RREGOP est à 9,84 % (9,18 % en 2013) de la masse salariale admissible assujettie et celui du RRPE et du RRAS est à 14,38 % (12,30 % en 2013).

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2014 (0,54 % au 1^{er} janvier 2013) de la masse salariale admissible qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE, et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, le Parc olympique doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale admissible et à 11,46 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2014.

Les cotisations du Parc olympique, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice clos le 31 octobre 2014, s'élèvent à 1 123 000 \$ (846 000 \$ en 2013). Les obligations du Parc olympique envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2014

(en milliers de dollars)

17 GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, le Parc olympique est exposé à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Le Parc olympique est exposé au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers du Parc olympique qui sont exposés à un risque de crédit comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie, les débiteurs à l'exception des taxes, la subvention à recevoir et les placements. Le tableau suivant représente l'exposition maximale du Parc olympique au risque de crédit :

	2014	2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 605	716
Débiteurs	2 184	941
Subvention à recevoir	358	35
Placements	5 586	5 586
	10 733	7 278

Le risque de crédit associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant qu'ils sont investis auprès d'institutions financières réputées.

La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux débiteurs sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles du crédit a été consenti, de même qu'en raison du nombre considérable des clients gouvernementaux, municipaux et de moindre importance.

Le tableau suivant présente le classement chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses :

	2014	2013
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	1 329	81
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	183	195
De 60 à 90 jours suivant la date de facturation	141	29
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	318	101
	1 971	406
Provision pour créances douteuses	(8)	(5)
Autres débiteurs	221	540
	2 184	941

Le Parc olympique doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Pour ce faire, la direction examine chacun des comptes débiteurs et évalue la probabilité de recouvrement. Le Parc olympique est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement. Selon les taux historiques de défaillance des comptes clients, le Parc olympique estime qu'il n'est pas nécessaire de comptabiliser une perte de valeur relative aux débiteurs.

Les placements ont été comptabilisés au montant que le Parc olympique sera en mesure de récupérer. La direction est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée, compte tenu des conditions actuelles du marché et de l'information disponible au 31 octobre 2014 et 2013.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Parc olympique ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que le Parc olympique ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun, à un prix raisonnable.

Le Parc olympique gère activement sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie ainsi que ses flux de trésorerie qui découlent de son exploitation pour être en mesure de respecter ses obligations financières.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2014

(en milliers de dollars)

17 GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de liquidité (suite)

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers. Les montants indiqués correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés représentant les versements d'intérêt et de capital relatifs aux passifs financiers du Parc olympique :

2014	Échéance				Total des flux de trésorerie contractuels	Valeur comptable
	moins d'un an	2 à 5 ans	6 à 10 ans	10 ans et plus		
Créditeurs et charges à payer	21 888	-	-	-	21 888	21 888
Emprunts	6 087	-	-	-	6 087	6 087
Dettes à long terme	8 167	32 670	32 670	6 580	80 087	67 160
Total	36 142	32 670	32 670	6 580	108 062	95 135

2013	Échéance				Total des flux de trésorerie contractuels	Valeur comptable
	moins d'un an	2 à 5 ans	6 à 10 ans	10 ans et plus		
Créditeurs et charges à payer	11 390	-	-	-	11 390	11 390
Emprunts	8 932	-	-	-	8 932	8 932
Dettes à long terme	1 587	6 348	6 348	1 587	15 870	13 275
Total	21 909	6 348	6 348	1 587	36 192	33 597

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix. Le Parc olympique est exposé au risque de taux d'intérêt et au risque de prix.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Les placements portent intérêt à taux fixe. Par conséquent, la juste valeur des placements est sujette à des fluctuations en fonction des variations des taux d'intérêt du marché.

Les emprunts et les dettes à long terme du Parc olympique portent intérêt à taux fixe. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposé le Parc olympique est minime et le risque de marché lié aux taux d'intérêt l'est également étant donné que le Parc olympique prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

Risque de prix

Le risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix sur le marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change).

Le risque de prix auquel le Parc olympique est exposé correspond à l'exposition sur les BTAA détenus (note 9).

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2014

(en milliers de dollars)

18 ÉVENTUALITÉS

Des poursuites et des réclamations ont été engagées par ou contre le Parc olympique. Au 31 octobre 2014, les poursuites et réclamations non réglées contre le Parc olympique totalisent 2 323 000 \$ (2 992 000 \$ en 2013). Actuellement, aucune provision n'est comptabilisée dans les états financiers étant donné qu'une estimation raisonnable de ces éventualités ne peut être effectuée.

19 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, le Parc olympique est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

Le Parc olympique n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. La plupart de ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

20 CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

Rapport de la direction

Les états financiers des fonds administrés par la Régie des rentes du Québec (« la Régie ») ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Comme responsables de la fiabilité de l'information financière, nous nous appuyons sur un dispositif de contrôle interne élaboré, appliqué systématiquement à tous les niveaux de l'organisation. Ce dispositif est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels, de contrôles et de procédures de communication de l'information financière et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le dispositif de contrôle interne de la Régie est fondé notamment sur une définition claire des responsabilités, la répartition efficace des tâches et la délégation de pouvoirs; sur des ressources compétentes; sur des politiques, des procédures, des systèmes d'information, des outils et des pratiques appropriés; sur de l'information pertinente et fiable dont la suffisance permet à chaque employé d'exercer ses responsabilités et sur des mesures de contrôle.

Ce dispositif de contrôle vise à donner à la Régie un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des registres comptables utilisés pour la préparation des états financiers. Il a également comme objectif d'assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisées, que le passif est constaté et que la Régie satisfait à toutes les exigences légales auxquelles elle est assujettie.

Chaque année, nous attestons que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière est adéquate et que la conception et le fonctionnement des contrôles et des procédures de communication de l'information financière sont efficaces. Nous rapportons toute situation irrégulière d'importance au comité de vérification du conseil d'administration de la Régie, le cas échéant.

La Régie reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui la régissent.

Comme il est prévu dans la *Loi sur le régime de rentes du Québec*, tous les trois ans, l'actuaire en chef de la Régie procède, conformément aux normes actuarielles reconnues, à une évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec. Cette évaluation donne de l'information sur la capacité du Régime à verser les prestations à long terme et détermine le taux de cotisation d'équilibre. Ces éléments d'information figurent par la suite dans les états financiers du fonds du Régime de rentes du Québec. L'actuaire en chef présente l'évaluation actuarielle au président-directeur général, qui la transmet au ministre responsable de la Régie pour dépôt à l'Assemblée nationale.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a audité les états financiers des fonds administrés par la Régie, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son *Rapport de l'auditeur indépendant* expose la nature et l'étendue de ces audits et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne ses audits.

Le président-directeur
général,

La vice-présidente aux services
à l'organisation,

Le directeur des finances,
du contrôle corporatif et
des ressources matérielles,



Norman Johnston



Carole Arav



Louis Larouche, CPA, CA

Québec, le 27 mars 2015

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints des fonds administrés par la Régie des rentes du Québec, qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état du résultat global, l'état de la variation de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date du fonds du Régime de rentes du Québec;
- l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état du résultat global, l'état de la variation de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date du fonds de surveillance des régimes complémentaires de retraite;
- l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état du résultat global et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date du fonds pour l'administration du crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants;
- l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état du résultat global, l'état de la variation de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date du fonds de surveillance des régimes volontaires d'épargne-retraite;

ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers des fonds administrés par la Régie des rentes du Québec, sur la base de mes audits. J'ai effectué mes audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mes audits sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de chacun des fonds administrés par la Régie des rentes du Québec au 31 décembre 2014, ainsi que de leur performance financière et de leur flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Guylaine Leclerc', followed by the text 'FCPA Auditrice, FCA'.

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 27 mars 2015

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
PRODUITS		
Produits des activités ordinaires – cotisations au Régime	12 720 455	12 135 625
Revenus de placement (note 7)	5 711 604	6 092 833
Autres produits	1 864	2 424
	<u>18 433 923</u>	<u>18 230 882</u>
CHARGES		
Rentes et prestations		
Rentes de retraite	9 679 155	9 055 100
Rentes de conjoint survivant	1 647 037	1 642 859
Rentes d'invalidité	760 988	793 282
Rentes d'orphelin	38 763	42 955
Rentes d'enfant de cotisant invalide	9 014	11 893
Montants additionnels pour invalidité	3 246	1 060
Prestations de décès	108 953	106 259
	<u>12 247 156</u>	<u>11 653 408</u>
Frais d'administration (note 8)	116 250	111 173
Charges financières (note 9)	2 891	3 787
Créances irrécouvrables reliées aux cotisations non perçues (note 10)	21 815	19 182
Portion des dépenses indirectes du fonds CIRSE assumée par le fonds RRQ (note 11)	1 369	–
	<u>12 389 481</u>	<u>11 787 550</u>
RÉSULTAT NET ET GLOBAL	<u>6 044 442</u>	<u>6 443 332</u>

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC
FONDS DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

ÉTAT DE LA VARIATION DE L'ACTIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
ACTIF NET DU FONDS AU DÉBUT	45 923 439	39 480 107
Résultat net et global	6 044 442	6 443 332
ACTIF NET DU FONDS À LA FIN	51 967 881	45 923 439

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
ACTIF		
Trésorerie	202	176
Cotisations à recevoir de Revenu Québec	987 887	874 837
Clients et autres débiteurs (note 14)	38 360	32 841
Revenus de placement à recevoir de la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 16)	454 091	372 728
À recevoir d'un autre fonds administré par la Régie des rentes du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	312	9
Charges payées d'avance	1 992	1 897
Dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 16)	51 411 036	45 498 109
Immobilisations corporelles (note 17)	2 651	3 069
Immobilisations incorporelles (note 18-a)	61 588	59 188
	<u>52 958 119</u>	<u>46 842 854</u>
PASSIF		
Découvert bancaire (note 19-a)	37 577	39 585
Découvert bancaire au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 19-b)	664 948	635 625
Fournisseurs et autres créditeurs	179 169	166 536
Dû à un autre fonds administré par la Régie des rentes du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	3 021	4 577
Provisions (note 20-b)	105 523	73 092
	<u>990 238</u>	<u>919 415</u>
ACTIF NET DU FONDS (note 2-a-1)	<u>51 967 881</u>	<u>45 923 439</u>
	<u>52 958 119</u>	<u>46 842 854</u>

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

La présidente du conseil
d'administration,

La présidente
du comité de vérification,

Le président-directeur
général,



Francine Martel-Vaillancourt
FCPA, FCA, ASC



Chantal Bélanger
FCPA, FCGA, ASC



Norman Johnston

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
Activités opérationnelles		
Résultat net et global	6 044 442	6 443 332
Ajustements :		
(Augmentation) non réalisée de la juste valeur des dépôts à participation (note 7)	(2 696 276)	(3 486 392)
(Gains) sur disposition et radiation d'immobilisations corporelles	(4)	(3)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles du fonds	8 796	7 537
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles attribuée aux autres fonds	1 847	1 524
	3 358 805	2 965 998
Variation nette des éléments hors caisse liée aux activités opérationnelles (note 22)	(156 822)	265 068
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	3 201 983	3 231 066
Activités d'investissement		
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	4	3
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(12 625)	(14 931)
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec :		
Acquisition d'unités de dépôts à participation	(3 216 651)	(3 387 134)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(3 229 272)	(3 402 062)
(Diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(27 289)	(170 996)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	(675 034)	(504 038)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin (note 13)	(702 323)	(675 034)
Information additionnelle reliée aux activités opérationnelles :		
Intérêts perçus	46 145	41 487
Intérêts versés	1 593	2 321

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DE SURVEILLANCE DES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
PRODUITS		
Produits des activités ordinaires (note 6)	8 062	8 106
Autres produits	15	14
Rendement attribué par le fonds du Régime de rentes du Québec (note 3-i)	1 328	1 537
	9 405	9 657
Administration provisoire de régimes de retraite	200	63
	9 605	9 720
CHARGES		
Frais d'administration		
Salaires et autres avantages du personnel	6 836	6 086
Courrier et communications	91	66
Frais de déplacement	45	50
Services professionnels et techniques	855	756
Entretien et location d'immeubles	431	426
Entretien et location informatiques	367	458
Fournitures	43	41
Autres	4	9
Créances irrécouvrables	—	—
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles attribuée par le fonds du Régime de rentes du Québec	288	240
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles du fonds	103	121
	9 063	8 253
Autres frais		
Honoraires d'administration provisoire de régimes de retraite	145	—
	9 208	8 253
RÉSULTAT NET ET GLOBAL	397	1 467

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DE SURVEILLANCE DES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

ÉTAT DE LA VARIATION DE L'ACTIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
SOLDE DE L'ACTIF NET AU DÉBUT	14 891	13 424
Résultat net et global	397	1 467
SOLDE DE L'ACTIF NET À LA FIN	15 288	14 891

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DE SURVEILLANCE DES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
ACTIF		
Courants		
Trésorerie (note 3-i)	14 769	13 725
Clients et autres débiteurs (note 14)	105	52
À recevoir du fonds du Régime de rentes du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	1 495	1 935
	16 369	15 712
Non courants		
Immobilisations incorporelles (note 18-b)	192	248
	16 561	15 960
PASSIF		
Courants		
Autres créditeurs	142	100
Provisions (note 20-b)	383	327
	525	427
Non courants		
Provisions (note 20-b)	748	642
	1 273	1 069
ACTIF NET DU FONDS	15 288	14 891
	16 561	15 960

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

La présidente du conseil
d'administration,La présidente
du comité de vérification,Le président-directeur
général,Francine Martel-Vaillancourt
FCPA, FCA, ASCChantal Bélanger
FCPA, FCGA, ASC

Norman Johnston

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DE SURVEILLANCE DES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
Activités opérationnelles		
Résultat net et global	397	1 467
Ajustements :		
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles du fonds	103	121
	500	1 588
Variation nette des éléments hors caisse liée aux activités opérationnelles (note 22)	591	(923)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 091	665
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(47)	(72)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(47)	(72)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 044	593
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	13 725	13 132
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin (note 13)	14 769	13 725
Information additionnelle reliée aux activités opérationnelles :		
Intérêts perçus	31	32

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC
**FONDS POUR L'ADMINISTRATION DU CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE
 POUR LE SOUTIEN AUX ENFANTS**

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014
 (en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
PRODUITS		
Contribution du gouvernement du Québec	31 694	30 568
Autres produits	40	10
	<u>31 734</u>	<u>30 578</u>
CHARGES		
Frais d'administration		
Salaires et autres avantages du personnel	20 866	18 585
Courrier et communications	1 899	1 751
Frais de déplacement	139	126
Services professionnels et techniques	3 122	2 987
Entretien et location d'immeubles	1 686	1 616
Entretien et location informatiques	1 922	2 354
Fournitures	172	147
Autres	16	26
Participation au financement du Tribunal administratif du Québec	519	498
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles attribuée par le fonds du Régime de rentes du Québec	1 523	1 284
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles du fonds	1 239	1 184
	<u>33 103</u>	<u>30 558</u>
Charges financières (note 9)	–	20
Portion des dépenses indirectes assumée par le fonds RRQ (note 11)	(1 369)	–
	<u>31 734</u>	<u>30 578</u>
RÉSULTAT NET ET GLOBAL	<u>–</u>	<u>–</u>

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS POUR L'ADMINISTRATION DU CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE
POUR LE SOUTIEN AUX ENFANTS

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
ACTIF		
Courants		
À recevoir du fonds du Régime de rentes du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	1 526	2 642
	1 526	2 642
Non courants		
Immobilisations incorporelles (note 18-c)	4 650	5 405
	6 176	8 047
PASSIF		
Courants		
Autres créditeurs	2	45
Dû au gouvernement du Québec	–	426
Provisions (note 20-b)	817	679
	819	1 150
Non courants		
Revenus perçus d'avance	62	72
Contributions perçues d'avance	4 263	5 790
Provisions (note 20-b)	1 032	1 035
	5 357	6 897
	6 176	8 047
ACTIF NET DU FONDS	–	–
	6 176	8 047

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

La présidente du conseil
d'administration,La présidente
du comité de vérification,Le président-directeur
général,Francine Martel-Vaillancourt
FCPA, FCA, ASCChantal Bélanger
FCPA, FCGA, ASC

Norman Johnston

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC
**FONDS POUR L'ADMINISTRATION DU CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE
 POUR LE SOUTIEN AUX ENFANTS**

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014
 (en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
Activités opérationnelles		
Résultat net et global	–	–
Ajustements :		
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles du fonds	1 239	1 184
	1 239	1 184
Variation nette des éléments hors caisse liée aux activités opérationnelles (note 22)	(755)	583
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	484	1 767
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(484)	(626)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(484)	(626)
Activités de financement		
Remboursement du billet à payer (note 9)	–	(1 141)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	–	(1 141)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	–	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début et à la fin (note 13)	–	–
Information additionnelle reliée aux activités opérationnelles :		
Intérêts versés	Nul	28

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DE SURVEILLANCE DES RÉGIMES VOLONTAIRES D'ÉPARGNE-RETRAITE

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013 (27 jours)
PRODUITS		
Produits des activités ordinaires – droits	15	–
Contribution du gouvernement du Québec	2 154	9
	<u>2 169</u>	<u>9</u>
CHARGES		
Frais d'administration		
Salaires et autres avantages du personnel	891	9
Courrier et communications	1 094	–
Frais de déplacement	7	–
Services professionnels et techniques	90	–
Entretien et location d'immeubles	57	–
Entretien et location informatiques	43	–
Fournitures	6	–
Autres	1	–
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles attribuée par le fonds du Régime de rentes du Québec	36	–
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles du fonds	4	–
	<u>2 229</u>	<u>9</u>
RÉSULTAT NET ET GLOBAL	<u>(60)</u>	<u>–</u>

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DE SURVEILLANCE DES RÉGIMES VOLONTAIRES D'ÉPARGNE-RETRAITE

ÉTAT DE LA VARIATION DE L'ACTIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013 (27 jours)
SOLDE DE L'ACTIF NET AU DÉBUT	–	–
Résultat net et global	(60)	–
SOLDE DE L'ACTIF NET À LA FIN	(60)	–

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DE SURVEILLANCE DES RÉGIMES VOLONTAIRES D'ÉPARGNE-RETRAITE

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
ACTIF		
Courants		
Trésorerie	15	–
À recevoir du gouvernement du Québec	237	9
	<u>252</u>	<u>9</u>
Non courants		
Immobilisations incorporelles (note 18-d)	75	–
	<u>327</u>	<u>9</u>
PASSIF		
Courants		
Dû au fonds du Régime de rentes du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	312	9
	<u>312</u>	<u>9</u>
Non courants		
Contributions perçues d'avance	75	–
	<u>387</u>	<u>9</u>
ACTIF NET DU FONDS	<u>(60)</u>	<u>–</u>
	<u>327</u>	<u>9</u>

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

La présidente du conseil
d'administration,La présidente
du comité de vérification,Le président-directeur
général,Francine Martel-Vaillancourt
FCPA, FCA, ASCChantal Bélanger
FCPA, FCGA, ASC

Norman Johnston

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DE SURVEILLANCE DES RÉGIMES VOLONTAIRES D'ÉPARGNE-RETRAITE

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013 (27 jours)
Activités opérationnelles		
Résultat net et global	(60)	–
Ajustements :		
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles du fonds	4	–
	(56)	
Variation nette des éléments hors caisse liée aux activités opérationnelles (note 22)	150	–
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	94	–
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(79)	–
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(79)	–
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	15	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	–	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin (note 13)	15	–

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2014

(Sauf indications contraires, les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

1. Constitution et mandats de la Régie des rentes du Québec

La Régie des rentes du Québec (« la Régie ») est un organisme public à caractère administratif. Elle jouit de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière. Elle a son domicile au Canada, au Québec au lieu et à l'adresse de son siège, soit au 2600, boulevard Laurier, à Québec.

Elle administre le Régime de rentes du Québec selon la *Loi sur le régime de rentes du Québec* et le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants selon la *Loi sur les impôts*. De plus, elle surveille les régimes complémentaires de retraite selon la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* et les régimes volontaires d'épargne-retraite selon la *Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite*. Cette dernière loi est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

La Régie a été créée par une loi du Parlement du Québec (1965, chapitre 24), au Canada. Elle est mandataire de l'État. Ses actes n'engagent cependant qu'elle-même. À ce titre, elle est exempte d'impôts.

2. Description des mandats de la Régie

La présente description est fournie à titre d'information. Pour des renseignements plus complets sur les programmes, il faut se référer à la loi applicable selon le cas.

2-a) Régime de rentes du Québec

La *Loi sur le régime de rentes du Québec* est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1966. Le Régime de rentes du Québec (« le Régime ») est obligatoire. Il a pour objectif de permettre aux travailleurs et aux personnes dont ils ont la charge de recevoir un montant de base contre la perte de revenus résultant de la retraite, de l'invalidité ou du décès. En vertu de cette loi, la Régie a aussi pour mission de promouvoir la planification financière de la retraite, notamment en favorisant l'établissement et l'amélioration des régimes de retraite.

2-a-1) Financement et actif net du fonds du Régime de rentes du Québec

Le Régime utilise un mode de financement dit « par capitalisation partielle », se situant entre un financement par répartition pure et un financement par capitalisation. Ce mode de financement implique que les cotisations de l'année servent à payer les prestations courantes et à constituer une réserve permettant de stabiliser son financement à long terme.

Le Régime dispose de trois sources pour verser ses prestations :

1. Les cotisations courantes payées à parts égales par les salariés et leurs employeurs. Les travailleurs autonomes ainsi que les ressources intermédiaires ou de type familial doivent verser les deux parts;
2. Les revenus de placement de la réserve du Régime, c'est-à-dire les revenus générés par les actifs financiers confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse »);
3. L'utilisation de la réserve en cas d'insuffisance des deux premières sources.

Le gouvernement et la Régie n'assument pas d'obligations juridiques ou implicites de verser des sommes au Régime en cas de financement déficitaire de ce dernier. De plus, la responsabilité du Régime quant aux versements des rentes et prestations prévues par la loi actuelle est limitée à l'actif net du Régime.

Si le taux de cotisation du Régime est inférieur au taux de cotisation d'équilibre, la stabilité du financement du Régime à long terme pourrait être affectée, selon les hypothèses de l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2012*. Dans l'éventualité où la réserve serait épuisée, si l'on voulait poursuivre le versement de prestations, le taux de cotisation devrait être rajusté au taux de cotisation par répartition³¹, ou certaines prestations devraient être diminuées afin de maintenir le Régime en vigueur. Selon l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2012*, en l'absence de la réserve, le taux de cotisation par répartition serait de 12,4 % en 2062.

L'actif net du fonds du Régime (réserve) contribue à la stabilisation du financement, mais ne constitue pas la valeur actualisée des prestations futures, conformément au mode de financement par capitalisation partielle. Il représente l'avoir accumulé qui servira pour le paiement des rentes, des prestations et des autres charges dans l'avenir. Au 31 décembre 2014, l'actif net du Régime est de 52,0 milliards de dollars (2013 : 45,9 milliards de dollars), soit environ 4,2 fois le montant des rentes et des prestations de l'année civile 2014.

La direction est d'avis que le Régime n'a pas d'obligations au-delà du versement mensuel courant des rentes et des prestations. Elle considère que le fait donnant lieu à l'obligation survient mensuellement lorsque la personne a officiellement acquis ou maintenu le statut lui donnant droit aux rentes ou aux prestations. Ainsi, les états financiers ne présentent pas la valeur actualisée des obligations pour les individus qui bénéficient de rentes et de prestations en ce moment ni pour ceux qui pourraient en bénéficier dans l'avenir.

Pour être en mesure d'évaluer la stabilité du financement du Régime à long terme, on doit plutôt se référer au concept de « taux de cotisation d'équilibre ». Il s'agit du taux de cotisation, applicable aux années futures, qui serait nécessaire pour maintenir constant à long terme le rapport entre la réserve et les sorties de fonds annuelles pour ainsi assurer un financement stable du Régime à long terme.

Le taux d'équilibre est établi comme suit : c'est le plus bas taux de cotisation possible qui est appliqué à partir de la troisième année de la période minimale de projection et qui fait en sorte que le rapport entre la réserve à la fin d'une année et les sorties de fonds (dépenses) prévues de l'année suivante, calculé pour la dernière année de la période de projection, soit au moins égal au même rapport calculé pour la vingtième année précédant la fin de la période de projection. Lorsque la troisième année de la période minimale de projection est antérieure à 2018, cette année est présumée être l'année 2018.

Comme il est présenté dans le rapport de l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2012*, le taux de cotisation d'équilibre est évalué à 11,02 %. Ci-dessous, la Régie présente un résumé des principales hypothèses utilisées pour calculer le taux de cotisation d'équilibre et pour estimer les entrées et les sorties de fonds, la réserve et le taux de cotisation par répartition.

Démographiques

Indice synthétique de fécondité	de 1,67 à 1,65 (à compter de 2017)
Réduction de la mortalité (espérance de vie de la population à la naissance)	Hommes : de 80,0 à 85,6 (2062) Femmes : de 83,9 à 88,3 (2062)
Solde migratoire par rapport à la population totale	de 0,45 % (2013) à 0,36 % (2062)

31. Le taux de cotisation par répartition est calculé en divisant les sorties de fonds d'une année par la masse salariale soumise à cotisation de la même année. Il permet ainsi de constater le taux qui serait exigé des cotisants pour financer les sorties de fonds en l'absence de réserve.

Économiques	
Taux de chômage	de 7,5 % à 6,1 % (à compter de 2019)
Taux d'inflation	de 2,0 % à 2,2 % (à compter de 2024)
Taux réel d'augmentation des gains moyens de travail (variation annuelle)	de 0,6 % à 1,1 % (à compter de 2018)
Taux de rendement réel	de 3,7 % à 4,2 % (à compter de 2024)

Des renseignements plus détaillés sur les hypothèses et méthodes figurent dans les évaluations actuarielles préparées par la Régie. Il est à noter que si la situation future s'avère différente des hypothèses retenues, le taux de cotisation d'équilibre, les entrées et sorties de fonds prévues, la réserve et le taux de cotisation par répartition pourraient varier significativement.

Pour donner un aperçu des effets de la modification d'une de ces hypothèses à la fois, la Régie a réalisé plusieurs tests de sensibilité des résultats sur le taux d'équilibre. Ces tests servent à évaluer l'écart qui se produirait sur le taux d'équilibre si l'évolution d'une hypothèse différait de celle retenue dans l'évaluation. Ils ont été limités aux principales variables démographiques et économiques.

Neuf hypothèses font l'objet d'une analyse de sensibilité. Deux tests sont effectués pour chaque hypothèse, sauf pour l'hypothèse de rendement réel, pour laquelle il y en a quatre. Le premier test évalue l'incidence sur le taux d'équilibre d'une évolution moins favorable pour le Régime que celle retenue dans l'évaluation actuarielle, et le second mesure l'effet d'une évolution plus favorable.

Les changements d'hypothèses utilisés correspondent à un écart jugé significatif par rapport à l'hypothèse retenue dans l'évaluation actuarielle, sans toutefois constituer les bornes inférieure et supérieure d'un intervalle probable d'évolution de chaque variable. Afin de faciliter l'interprétation des résultats et d'illustrer les variations dans l'établissement des hypothèses ainsi que les différents contextes démographiques et économiques qui peuvent exister, il a été décidé d'associer, lorsque cela est possible, les tests de sensibilité à une hypothèse utilisée dans un autre pays.

La comparaison entre la valeur de cet indicateur dans les tests et dans l'évaluation actuarielle indique dans quelle mesure le taux d'équilibre est sensible à chaque changement d'hypothèse. L'évolution moins favorable d'une hypothèse se traduit par un taux de cotisation d'équilibre plus élevé que dans l'évaluation. Une évolution plus favorable a l'effet inverse. L'écart entre le taux de cotisation d'équilibre d'un test particulier et le taux de 11,02 % de l'évaluation actuarielle représente une estimation de la variation du taux de cotisation qui permettrait de compenser l'effet du changement d'hypothèse.

Il est à noter que l'effet observé dans un test ne peut pas être combiné à l'effet d'un ou de plusieurs autres tests puisqu'il existe, entre les hypothèses, plusieurs interrelations qui pourraient réduire ou augmenter l'effet de ces tests. L'effet cumulatif de deux ou de plusieurs changements d'hypothèses n'équivaut donc pas nécessairement à la somme des effets pris isolément.

Le tableau à la page suivante résume les tests de sensibilité que la Régie a effectués dans le cadre de l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2012*.

Résumé des tests de sensibilité

Nature de l'hypothèse	Hypothèse pessimiste		Hypothèse retenue pour l'évaluation actuarielle		Hypothèse optimiste	
	Description	Taux de cotisation d'équilibre (et variation)	Description	Taux de cotisation d'équilibre	Description	Taux de cotisation d'équilibre (et variation)
Démographie						
Indice de fécondité	2019 et ss : 1,40	11,28 % (+ 26 pc)	2013 : 1,67 enfant/femme 2017 et ss : 1,65	11,02 %	2020 et ss : 1,95	10,72 % (- 30 pc)
Solde migratoire	2014 et ss : 17 400	11,75 % (+ 73 pc)	2015 et ss : 34 800 personnes	11,02 %	2014 et ss : 52 200	10,39 % (- 63 pc)
Espérance de vie (à 65 ans)	En 2033 : Hommes : 22,0 ans Femmes : 24,8 ans En 2062 : Hommes : 25,4 ans Femmes : 29,3 ans	11,42 % (+ 40 pc)	En 2033 : Hommes : 21,1 ans Femmes : 23,7 ans En 2062 : Hommes : 23,0 ans Femmes : 25,3 ans	11,02 %	En 2033 : Hommes : 19,9 ans Femmes : 22,5 ans En 2062 : Hommes : 21,1 ans Femmes : 23,6 ans	10,67 % (- 35 pc)
Économie						
Taux d'activité (15 ans et +)	En 2013 : 64,2 % En 2033 : 57,8 % En 2062 : 56,7 %	11,23 % (+ 21 pc)	En 2013 : 64,6 % En 2033 : 59,3 % En 2062 : 58,5 %	11,02 %	En 2013 : 64,6 % En 2033 : 60,8 % En 2062 : 59,6 %	10,88 % (- 14 pc)
Taux de chômage	2014 et ss : 7,3 %	11,11 % (+ 9 pc)	2019 et ss : 6,1 %	11,02 %	2035 et ss : 4,5 %	10,91 % (- 11 pc)
Taux d'inflation	2013 et ss : 1,5 %	11,26 % (+ 24 pc)	2024 et ss : 2,2 %	11,02 %	2021 et ss : 2,8 %	10,83 % (- 19 pc)
Taux réel d'augmentation des gains moyens de travail	2014 et ss : 0,7 %	11,46 % (+ 44 pc)	2018 et ss : 1,1 %	11,02 %	2022 et ss : 1,5 %	10,64 % (- 38 pc)
Taux de rendement réel* ± 1,5 % (probabilité de 70 %)	2,6 %	11,72 % (+ 70 pc)	4,1 %	11,02 %	5,6 %	10,27 % (- 75 pc)
Taux de rendement réel* ± 3,0 % (probabilité de 95 %)	1,1 %	12,38 % (+ 136 pc)	4,1 %	11,02 %	7,1 %	9,45 % (- 157 pc)
Retraite						
Taux de retraite	En 2014 : Hommes à 60 ans : 42,5 % Femmes à 60 ans : 50,0 % En 2022 et ss : Hommes à 60 ans : 35,0 % Femmes à 60 ans : 41,0 %	11,14 % (+ 12 pc)	En 2014 : Hommes à 60 ans : 52,5 % Femmes à 60 ans : 60,0 % En 2022 et ss : Hommes à 60 ans : 45,0 % Femmes à 60 ans : 51,0 %	11,02 %	En 2014 : Hommes à 60 ans : 62,5 % Femmes à 60 ans : 70,0 % En 2022 et ss : Hommes à 60 ans : 55,0 % Femmes à 60 ans : 61,0 %	10,90 % (- 12 pc)

* Moyenne du taux pour l'ensemble de la période de projection, soit 2013-2062. Il est à noter que le taux de rendement réel correspond au taux de rendement nominal prévu de la Caisse (après les frais de gestion) moins le taux d'inflation prévu.

Note : Dans le tableau ci-dessus, « ss » signifie « suivantes » et « pc » signifie « points centésimaux ».

Mise en garde : Il est à noter que l'effet observé dans un test ne peut pas être combiné à l'effet d'un ou de plusieurs autres tests puisqu'il existe, entre les hypothèses, plusieurs interrelations qui pourraient réduire ou augmenter l'effet de ces tests. L'effet cumulatif de deux ou de plusieurs changements d'hypothèses n'équivaut donc pas nécessairement à la somme des effets pris isolément.

Voici quelques éléments d'information à noter concernant les résultats de certains tests de sensibilité plus significatifs :

- Pour l'espérance de vie, le test « pessimiste » suppose une hausse de l'espérance de vie par rapport à l'évaluation, donc le versement de rentes et de prestations sur une plus longue période. L'espérance de vie en 2050 pour ce test est à un niveau comparable à celle projetée pour la Finlande. Le taux de cotisation d'équilibre se chiffrerait alors à 11,42 %, ce qui représenterait une hausse de 40 points centésimaux par rapport au taux de 11,02 % de l'évaluation.
- D'autres tests très significatifs consistent à faire varier la croissance réelle des gains moyens de travail :
 - Un premier test « pessimiste » retient une augmentation réelle de seulement 0,7 % à partir de 2014, ce qui est similaire à celle de la Suisse. Le taux de cotisation d'équilibre se chiffrerait alors à 11,46 % pour ce test, où l'augmentation des gains moyens de travail est plus faible, ce qui représenterait une hausse de 44 points centésimaux par rapport au taux observé de 11,02 % dans l'évaluation.
 - Un deuxième test « optimiste » utilise plutôt une augmentation réelle de 1,5 % à partir de 2022, correspondant aux projections de la Norvège. Le taux d'équilibre deviendrait alors 10,64 %, soit une baisse de 38 points centésimaux par rapport au taux de 11,02 % observé dans l'évaluation.
- En ce qui concerne le taux de rendement réel de la réserve, nous portons attention aux deux tests pessimistes qui ont été effectués :
 - Un premier test « pessimiste » montre l'effet d'une variation de 1,5 % à la baisse du taux de rendement réel chaque année durant toute la période de projection. Cela représente une diminution d'environ un écart-type par rapport à la moyenne du taux projeté. En d'autres mots, selon cette hypothèse « pessimiste », il y aurait environ 15 % de chances que le rendement réel moyen soit inférieur à 2,6 %. Un rendement de 2,6 % correspond à un taux de cotisation d'équilibre de 11,72 %, soit 70 points centésimaux au-dessus du taux d'équilibre de 11,02 % de l'évaluation.
 - De façon similaire, un autre test « encore plus pessimiste » est présenté, mais cette fois-ci avec un intervalle de confiance d'environ deux écarts-types, c'est-à-dire qu'il montre l'effet d'une baisse de 3,0 % chaque année sur le taux de rendement réel projeté. Avec ce dernier test, le taux de cotisation d'équilibre serait de 12,38 %, soit de 136 points centésimaux plus élevé que le taux d'équilibre de 11,02 % de l'évaluation.

En 2014, le taux de cotisation au Régime était de 10,35 %. Il est passé à 10,50 % le 1^{er} janvier 2015. Il continuera ensuite d'être augmenté de 0,15 % par année pour atteindre 10,80 % le 1^{er} janvier 2017. Toutefois, le gouvernement peut prévoir, pour chaque année, qu'il n'y aura pas d'augmentation du taux de cotisation ou que l'augmentation sera moindre que 0,15 %, lorsque le plus récent taux de cotisation d'équilibre publié par la Régie à la *Gazette officielle du Québec* est inférieur au taux de cotisation prévu pour l'année. À compter de 2018, un mécanisme de rajustement automatique du taux de cotisation viendra rétablir l'équilibre du financement du Régime, s'il y a lieu. Le taux de cotisation légal devra être rajusté s'il est inférieur au taux de cotisation d'équilibre. En effet, lorsque l'écart entre le taux de cotisation d'équilibre et le taux de cotisation légal sera d'au moins 0,1 %, le taux de cotisation légal sera augmenté à raison de 0,1 % par année, jusqu'à ce que l'écart devienne inférieur à 0,1 %. Cependant, malgré ce mécanisme, le gouvernement pourra prévoir que le taux de cotisation demeure le même que celui de l'année précédente.

Selon l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2012*, sans que le mécanisme de rajustement automatique des cotisations intervienne, le Régime sera en mesure de verser les rentes et prestations, et de payer ses frais d'administration

du sur une très longue période. La réserve (l'actif net) devrait se maintenir à un montant supérieur à trois fois les sorties de fonds annuelles au cours des trente prochaines années. Les évaluations actuarielles statutaires sont réalisées tous les trois ans; la prochaine fera état de la situation du Régime au 31 décembre 2015.

En complément d'information, le tableau suivant résume, sur la période de projection de l'évaluation actuarielle, soit entre 2013 et 2062, les principales entrées et sorties de fonds prévues du Régime, l'état de sa réserve et le taux de cotisation par répartition. Ces données proviennent de l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2012*.

Projection de la réserve (en millions de dollars courants)

Année	Entrées de fonds			Sorties de fonds			Réserve		Taux de cotisation par répartition (%)
	Cotisations	Revenus de placement	Total	Prestations	Frais d'administration	Total	Au 31 décembre	En proportion des sorties de fonds de l'année suivante	
2013	12 257	2 299	14 556	11 752	118	11 870	42 001	3,4	9,9
2014	12 914	2 455	15 369	12 410	121	12 531	44 839	3,4	10,0
2015	13 587	2 619	16 206	13 133	124	13 257	47 788	3,4	10,2
2016	14 274	2 790	17 064	13 840	127	13 967	50 885	3,5	10,4
2017	14 991	2 970	17 961	14 560	130	14 690	54 156	3,5	10,6
2018	15 493	3 154	18 647	15 310	133	15 443	57 360	3,5	10,7
2019	16 011	3 334	19 345	16 084	137	16 221	60 484	3,6	10,9
2020	16 546	3 509	20 055	16 878	140	17 018	63 521	3,6	11,1
2021	17 101	3 678	20 779	17 697	144	17 841	66 459	3,6	11,3
2022	17 665	3 841	21 506	18 557	147	18 704	69 261	3,5	11,4
2027	21 021	5 192	26 213	23 369	168	23 537	83 406	3,4	12,1
2032	25 345	6 023	31 369	28 436	193	28 630	96 566	3,3	12,2
2037	30 717	7 006	37 723	33 991	222	34 213	112 502	3,2	12,0
2042	36 867	8 192	45 059	40 936	254	41 190	131 405	3,1	12,0
2047	43 869	9 412	53 281	49 169	292	49 460	150 644	2,9	12,2
2052	52 033	10 569	62 602	58 971	335	59 306	168 618	2,7	12,3
2057	61 726	11 418	73 144	70 834	384	71 218	181 267	2,5	12,4
2062	73 610	11 864	85 474	84 021	441	84 462	187 799	2,2	12,4

Note : À partir de 2022, on présente dans le tableau ci-dessus seulement une année à chaque période de cinq ans. De plus, les données de l'évaluation actuarielle du tableau ci-dessus n'ont pas été modifiées pour tenir compte des résultats réels des années 2013 et 2014.

Les notes « 2-a-2) Rente de retraite » à « 2-a-9) Indexation des rentes » illustrent les principales modalités des rentes et prestations en vigueur en date du 31 décembre 2014 ainsi que, le cas échéant, les principaux changements futurs connus à cette date.

2-a-2) Rente de retraite

La rente de retraite est payable mensuellement à tous les cotisants de 60 ans ou plus, sous réserve des dispositions de la *Loi sur le régime de rentes du Québec* (Loi RRQ). Le montant mensuel initial est égal à 25 % de la moyenne mensuelle des gains admissibles durant la période cotisable.

Les rentes débutant avant 2013 étaient rajustées de 0,5 % par mois d'écart avec la date anniversaire de 65 ans, à la baisse ou à la hausse, jusqu'à concurrence de 60 mois, selon

que la personne demandait sa rente avant ou après l'âge de 65 ans. À la suite des récentes modifications à la Loi RRQ, le rajustement à la rente de retraite est modifié comme suit :

- Pour les rentes débutant avant 65 ans, le facteur d'ajustement sera haussé progressivement de 0,5 % à 0,6 %. Cette hausse s'appliquera entre 2014 et 2016. Le facteur d'ajustement augmentera en fonction du montant de la rente. Il demeurera à 0,5 % pour une personne qui reçoit une rente très faible. Il augmentera graduellement jusqu'à 0,6 % pour une personne qui reçoit la rente maximale.
- Pour les rentes débutant après 65 ans, le facteur d'ajustement a été haussé à 0,7 % par mois d'écart depuis le 1^{er} janvier 2013.

En 2014, la rente mensuelle maximale versée aux nouveaux bénéficiaires à compter de 65 ans est de 1 038,33 \$.

2-a-3) Rente de conjoint survivant

La rente de conjoint survivant est attribuée dans la mesure où le cotisant décédé a cotisé au Régime pendant au moins le tiers de sa période cotisable, sous réserve d'un minimum de trois années, ou s'il a cotisé pour au moins dix ans. Le montant de la rente varie principalement selon l'âge du conjoint survivant ainsi que selon les gains admissibles et les cotisations de la personne décédée. En 2014, la rente mensuelle maximale versée aux nouveaux bénéficiaires est de 846,94 \$.

2-a-4) Rente d'invalidité

La rente d'invalidité est versée à tout cotisant qui est déclaré invalide au sens de la Loi RRQ. Le montant de la rente varie selon les gains admissibles et les cotisations de la personne invalide. En 2014, la rente mensuelle maximale versée aux nouveaux bénéficiaires est de 1 236,32 \$.

2-a-5) Montant additionnel pour invalidité

Depuis 2013, une nouvelle disposition de la Loi RRQ prévoit un montant additionnel pour invalidité pour les bénéficiaires de la rente de retraite, lorsque certaines conditions sont respectées. Cette disposition vise les bénéficiaires d'une rente de retraite âgés de 60 à 65 ans qui deviennent invalides en raison d'une incapacité à exercer à temps plein tout type d'emploi et qui ne sont pas admissibles à la rente d'invalidité. Un montant additionnel fixe de 457,57 \$ par mois pour invalidité s'ajoute alors à leur rente de retraite. Cet ajout à la rente mensuelle cesse lorsque le bénéficiaire atteint l'âge de 65 ans.

2-a-6) Rente d'orphelin

La rente d'orphelin est versée pour chacun des enfants mineurs d'un cotisant décédé. En 2014, le montant de la rente est de 230,72 \$ par mois pour chaque enfant.

2-a-7) Rente d'enfant de cotisant invalide

La rente d'enfant de cotisant invalide est versée pour chacun des enfants mineurs d'un cotisant invalide au sens de la Loi RRQ. En 2014, le montant de la rente mensuelle est de 73,25 \$ par enfant.

2-a-8) Prestation de décès

La prestation de décès est versée en priorité à la personne qui a acquitté les frais funéraires, pourvu qu'elle en fasse la demande dans les 60 jours qui suivent le décès du cotisant. Après ce délai, elle est versée aux demandeurs qualifiés au sens de la Loi RRQ. Le montant de cette prestation est fixé à 2 500 \$ depuis janvier 1998 pour tous les cotisants qui satisfont aux exigences du Régime.

2-a-9) Indexation des rentes

Les rentes sont indexées annuellement en fonction de l'indice moyen des prix à la consommation au Canada. Le taux d'indexation au 1^{er} janvier 2014 est de 0,9 %.

2-b) Régimes complémentaires de retraite

En vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, la Régie a pour mandat de s'assurer que l'administration et le fonctionnement des régimes de retraite sont conformes à cette loi. Elle fournit l'expertise-conseil au gouvernement pour assurer l'évolution du cadre législatif applicable aux régimes complémentaires de retraite. Le fonds de surveillance des régimes complémentaires de retraite (fonds RCR) est constitué à même les droits versés par les régimes complémentaires de retraite sous la surveillance de la Régie.

Depuis janvier 2009, la Régie a le mandat d'administrer les rentes de retraite de certains participants et bénéficiaires dont les droits accumulés dans leur régime de retraite à prestations déterminées sont réduits à la terminaison du régime de retraite en raison de la faillite de leur employeur. Depuis décembre 2010, ce mandat s'est aussi étendu aux employeurs qui sont sous l'effet d'une ordonnance ou d'un jugement en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC), de la partie III de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (LFI) ou de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*. Initialement, les régimes visés étaient ceux dont la date de terminaison était antérieure au 1^{er} janvier 2012. À la fin de 2011, ce mandat a été prolongé pour viser les régimes qui se sont terminés avant le 1^{er} janvier 2014.

En juin 2011, le mandat de la Régie quant à l'administration des rentes de retraite de certains participants et bénéficiaires a également été élargi pour viser un régime de retraite auquel est partie un employeur du secteur des pâtes et papiers ayant conclu, alors qu'il était sous la protection de la LACC ou de la LFI avant le 1^{er} janvier 2012, une entente, même s'il n'y avait pas de terminaison du régime, avec le gouvernement visant le maintien du régime.

2-c) Crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants

La Régie administre le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE) en vertu de la *Loi sur les impôts*.

Une somme est versée aux personnes qui ont des enfants à charge de moins de 18 ans. Son montant varie selon leur situation conjugale (avec ou sans conjoint), le nombre d'enfants à leur charge qui résident avec elles, leur revenu familial de l'année précédente ainsi que le nombre d'enfants en garde partagée. Un supplément est également versé pour les enfants handicapés admissibles.

La Régie s'occupe des relations avec la clientèle du Soutien aux enfants ainsi que de la mise en paiement de cette aide financière.

Les prestations versées aux clients sont assumées directement par le gouvernement du Québec à même ses propres états financiers. C'est pour cette raison qu'ils ne figurent pas dans ceux du fonds pour l'administration du crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (fonds CIRSE) à la Régie. Donc, les états financiers du fonds présentent les contributions du gouvernement et les frais de fonctionnement encourus par la Régie pour l'administration du crédit d'impôt.

2-d) Régimes volontaires d'épargne-retraite

Le 3 décembre 2013, l'Assemblée nationale du Québec a adopté le projet de loi n° 39 : la *Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite*. Cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2014. Elle crée un régime à faible coût pour permettre aux travailleurs d'épargner en vue de leur retraite.

Les régimes volontaires d'épargne-retraite (RVER) sont administrés par des établissements financiers autorisés. Les employeurs visés par la Loi sont tenus d'offrir à leurs employés un RVER. Ces derniers ont l'obligation de l'offrir selon des dates préétablies dans la Loi en fonction de leur nombre d'employés. Les RVER seront donc mis en place graduellement dans les entreprises au cours des prochaines années.

Le fonds de surveillance des régimes volontaires d'épargne-retraite (fonds RVER) est constitué à même les droits versés par ces régimes qui sont sous la surveillance de la Régie. Depuis 2014, le fonds a commencé à recevoir des droits qui sont prescrits par règlement.

En vertu de la *Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite*, la Régie a pour mandat de s'assurer que l'administration et le fonctionnement des RVER sont conformes à cette loi. Elle surveillera donc ces régimes.

3. Principales méthodes comptables

3-a) Généralités et conformité aux Normes internationales d'information financière

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Ces états financiers ont été préparés selon la base du coût historique, à l'exception des dépôts à participation, qui sont évalués à la juste valeur, de la provision pour congés de maladie, vacances et autres qui est évaluée à sa valeur actualisée des paiements futurs ainsi que des autres provisions qui sont évaluées à la meilleure estimation des paiements futurs prévus, actualisés lorsque l'effet du temps est significatif.

Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de la Régie le 27 mars 2015 et sont présentés en dollars canadiens.

Le fonds RVER est en activité depuis le 4 décembre 2013 avec la sanction du projet de loi sur les RVER.

3-b) Cotisations au Régime

Revenu Québec perçoit les cotisations au nom de la Régie et les lui verse régulièrement. Ces montants sont provisoires et demeurent susceptibles de vérification et de rectification. Les cotisations sont comptabilisées lorsqu'elles sont dues et selon la meilleure estimation à la fin de l'exercice, comme il est expliqué plus en détail à la note 5-a. Le cas échéant, les rajustements sont inscrits dans l'exercice au cours duquel ils sont connus.

3-c) Revenus de placement**3-c-1) Sur les actifs financiers confiés à la Caisse**

Comme il est décrit à la note 16, la Régie place tout l'argent excédentaire à la Caisse. Les placements sont faits sous forme de dépôts à vue ou de dépôts à participation. Les revenus de placement représentent donc ceux attribués par la Caisse, nets des frais de gestion de celle-ci, qui ont été générés par les actifs financiers de la Régie confiés à la Caisse. Ces revenus comprennent donc les revenus nets de placement, les gains (pertes) nets réalisés sur la vente de placements, l'augmentation (diminution) non réalisée de la juste valeur, ainsi que les intérêts gagnés sur les dépôts à vue.

3-c-2) Intérêts gagnés et pénalités perçues lors de la production de l'avis de cotisation par Revenu Québec

Revenu Québec perçoit ces montants au nom de la Régie en produisant un avis de cotisation au mandataire ou au travailleur autonome lorsque ceux-ci ont omis de payer leur cotisation selon le calendrier de remise prévu. Ces sommes sont ensuite versées périodiquement à la Régie. Cette dernière comptabilise ces montants selon la meilleure estimation à la fin de l'exercice. Ceux-ci sont provisoires et demeurent susceptibles d'être corrigés. Le cas échéant, les rajustements sont inscrits dans l'exercice au cours duquel ils sont connus.

3-d) Produits des activités ordinaires – droits

Pour ces produits des fonds RCR et RVER, la méthode de comptabilisation utilisée consiste à comptabiliser ceux-ci au moment de la réception de la déclaration d'information reçue du client.

3-e) Contributions du gouvernement du Québec

- i) Le ministère de la Famille verse chaque année une contribution à la Régie pour assurer le financement du fonds CIRSE.
- ii) Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale versera jusqu'en 2017 une contribution à la Régie pour assurer la mise en œuvre du fonds RVER.

Ces contributions sont comptabilisées en produit en fonction des charges de l'exercice, à l'exception de celles qui servent à acquérir des immobilisations incorporelles et qui sont reportées au poste « Contributions perçues d'avance » et comptabilisées à titre de produits graduellement dans l'avenir au même rythme que la durée d'utilité des immobilisations incorporelles correspondantes.

Le cas échéant, la Régie doit rembourser au gouvernement du Québec les sommes reçues en excédent des charges réellement engagées pour chacun de ces fonds. Les contributions à rembourser sont alors présentées dans le poste « Dû au gouvernement du Québec ».

3-f) Produits d'administration provisoire de régimes de retraite et produits d'administration de rentes de retraités

Ces types de produits sont comptabilisés au fur et à mesure que des charges correspondantes sont engagées pour la gestion de régimes sous administration provisoires ou pour l'administration de rentes de retraités selon les mandats décrits à la note 2-b. La Régie facture à chaque dossier le coût des travaux qu'elle a réalisés pour ce dernier.

3-g) Dépenses de rentes et prestations

Ces dépenses sont comptabilisées lorsque les demandes de rentes et de prestations sont dues chaque mois. Elles comprennent également les rentes et prestations payées par le Régime de pensions du Canada (RPC) pour le compte de la Régie, situation qui se produit lorsque des clients ont accumulé des droits dans les deux régimes, mais ont effectué leur demande de rentes ou de prestations au RPC.

3-h) Partage des frais d'administration entre les divers fonds administrés par la Régie

Le partage des frais d'administration entre les divers fonds administrés par la Régie est établi en imputant à chaque fonds les dépenses directes qui lui sont propres et en répartissant les dépenses indirectes en fonction des efforts que la Régie a réellement consacrés à chaque fonds ou selon d'autres indicateurs appropriés. Les augmentations de banques de vacances et de maladie sont imputées au fonds auquel l'employé est affecté.

3-i) Gestion de la trésorerie du fonds de surveillance des régimes complémentaires de retraite et attribution de rendement par le fonds du Régime de rentes du Québec

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du fonds RCR sont confiés au fonds RRQ, qui effectue une gestion globale de la trésorerie pour tous les fonds. Puisque la trésorerie du fonds RCR est toujours positive, la Régie transfère donc indirectement les liquidités du fonds RCR pour les placer à la Caisse. Sur la base d'une entente conclue entre les deux fonds, un rendement qui est calculé sur une moyenne pondérée du rendement des dépôts à participation et des dépôts à vue est attribué au fonds RCR.

3-j) Régimes de retraite du personnel

La comptabilité des régimes à cotisation déterminée est appliquée aux régimes généraux et obligatoires, car les obligations de la Régie envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. Ainsi, seules les cotisations payées par la Régie sont imputées aux résultats de l'exercice en fonction des taux de cotisation déterminés pour le service courant. Celles-ci sont passées en charges à mesure qu'elles deviennent exigibles.

3-k) Instruments financiers

Un instrument financier est tout contrat qui donne lieu à un actif financier pour une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres pour une autre entité.

3-k-1) Actifs et passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur. On y ajoute les coûts de transaction directement imputables, sauf pour les actifs à la juste valeur par le biais du résultat net, pour lesquels ceux-ci sont comptabilisés en résultat net. Ils sont ensuite classés sous l'une des catégories suivantes applicables à la Régie : actifs à la juste valeur par le biais du résultat net; prêts et créances; autres passifs financiers. L'intention pour laquelle les instruments financiers ont été acquis et leurs caractéristiques déterminent leur classement. Selon leur classification, ils sont subséquentement comptabilisés de la manière décrite ci-dessous.

Actifs à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers classés comme actifs à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur à chaque date de fin de période, et toute variation

de la juste valeur est présentée aux résultats nets dans la période au cours de laquelle elle survient. La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Cette catégorie inclut les dépôts à participation qui ont été désignés à la juste valeur par le biais du résultat net en raison du fait qu'il s'agit d'un groupe d'actifs financiers qui est géré et évalué d'après la méthode de la juste valeur. Les dépôts à participation au fonds particulier de la Caisse sont évalués à la juste valeur établie par la Caisse. Ces dépôts à participation sont notamment investis dans les portefeuilles spécialisés de la Caisse, pour lesquels celle-ci établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la Caisse selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'avoir net dudit portefeuille par le nombre d'unités émises. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les revenus de placement de l'exercice. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

Prêts et créances

Ce sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Les éléments inclus dans cette catégorie sont la trésorerie, les clients et autres débiteurs (à l'exception des éléments non financiers, le cas échéant), les sommes à recevoir entre les fonds, les revenus de placement à recevoir de la Caisse, et la somme à recevoir du gouvernement du Québec. À chaque date de fin de période, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ce qui représente une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Autres passifs financiers

Les éléments inclus dans cette catégorie sont les découverts bancaires, y compris le découvert bancaire au fonds général de la Caisse, les sommes dues entre les fonds, la somme due au gouvernement du Québec, les fournisseurs et autres crédateurs (à l'exception des éléments non financiers).

À chaque date de fin de période, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La valeur comptable des autres passifs financiers correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur.

Dépréciation d'actifs financiers

À chaque date de fin de période, la Régie fait une évaluation pour vérifier s'il y a des renseignements objectifs qui indiquent la présence d'une dépréciation d'un actif financier non comptabilisé à la juste valeur par le biais du résultat net. La perte de valeur correspond à l'excédent de la valeur comptable sur, selon le cas, la juste valeur ou la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. Cette dépréciation est inscrite au résultat net, le cas échéant.

3-k-2) Hiérarchie de la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon la hiérarchie suivante :

Niveau 1

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non rajustés) auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables, pertinentes et disponibles, soit directement (sous forme de prix), soit indirectement (déterminées à partir de prix). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments identiques, les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé sur des marchés actifs pour des instruments similaires ainsi que sur des techniques qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte des données de marché observables.

Niveau 3

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas observables. Il est à noter que les données utilisées doivent être les meilleures données disponibles et refléter les hypothèses que les intervenants de marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif, y compris les hypothèses sur les risques. Ce niveau comprend également les instruments dont l'évaluation repose sur des techniques qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte de données de marché observables, mais rajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres à l'instrument évalué.

Le classement des instruments financiers selon les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale des instruments et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque année.

L'information quantitative relative à la hiérarchie de la juste valeur est présentée à la note 15.

3-l) À recevoir ou dû à un autre fonds

Afin de simplifier les processus administratifs, c'est le fonds RRQ qui effectue les activités opérationnelles d'encaissement et de déboursés pour les quatre fonds comptables, à l'exception des revenus de droits du fonds RCR. Ainsi, lorsque ce fonds effectue une opération au nom d'un autre fonds, il enregistre la contrepartie dans le compte inter-fonds approprié « À recevoir » ou « Dû à un autre fonds ». La même chose se produit lorsque le fonds RRQ assume des dépenses communes aux quatre fonds et facture ensuite une quote-part de celles-ci aux autres fonds. Il est à noter qu'une écriture correspondante est toujours effectuée dans l'autre fonds concerné afin que les inter-fonds balancent en tout temps.

3-m) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les développements de systèmes informatiques et les logiciels sont de nature incorporelle, et toutes les autres immobilisations sont de nature corporelle.

3-m-1) Évaluation initiale**Immobilisations corporelles**

Ces immobilisations sont initialement comptabilisées au coût. Celui-ci inclut le prix d'achat, auquel on ajoute, le cas échéant, les frais de transport et d'installation ainsi que les coûts d'emprunts.

Immobilisations incorporelles

Ces immobilisations sont initialement comptabilisées à leur coût. Le coût varie selon le mode d'acquisition :

Achat séparé

Les coûts incluent alors le prix d'achat, auquel on ajoute, le cas échéant, les frais de transport et d'installation ainsi que les coûts d'emprunts jusqu'à ce que l'actif se trouve dans l'état nécessaire pour être exploité de la manière prévue par la direction.

Développement de systèmes à l'interne

La Régie réalise la majorité des acquisitions d'immobilisations incorporelles de cette façon. Elle affecte plusieurs employés internes ainsi que des consultants externes à la réalisation et à la gestion de ses projets de développement de systèmes informatiques.

Les coûts directement liés au développement peuvent être inclus dans les coûts capitalisés de développement de systèmes lorsqu'ils remplissent les critères mentionnés ci-dessous. Il s'agit des coûts de main-d'œuvre directs, des coûts d'emprunts et des autres coûts qui sont directement rattachés au développement des systèmes concernés jusqu'à la date où ils sont dans l'état nécessaire pour être exploités de la manière prévue par la direction. Aucuns frais généraux administratifs ne sont inclus.

Pour que les coûts mentionnés précédemment soient capitalisés au coût d'une immobilisation incorporelle, il est obligatoire que le projet :

1. ne soit pas du type « recherche »; et
2. ait franchi l'étape préliminaire de la conception, donc qu'il ait atteint celle du développement, et que les critères suivants soient satisfaits :
 - a) il est techniquement faisable d'achever le système en vue de sa mise en service;
 - b) la Régie a l'intention d'achever le système et de le mettre en service;
 - c) la Régie a la capacité de mettre le système en service;
 - d) il est possible de démontrer que le système générera des avantages futurs probables;
 - e) la Régie a suffisamment de ressources techniques, financières et autres pour achever le développement du système et le mettre en service;
 - f) les coûts attribuables au développement de ce système peuvent être mesurés et évalués de façon fiable.

3-m-2) Évaluation ultérieure après la comptabilisation

Pour toutes ses immobilisations corporelles et incorporelles, la Régie utilise le modèle du coût. Selon cette méthode, le coût des immobilisations corporelles et incorporelles est diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

3-m-3) Amortissement

Les valeurs résiduelles, le mode d'amortissement et la durée d'utilité déterminée sont revus chaque année et rajustés au besoin.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée d'utilité déterminée :

- Ameublement et équipement de bureau de 5 à 7 ans
- Équipement et matériel informatique de 3 à 7 ans
- Matériel roulant 3 ans

Les améliorations locatives sont amorties de façon linéaire au maximum sur la durée restante du bail.

Immobilisations incorporelles

Toutes les durées d'utilité de ces immobilisations sont déterminées. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée d'utilité déterminée :

- Logiciels de 3 à 7 ans
- Développements de systèmes informatiques³² de 5 à 10 ans

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements est incluse, selon le fonds comptable concerné, dans les comptes suivants de l'état du résultat global :

- « Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles »;
- « Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles du fonds »;
- « Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles attribuée par le fonds du Régime de rentes du Québec ».

3-m-4) Dépréciation

À chaque date de fin de période, la Régie recherche et analyse tous les renseignements objectifs qui sont disponibles à l'interne ou à l'externe et qui révéleraient des indices de la dépréciation de certaines immobilisations corporelles et incorporelles. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte pour dépréciation est comptabilisée à l'état du résultat global.

La Régie évalue également les pertes de valeur qui pourraient faire l'objet d'une récupération lorsque les événements ou les circonstances le justifient.

3-n) Provisions comptabilisées au passif

Les provisions sont comptabilisées au passif lorsque la Régie a une obligation actuelle, juridique ou implicite résultant d'événements passés, qu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant peut être évalué de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions correspondent à la meilleure estimation faite par la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la fin de la période. Les obligations relatives à la provision pour congés de maladie sont évaluées selon la méthode de répartition des prestations définies au prorata des années de service.

32. Comprend aussi toutes les immobilisations énumérées aux notes 18-b, 18-c et 18-d.

3-o) Présentation par ordre de liquidité pour le fonds RRQ

Pour l'état de la situation financière du fonds RRQ, il est jugé plus pertinent de ne pas présenter celui-ci selon le découpage « courants – non courants » puisqu'une présentation par ordre de liquidité correspond mieux à la réalité économique de ce fonds.

4. Modifications de méthodes comptables**4-a) Adoption de nouvelles normes comptables**

De nouvelles normes sont entrées en vigueur au cours de l'exercice 2014. Toutefois, aucun changement significatif n'est à signaler tant en ce qui concerne la comptabilisation que la présentation de l'information financière.

4-b) Normes comptables et modifications publiées, mais pas encore entrées en vigueur

De nouvelles normes ou modifications aux normes existantes ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) avec prise d'effet pour des exercices postérieurs à 2014. Les normes qui concernent potentiellement la Régie ainsi que les dates auxquelles elles seront appliquées sont les suivantes :

IFRS 9 : Instruments financiers – Classement et évaluation

La phase I de la norme IFRS 9 a été publiée en novembre 2009 et modifiée en octobre 2010. La norme définitive a été publiée en février 2015. L'IFRS 9 constitue un projet en trois phases et vise le remplacement de la norme actuelle *IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La première partie couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et les deux autres parties couvrent la dépréciation des actifs financiers et de la comptabilité de couverture. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue, mais lorsqu'une entité évalue un passif financier à la juste valeur, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité doit être présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'au résultat net. La norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est autorisée, mais la Régie ne compte pas le faire.

IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Cette nouvelle norme a été publiée en 2014. Elle remplacera éventuellement les normes *IAS 11, Contrats de construction*, *IAS 18, Produits des activités ordinaires*, *IFRIC 13, Programme de fidélisation de la clientèle*, *IFRIC 15, Contrats de construction de biens immobiliers*, *IFRIC 18, Transferts d'actifs provenant de clients et SIC-31, Produits des activités ordinaires – opérations de troc impliquant des services de publicité*.

La norme prévoit cinq étapes à rencontrer pour comptabiliser un produit :

1. Identification du ou (des) contrat(s) avec un client;
2. Identification des différentes obligations de performance envers le client incluses dans ce ou ces contrat(s);

3. Détermination du prix de la transaction;
4. Affectation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance;
5. Comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

Des informations devront également être fournies pour permettre aux utilisateurs de bien comprendre la nature, le montant, l'échéance et le niveau d'incertitude lié aux produits et à leur encaissement. Cette norme sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Une application anticipée est autorisée, mais la Régie ne compte pas le faire.

À la suite de l'analyse des documents pertinents, la direction juge que les normes ainsi que les modifications aux normes existantes décrites précédemment n'auront aucun effet significatif sur les résultats des activités ou sur la situation financière des quatre fonds administrés par la Régie.

5. Estimations comptables

La préparation des états financiers exige que la direction de la Régie ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Ces estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice, et les rajustements en découlant sont comptabilisés dans les exercices ultérieurs au cours desquels sont effectuées ces révisions.

Puisqu'il est difficile d'établir l'ampleur de la variation de ces estimations, il existe donc une possibilité que les résultats réels diffèrent de façon significative des meilleures prévisions faites par la direction.

Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont les cotisations au Régime, les cotisations à recevoir de Revenu Québec, la durée d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles, la juste valeur de certains instruments financiers et la provision pour congés de maladie, vacances et autres.

5-a) Revenus de cotisation et cotisations à recevoir de Revenu Québec

Compte tenu des mécanismes opérationnels et fiscaux établis par le gouvernement pour que les employeurs, les travailleurs autonomes et les particuliers effectuent leurs remises de cotisations, celles-ci sont encaissées sur une longue période qui déborde l'année civile concernée. Ainsi, pour une année civile donnée, les cotisations sont perçues par Revenu Québec, puis remises à la Régie sur une période qui débute au cours de l'année civile concernée et qui se poursuit plusieurs mois après la fin de celle-ci.

La Régie utilise donc divers outils et différentes hypothèses pour évaluer les revenus de cotisation et pour estimer les cotisations à recevoir de Revenu Québec à la date de fin d'exercice. Elle fonde son estimation sur des techniques élaborées qui visent essentiellement à constituer pour chaque composante (cotisations à recevoir des mandataires, des travailleurs autonomes, ou encore les sommes à rembourser) une banque de données historiques distincte comprenant plusieurs années civiles de cotisations. L'analyse permet ensuite d'établir, pour chaque composante et chaque année civile, un pourcentage entre les éléments connus à la date de fin d'exercice par rapport à ceux constatés subséquemment. La moyenne des pourcentages des années civiles analysées est ensuite calculée pour chaque composante et sert à établir l'estimation à la date de fin d'exercice.

L'estimation des cotisations à recevoir ou à rembourser à la date de fin d'exercice est donc établie en fonction des données connues au 31 décembre pour l'année civile courante (ex. : les encaissements reçus à ce jour) et les pourcentages moyens calculés selon l'expérience des données historiques d'années civiles antérieures.

Au 31 décembre 2014, le montant des cotisations à recevoir de Revenu Québec est de 987,9 millions de dollars (2013 : 874,8 millions de dollars). Ce montant net inclut 912,9 millions de dollars (2013 : 894,9 millions de dollars) de courus à recevoir qui ont été établis à partir d'estimations et 75 millions de dollars d'autres contributions réelles à recevoir (en 2013, nous avons plutôt 20,1 millions de dollars de contributions réelles reçues en trop qui devaient être remboursées à Revenu Québec).

5-b) Juste valeur

Tous les instruments financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur. Selon leur classement, ces instruments sont ensuite évalués soit au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, soit à la juste valeur.

Pour les dépôts à participation, la juste valeur est établie par la Caisse au moyen des cours sur le marché actif le plus avantageux pour l'instrument concerné. S'il n'existe pas de marché actif, la juste valeur est établie selon des modèles d'évaluation internes ou externes, notamment des modèles de flux de trésorerie actualisés. La juste valeur établie selon ces modèles d'évaluation nécessite l'utilisation d'hypothèses à l'égard du montant et du calendrier des flux de trésorerie futurs estimatifs, ainsi que de nombreuses autres variables. Pour déterminer ces hypothèses, des données externes du marché facilement observables sont utilisées lorsqu'elles sont disponibles. Sinon, la Caisse utilise la meilleure estimation possible. Puisqu'elles sont fondées sur des estimations, les justes valeurs peuvent ne pas être réalisées dans le cadre d'une vente réelle ou d'un règlement immédiat de ces instruments.

La note 15 donne plus de détails sur la juste valeur des instruments financiers pour chacun des fonds comptables.

5-c) Durée d'utilité déterminée des immobilisations corporelles et incorporelles

Comme il est décrit à la note 3-m-3, la Régie détermine les durées d'utilité de ses immobilisations corporelles et incorporelles et revoit ces dernières à chaque fin d'exercice. Diverses analyses sont utilisées pour effectuer ce travail, notamment :

- le suivi des développements de systèmes informatiques réalisés durant l'exercice courant et lors des derniers exercices afin de rattacher ceux-ci aux systèmes principaux existants;
- la mise à jour de l'inventaire des principaux systèmes ainsi que leur âge;
- l'examen des estimations de durée d'utilité effectuées par des pairs;
- l'état et le niveau d'utilisation des systèmes.

Les données sur la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, consécutives à l'utilisation de ces estimations de durée d'utilité déterminée, sont fournies en détail aux notes 17 et 18.

5-d) Provision pour congés de maladie, vacances et autres

Les employés de la Régie sont assujettis aux mêmes conditions de travail que celles que le gouvernement du Québec a établies pour ses employés et gestionnaires. Celles-ci comprennent notamment des avantages concernant les congés tels que les vacances, les maladies et les absences de longue durée (ex. : invalidité). Certains de ces congés peuvent être accumulés dans des « réserves » lorsqu'ils ne sont pas utilisés. La Régie doit donc estimer, à chaque date de fin de période, la valeur de ces congés accumulés dans les réserves, ainsi que la valeur de l'obligation envers les employés concernés par des absences connues de longue durée.

Pour effectuer cette estimation, la Régie utilise d'une part des données détaillées réelles tels les nombres de jours de congé accumulés dans les réserves par chaque employé. D'autre part, elle a recours à diverses hypothèses :

Description de l'hypothèse	Valeurs
Les coûts moyens par jour pour chaque catégorie d'employés (non-cadres, cadres)	entre 225,06 \$ et 437,31 \$
Le taux d'actualisation*	entre 2,48 % et 2,95 %
Le taux attendu d'augmentation statutaire des salaires des employés et d'inflation*	entre 2,50 % et 3,13 %
L'âge présumé de retraite des employés selon le groupe*	58 ou 59 ans
L'âge moyen des employés selon le groupe*	de 41,3 à 52,3 ans
Le facteur global d'ajustement pour les jours perdus, le coût des avantages sociaux et les jours fériés*	entre 129,53 % et 131,54 %

* Hypothèses utilisées seulement pour évaluer l'obligation et la charge relatives aux réserves de congés de maladie, car ces derniers seront utilisés sur une longue période dans l'avenir.

La note 20 fournit plus de détails sur les montants des provisions relatives à ces congés qui sont comptabilisées à la date de fin d'exercice.

6. Produits des activités ordinaires

FONDS RCR

	2014	2013
Droits	7 500	7 671
Administration de rentes de retraités	518	384
Vente de publications et autres produits	44	51
	<u>8 062</u>	<u>8 106</u>

7. Revenus de placement

FONDS RRQ

Revenus de placement sur les dépôts à participation à la juste valeur par le biais du résultat net confiés à la Caisse

	2014	2013
Revenus nets de placement	1 405 207	1 292 887
Gains nets réalisés sur la vente de placements	1 564 245	1 272 591
Augmentation non réalisée de la juste valeur	2 696 276	3 486 392
	<u>5 665 728</u>	<u>6 051 870</u>

Revenus de placement sur les actifs financiers de la catégorie « prêts et créances »

Intérêts sur dépôts à vue à la Caisse	3 955	3 701
Intérêts gagnés et pénalités perçues lors de la production de l'avis de cotisation	41 904	37 243
Autres intérêts	3	4
Gains de change	14	15
	<u>45 876</u>	<u>40 963</u>
Revenus de placement totaux	<u>5 711 604</u>	<u>6 092 833</u>

7-a) Détails des revenus (pertes) de placement sur dépôts à participation à la Caisse

7-a-1) Détails pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 (en millions de dollars)

PORTFEUILLE	Revenus nets de placement	Gains (pertes) à la vente de placements	Augmentation (diminution) non réalisée de la juste valeur	Total
Valeurs à court terme	12,2	–	–	12,2
Obligations	309,1	29,2	459,1	797,4
Dettes immobilières	85,7	(11,4)	215,9	290,2
Sous-total des revenus fixes	407,0	17,8	675,0	1 099,8
Infrastructures	173,4	6,4	88,0	267,8
Immeubles	28,7	175,9	334,4	539,0
Sous-total des placements sensibles à l'inflation	202,1	182,3	422,4	806,8
Actions canadiennes	87,5	126,4	421,2	635,1
Actions Qualité mondiale	137,4	91,6	685,5	914,5
Actions mondiales	3,6	304,7	(267,2)	41,1
Actions américaines	66,6	301,7	315,0	683,3
Actions EAEO*	87,7	106,8	(76,0)	118,5
Actions des marchés en émergence	86,9	21,6	228,3	336,8
Placements privés	366,2	95,8	111,0	573,0
Sous-total des actions	835,9	1 048,6	1 417,8	3 302,3
BTAA**	6,4	–	23,8	30,2
Autres	(46,2)	315,5	157,3	426,6
Sous-total des autres placements	(39,8)	315,5	181,1	456,8
Total global	1 405,2	1 564,2	2 696,3	5 665,7

* EAEO : Europe, Australasie, Extrême-Orient

** BTAA : billets à terme adossés à des actifs

7-a-2) Détails pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 (en millions de dollars)

PORTFEUILLE	Revenus nets de placement	Gains (pertes) à la vente de placements	Augmentation (diminution) non réalisée de la juste valeur	Total
Valeurs à court terme	11,6	0,1	(0,1)	11,6
Obligations	287,8	108,9	(394,8)	1,9
Dettes immobilières	39,7	(52,7)	13,7	0,7
Sous-total des revenus fixes	339,1	56,3	(381,2)	14,2
Infrastructures	173,4	12,3	(46,4)	139,3
Immeubles	97,3	0,4	642,6	740,3
Sous-total des placements sensibles à l'inflation	270,7	12,7	596,2	879,6
Actions canadiennes	149,3	175,3	426,5	751,1
Actions Qualité mondiale	55,7	–	570,3	626,0
Actions mondiales	49,5	476,8	49,8	576,1
Actions américaines	68,2	267,5	767,9	1 103,6
Actions EAEO*	94,3	97,2	677,2	868,7
Actions des marchés en émergence	71,8	6,9	76,0	154,7
Placements privés	184,7	90,0	527,1	801,8
Sous-total des actions	673,5	1 113,7	3 094,8	4 882,0
BTAA**	1,8	–	159,1	160,9
Autres	7,8	89,9	17,5	115,2
Sous-total des autres placements	9,6	89,9	176,6	276,1
Total global	1 292,9	1 272,6	3 486,4	6 051,9

* EAEO : Europe, Australasie, Extrême-Orient

** BTAA : billets à terme adossés à des actifs

8. Frais d'administration du fonds RRQ

	2014	2013
Salaires et autres avantages du personnel	57 587	52 193
Courrier et communications	4 591	4 507
Frais de déplacement	455	539
Services professionnels et techniques	10 102	11 089
Expertises médicales externes	2 275	2 497
Entretien et location d'immeubles	4 527	4 654
Entretien et location informatiques	5 623	7 394
Fournitures	562	504
Autres	50	82
Frais de perception des cotisations par Revenu Québec (note 10)	18 705	17 596
Participation au financement du Tribunal administratif du Québec	1 210	1 161
Trop-payé de rentes et prestations	251	237
Créances irrécouvrables	1 516	1 183
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	8 796	7 537
	<u>116 250</u>	<u>111 173</u>

9. Charges financières

	2014	2013
FONDS RRQ		
Intérêts sur le découvert bancaire au fonds général de la Caisse	195	160
Intérêts sur rentes et prestations	1 367	2 087
Rendement attribué au fonds RCR	1 328	1 537
Intérêts sur découverts bancaires	1	3
	<u>2 891</u>	<u>3 787</u>
FONDS CIRSE		
Intérêts sur billet à payer*	<u>—</u>	<u>20</u>

* Le billet à payer au Fonds de financement du gouvernement du Québec, dont le solde était de 1 141 000 \$ au 31 décembre 2012, portait intérêt au taux de 4,34 % après les frais d'émission et de gestion. Il a été complètement remboursé le 10 octobre 2013.

10. Frais reliés aux activités de perception des cotisations par Revenu Québec

	2014	2013
Frais d'administration (note 8)	18 705	17 596
Créances irrécouvrables reliées aux cotisations non perçues	21 815	19 182
	<u>40 520</u>	<u>36 778</u>

Revenu Québec est, selon la *Loi sur le régime de rentes du Québec*, l'organisme chargé de percevoir les cotisations pour le compte du Régime. Dans le cadre de ce mandat, une entente a été signée en 2009. Celle-ci est de durée indéterminée, mais peut être résiliée sur préavis de 180 jours de l'une ou l'autre des parties.

Selon cette entente, Revenu Québec facture à la Régie des frais d'administration ainsi que les frais relatifs aux créances irrécouvrables.

Les frais d'administration sont déterminés en fonction des dépenses réellement engagées par Revenu Québec et sont réévalués tous les cinq ans. La dernière évaluation a été réalisée en 2012 et est basée sur les données de Revenu Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 2011. La prochaine mise à jour sera effectuée en 2017 avec les données de Revenu Québec pour son exercice qui se terminera le 31 mars 2016. Entre les deux dates d'évaluation, divers mécanismes d'indexation sont prévus dans l'entente. Ainsi, les salaires directs sont indexés selon le taux moyen d'augmentation de la masse salariale des employés affectés à ces tâches. Les salaires indirects ne sont pas indexés. L'amortissement est rajusté selon les plans d'amortissement des actifs concernés par l'entente. Les autres dépenses sont indexées selon le taux d'inflation, mesuré à l'aide de l'indice des prix à la consommation pour le Québec.

Les dépenses de créances irrécouvrables sont calculées annuellement par Revenu Québec.

11. Portion des dépenses indirectes du fonds CIRSE assumée par le fonds RRQ

Comme il est indiqué à la note 3-h, les dépenses indirectes d'administration sont réparties entre les fonds en fonction des efforts que la Régie a réellement consacrés à chacun d'eux ou selon d'autres indicateurs appropriés.

Pour l'exercice 2014, le fonds CIRSE n'est pas en mesure d'assumer la totalité des frais indirects qui lui sont attribuables, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

	2014	2013
Frais d'administration de l'exercice 2014 selon l'état du résultat global du fonds CIRSE :	33 103	30 578
Moins : – dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles du fonds CIRSE	1 239	1 184
– autres éléments non facturables	166	(17)
Plus : – acquisition d'immobilisations incorporelles	484	626
– remboursement de l'emprunt (capital et intérêts)	–	1 169
Montant facturable au ministère de la Famille (MF) :	32 182	31 206
Moins : subvention octroyée par le MF pour l'exercice 2014	30 813	31 632
Plus : montant de subvention inutilisé à payer au MF	–	426
Portion des dépenses indirectes assumée par le fonds RRQ	1 369	–

La direction de la Régie continue de travailler avec le ministère de la Famille pour trouver des pistes de solution afin de résoudre cette problématique de sous-financement pour les années futures. Malgré cela, la présence du fonds CIRSE demeure avantageuse financièrement pour le fonds du Régime de rentes du Québec, car elle occasionne des économies d'échelle.

12. Présentation des actifs et passifs courants pour le fonds RRQ

Puisque le fonds RRQ ne présente pas de portion « courant » et « non courant » comme l'explique la note 3-o, la Régie fournit dans le tableau ci-dessous le montant qu'elle s'attend à recouvrer ou à régler au plus tard dans les 12 mois pour chaque poste d'actif et de passif.

	2014	2013
ACTIFS		
Trésorerie	202	176
Cotisations à recevoir de Revenu Québec	987 887	874 837
Clients et autres débiteurs	38 360	32 841
Revenus de placement à recevoir de la Caisse	454 091	372 728
À recevoir d'un autre fonds administré par la Régie	312	9
Charges payées d'avance	1 992	1 897
Total des actifs courants prévus	1 482 844	1 282 488
PASSIFS		
Découvert bancaire	37 577	39 585
Découvert bancaire au fonds général de la Caisse	664 948	635 625
Fournisseurs et autres créditeurs	179 169	166 536
Dû à un autre fonds administré par la Régie	3 021	4 577
Provisions (note 20-b)	9 832	10 385
Total des passifs courants prévus	894 547	856 708

13. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant à l'état des flux de trésorerie sont composés des éléments suivants :

	2014	2013
FONDS RRQ		
Trésorerie	202	176
Découvert bancaire	(37 577)	(39 585)
Découvert bancaire au fonds général de la Caisse	(664 948)	(635 625)
	(702 323)	(675 034)
FONDS RCR		
Trésorerie	14 769	13 725
FONDS RVER		
Trésorerie	15	—

FONDS CIRSE

Ce fonds ne dispose d'aucune trésorerie ou d'aucun équivalent de trésorerie puisque c'est le fonds RRQ qui effectue les paiements pour celui-ci. En parallèle, le ministère de la Famille rembourse à la Régie tous les déboursés effectués pour le fonds CIRSE jusqu'à concurrence des crédits octroyés.

14. Clients et autres débiteurs

14-a) Détail des montants inscrits

	2014	2013
FONDS RRQ		
Clients	40 075	33 685
Autres débiteurs	–	9
	40 075	33 694
Provision pour créances douteuses	(1 715)	(853)
	<u>38 360</u>	<u>32 841</u>
FONDS RCR		
Clients	105	52
Provision pour créances douteuses	–	–
	<u>105</u>	<u>52</u>

14-b) Classement des sommes à recevoir des clients (selon l'âge des comptes)

Le tableau suivant détaille la valeur brute des comptes clients selon leur âge au 31 décembre.

	2014	2013
FONDS RRQ		
De 0 à 30 jours	33 845	27 805
De 31 à 60 jours	186	147
De 61 à 90 jours	301	123
Plus de 90 jours	5 743	5 610
	<u>40 075</u>	<u>33 685</u>
FONDS RCR		
De 0 à 30 jours	41	32
De 31 à 60 jours	3	–
De 61 à 90 jours	–	–
Plus de 90 jours	61	20
	<u>105</u>	<u>52</u>

14-c) Rapprochement de la provision pour créances douteuses

Le tableau suivant donne plus d'information sur la variation de la provision pour créances douteuses.

	2014	2013
FONDS RRQ		
Solde au début de l'exercice	853	776
(–) Radiation de créances	–	5
(+) Pertes de valeur	862	82
(–) Reprises de provisions	–	–
Solde à la fin de l'exercice	<u>1 715</u>	<u>853</u>

15. Instruments financiers

15-a) Détail des actifs et passifs financiers comptabilisés dans l'état de la situation financière et l'information relative à leur juste valeur

15-a-1) Fonds RRQ

ACTIFS FINANCIERS	Niveau*	Juste valeur par le biais du résultat net		Prêts et créances		Total	
		Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Au 31 décembre 2014							
Trésorerie	1			202	202	202	202
Clients et autres débiteurs	2			38 360	38 360	38 360	38 360
À recevoir d'un autre fonds	2			312	312	312	312
Actifs financiers confiés à la Caisse							
Dépôts à participation	2	51 411 036	51 411 036			51 411 036	51 411 036
Revenus de placement à recevoir	2			454 091	454 091	454 091	454 091
		<u>51 411 036</u>	<u>51 411 036</u>	<u>492 965</u>	<u>492 965</u>	<u>51 904 001</u>	<u>51 904 001</u>
Au 31 décembre 2013							
Trésorerie	1			176	176	176	176
Clients et autres débiteurs	2			32 841	32 841	32 841	32 841
À recevoir d'un autre fonds	2			9	9	9	9
Actifs financiers confiés à la Caisse							
Dépôts à participation	2	45 498 109	45 498 109			45 498 109	45 498 109
Revenus de placement à recevoir	2			372 728	372 728	372 728	372 728
		<u>45 498 109</u>	<u>45 498 109</u>	<u>405 754</u>	<u>405 754</u>	<u>45 903 863</u>	<u>45 903 863</u>

* Voir la note 3-k-2 pour la définition des niveaux.

15-a-1) Fonds RRQ (suite)

PASSIFS FINANCIERS	Niveau*	Autres passifs financiers au coût amorti	
		Juste valeur	Valeur comptable
Au 31 décembre 2014			
Découvert bancaire	1	37 577	37 577
Découvert bancaire au fonds général de la Caisse	1	664 948	664 948
Fournisseurs et autres créditeurs	2	179 169	179 169
(moins) partie exclue**		(79 532)	(79 532)
Fournisseurs et autres créditeurs étant des passifs financiers		99 637	99 637
Dû à un autre fonds	2	3 021	3 021
		805 183	805 183
Au 31 décembre 2013			
Découvert bancaire	1	39 585	39 585
Découvert bancaire au fonds général de la Caisse	1	635 625	635 625
Fournisseurs et autres créditeurs	2	166 536	166 536
(moins) partie exclue**		(73 581)	(73 581)
Fournisseurs et autres créditeurs étant des passifs financiers		92 955	92 955
Dû à un autre fonds	2	4 577	4 577
		772 742	772 742

* Voir la note 3-k-2 pour la définition des niveaux.

** La portion exclue correspond au total des créditeurs qui sont inclus dans cette catégorie, mais qui ne répondent pas à la définition d'un passif financier.

15-a-2) Fonds RCR

		Prêts et créances	
ACTIFS FINANCIERS	Niveau*	Juste valeur	Valeur comptable
Au 31 décembre 2014			
Trésorerie	1	14 769	14 769
Clients et autres débiteurs	2	105	105
(moins) partie exclue**		(105)	(105)
Clients et autres débiteurs étant des actifs financiers		–	–
À recevoir du fonds RRQ	2	1 495	1 495
		16 264	16 264
Au 31 décembre 2013			
Trésorerie	1	13 725	13 725
Clients et autres débiteurs	2	52	52
(moins) partie exclue**		(52)	(52)
Clients et autres débiteurs étant des actifs financiers		–	–
À recevoir du fonds RRQ	2	1 935	1 935
		15 660	15 660

* Voir la note 3-k-2 pour la définition des niveaux.

** La portion exclue correspond au total des débiteurs qui sont inclus dans cette catégorie, mais qui ne répondent pas à la définition d'un actif financier.

		Autres passifs financiers au coût amorti	
PASSIFS FINANCIERS	Niveau*	Juste valeur	Valeur comptable
Au 31 décembre 2014			
Autres créditeurs	2	142	142
(moins) partie exclue**		—	—
Autres créditeurs étant des passifs financiers		142	142
Au 31 décembre 2013			
Autres créditeurs	2	100	100
(moins) partie exclue**		(62)	(62)
Autres créditeurs étant des passifs financiers		38	38

* Voir la note 3-k-2 pour la définition des niveaux.

** La portion exclue correspond au total des autres créditeurs qui sont inclus dans cette catégorie, mais qui ne répondent pas à la définition d'un passif financier.

15-a-3) Fonds CIRSE

ACTIFS FINANCIERS	Niveau*	Prêts et créances	
		Juste valeur	Valeur comptable
Au 31 décembre 2014			
À recevoir du fonds RRQ	2	1 526	1 526
		1 526	1 526
Au 31 décembre 2013			
À recevoir du fonds RRQ	2	2 642	2 642
		2 642	2 642

* Voir la note 3-k-2 pour la définition des niveaux.

		Autres passifs financiers au coût amorti	
PASSIFS FINANCIERS	Niveau*	Juste valeur	Valeur comptable
Au 31 décembre 2014			
Autres créditeurs	2	2	2
(moins) partie exclue**		—	—
Autres créditeurs étant des passifs financiers		2	2
Dû au gouvernement du Québec	2	—	—
		2	2
Au 31 décembre 2013			
Autres créditeurs	2	45	45
(moins) partie exclue**		(42)	(42)
Autres créditeurs étant des passifs financiers		3	3
Dû au gouvernement du Québec	2	426	426
		429	429

* Voir la note 3-k-2 pour la définition des niveaux.

** La portion exclue correspond au total des autres créditeurs qui sont inclus dans cette catégorie, mais qui ne répondent pas à la définition d'un passif financier.

15-a-4) Fonds RVER

ACTIFS FINANCIERS	Niveau*	Prêts et créances	
		Juste valeur	Valeur comptable
Au 31 décembre 2014			
Trésorerie	1	15	15
À recevoir du gouvernement du Québec	2	237	237
		252	252
Au 31 décembre 2013			
À recevoir du gouvernement du Québec	2	9	9

* Voir la note 3-k-2 pour la définition des niveaux.

PASSIFS FINANCIERS	Niveau*	Autres passifs financiers au coût amorti	
		Juste valeur	Valeur comptable
Au 31 décembre 2014			
Dû au fonds du Régime de rentes du Québec	2	312	312
Au 31 décembre 2013			
Dû au fonds du Régime de rentes du Québec	2	9	9

* Voir la note 3-k-2 pour la définition des niveaux.

16. Actifs financiers confiés à la Caisse

16-a) Dépôts au fonds particulier du Régime de rentes du Québec à la Caisse

(aussi appelé « fonds 300 » dans les états financiers cumulés de la Caisse)

En vertu de l'article 34 de sa loi, la Régie doit déposer auprès de la Caisse tout l'argent en sa possession, sauf ce qui est nécessaire à son administration courante et au paiement des prestations pour une période prescrite. Elle y achète soit des dépôts à vue, soit des dépôts à participation.

Les dépôts à vue sont en fait un « compte courant » dans lequel la Régie peut déposer ou retirer des sommes tous les jours ouvrables du mois. Le solde positif de ce compte est rémunéré quotidiennement à un taux d'intérêt fixe. Lorsque ce compte est à découvert, cela constitue alors une avance effectuée par la Caisse à la Régie (voir la note 19-b).

Une seule fois par mois, le premier jour, la Régie peut acheter ou vendre des dépôts à participation. La Caisse inscrit ces opérations dans le fonds particulier 300 à la Caisse. Cet argent est ensuite investi en achetant divers types de placements selon la politique de placement que la Régie a établie et a communiquée à la Caisse. Les placements sont détenus par l'intermédiaire d'unités de participation de portefeuilles spécialisés, d'une quote-part nette des activités de trésorerie effectuées par le fonds général ainsi que par la détention directe d'instruments financiers dérivés destinés à la gestion du risque de change dans le cadre des activités de superposition du fonds. Les activités de superposition visent à modifier, à l'aide d'instruments financiers dérivés, l'exposition d'un portefeuille au risque de change sans altérer la répartition de l'actif sous-jacent. Les portefeuilles spécialisés et le fonds général font l'objet d'états financiers distincts et constituent des renseignements supplémentaires aux états financiers du fonds particulier 300.

Le tableau ci-dessous détaille les actifs financiers confiés à la Caisse au 31 décembre 2014.

	2014	2013
Dépôts à participation	51 411 036	45 498 109
Revenus de placement à recevoir	454 091	372 728
	<u>51 865 127</u>	<u>45 870 837</u>

Les dépôts à participation au fonds particulier du Régime de rentes du Québec à la Caisse sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier établie à la fin de chaque mois. À la date de clôture, la Caisse attribue à la Régie les revenus nets de placement. Au 31 décembre 2014, la Régie possédait 46 947 146 unités de participation (2013 : 43 915 839).

	2014	2013
Coût d'acquisition des unités	<u>42 184 772</u>	<u>38 968 121</u>

16-a) Dépôts au fonds particulier du Régime de rentes du Québec à la Caisse (suite)

Le tableau suivant fournit des renseignements plus détaillés sur les placements en dépôts à participation que la Régie possède à la Caisse. Le montant global de dépôts à participation est ainsi réparti selon les divers portefeuilles spécialisés sous-jacents à la Caisse, dans lesquels elle a investi selon les directives de la politique de placement de la Régie.

PORTEFEUILLE	Juste valeur en date du 31 décembre (en millions de dollars)			
	2014	%	2013	%
Valeurs à court terme	1 378,1	2,7 %	679,7	1,5 %
Obligations	10 770,5	20,9 %	9 479,5	20,8 %
Dettes immobilières	2 803,4	5,5 %	2 373,8	5,2 %
Sous-total des revenus fixes	14 952,0	29,1 %	12 533,0	27,5 %
Infrastructures	2 276,7	4,4 %	1 841,5	4,1 %
Immeubles	5 846,0	11,4 %	5 839,9	12,8 %
Sous-total des placements sensibles à l'inflation	8 122,7	15,8 %	7 681,4	16,9 %
Actions canadiennes	5 581,2	10,9 %	5 075,0	11,2 %
Actions Qualité mondiale	6 572,3	12,8 %	4 362,8	9,6 %
Actions mondiales	—	0,0 %	891,1	2,0 %
Actions américaines	3 053,2	5,9 %	3 065,2	6,7 %
Actions EAEO	3 106,7	6,0 %	3 252,5	7,2 %
Actions des marchés en émergence	4 120,3	8,0 %	3 711,9	8,2 %
Placements privés	5 385,3	10,5 %	4 705,5	10,3 %
Sous-total des actions	27 819,0	54,1 %	25 064,0	55,2 %
BTAA	6,1	0,0 %	(23,8)	- 0,1 %
Autres	511,2	1,0 %	243,5	0,5 %
Sous-total des autres placements	517,3	1,0 %	219,7	0,4 %
Total global	51 411,0	100,0 %	45 498,1	100,0 %

16-b) BTAA et instruments financiers qui s'y rattachent

La juste valeur des dépôts à participation, au 31 décembre 2014, du fonds particulier du Régime de rentes du Québec à la Caisse inclut la juste valeur des placements qu'il détient dans des billets à terme adossés à des actifs (BTAA) dans le portefeuille spécialisé BTAA. Cette juste valeur a été établie par la Caisse à l'aide de différentes techniques d'évaluation qu'elle juge appropriées dans les circonstances. Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers.

16-b-1) Engagements associés aux BTAA

En plus des montants investis dans les BTAA qu'elle présente à ses états financiers, la Caisse y mentionne également des éventualités découlant des garanties qu'elle a émises dans le cadre de la restructuration. La quote-part de ces garanties attribuée au fonds particulier du Régime de rentes du Québec s'élève à 1,36 milliard de dollars (2013 : 1,36 milliard de dollars).

16-b-2) Quote-part des BTAA détenus par le fonds particulier du Régime de rentes du Québec à la Caisse par l'intermédiaire de sa participation au portefeuille spécialisé BTAA

	2014	2013
Quote-part des BTAA détenus	22,1 %	22,1 %
Quote-part du coût	2 080 800	2 230 600
Quote-part de la juste valeur	2 041 100	2 155 100

17. Immobilisations corporelles

FONDS RRQ

	Ameublement et équipement de bureau	Équipement et matériel informatique	Matériel roulant	Améliorations locatives	Total
COÛT					
Au 1^{er} janvier 2013	6 093	22 373	48	5 667	34 181
Ajouts					
Ajustements	–	(163)	–	–	(163)
Acquisitions	70	517	–	57	644
Cessions	(10)	(8)	–	–	(18)
Au 31 décembre 2013	<u>6 153</u>	<u>22 719</u>	<u>48</u>	<u>5 724</u>	<u>34 644</u>
Ajouts					
Ajustements	–	–	–	–	–
Acquisitions	68	593	–	120	781
Cessions	–	(95)	–	–	(95)
Au 31 décembre 2014	<u>6 221</u>	<u>23 217</u>	<u>48</u>	<u>5 844</u>	<u>35 330</u>
CUMUL DES AMORTISSEMENTS					
Au 1^{er} janvier 2013	5 830	19 398	48	5 024	30 300
Dotation aux amortissements de l'exercice	114	1 081	–	260	1 455
Ajustements	–	(163)	–	–	(163)
Cessions	(10)	(7)	–	–	(17)
Au 31 décembre 2013	<u>5 934</u>	<u>20 309</u>	<u>48</u>	<u>5 284</u>	<u>31 575</u>
Dotation aux amortissements de l'exercice	93	967	–	139	1 199
Ajustements	–	–	–	–	–
Cessions	–	(95)	–	–	(95)
Au 31 décembre 2014	<u>6 027</u>	<u>21 181</u>	<u>48</u>	<u>5 423</u>	<u>32 679</u>
VALEUR COMPTABLE					
Au 31 décembre 2013	<u>219</u>	<u>2 410</u>	<u>0</u>	<u>440</u>	<u>3 069</u>
Au 31 décembre 2014	<u>194</u>	<u>2 036</u>	<u>0</u>	<u>421</u>	<u>2 651</u>

Aucune perte de valeur ou reprise de valeur n'a été comptabilisée au 31 décembre 2014 ni au 31 décembre 2013.

18. Immobilisations incorporelles**18-a) Fonds RRQ**

	Logiciels	Développements de systèmes informatiques	Total
COÛT			
Au 1^{er} janvier 2013	18 961	153 396	172 357
Ajouts			
Ajustements	—	—	—
Acquisitions	3 091	11 196	14 287
Cessions	—	—	—
Au 31 décembre 2013	<u>22 052</u>	<u>164 592</u>	<u>186 644</u>
Ajouts			
Ajustements	—	—	—
Acquisitions	1 951	9 893	11 844
Cessions	—	—	—
Au 31 décembre 2014	<u>24 003</u>	<u>174 485</u>	<u>198 488</u>
CUMUL DES AMORTISSEMENTS			
Au 1^{er} janvier 2013	14 877	104 974	119 851
Dotation aux amortissements de l'exercice	1 421	6 184	7 605
Cessions	—	—	—
Au 31 décembre 2013	<u>16 298</u>	<u>111 158</u>	<u>127 456</u>
Dotation aux amortissements de l'exercice	2 000	7 444	9 444
Cessions	—	—	—
Au 31 décembre 2014	<u>18 298</u>	<u>118 602</u>	<u>136 900</u>
VALEUR COMPTABLE			
Au 31 décembre 2013	<u>5 754</u>	<u>53 434</u>	<u>59 188</u>
Au 31 décembre 2014	<u>5 705</u>	<u>55 883</u>	<u>61 588</u>

Aucune perte de valeur ou reprise de valeur n'a été comptabilisée au 31 décembre 2014 ni au 31 décembre 2013.

Les immobilisations incorporelles en cours de développement sont incluses dans la catégorie « Développements de systèmes informatiques » du tableau ci-dessus, et leur montant totalise 7 531 674 \$ au 31 décembre 2014 (2013 : 14 893 446 \$).

La Régie réalise la majeure partie de ses développements de systèmes informatiques à l'interne. Le montant total des dépenses de recherche et développement comptabilisé en charges directes à ce fonds pour l'exercice 2014 est de 4 184 410 \$ (2013 : 4 744 709 \$).

18-b) Fonds RCR

Développements de systèmes informatiques

	Banque de données intégrées	Amélioration des systèmes RCR*	Modification de la déclaration annuelle de renseignements RCR*	Autres	Total
COÛT					
Au 1^{er} janvier 2013	565	1 939	197	4	2 705
Ajouts					
Ajustements	–	–	–	–	–
Acquisitions	–	72	–	–	72
Cessions	–	–	–	–	–
Au 31 décembre 2013	<u>565</u>	<u>2 011</u>	<u>197</u>	<u>4</u>	<u>2 777</u>
Ajouts					
Ajustements	–	–	–	–	–
Acquisitions	–	47	–	–	47
Cessions	–	–	–	–	–
Au 31 décembre 2014	<u>565</u>	<u>2 058</u>	<u>197</u>	<u>4</u>	<u>2 824</u>
CUMUL DES AMORTISSEMENTS					
Au 1^{er} janvier 2013	565	1 651	188	4	2 408
Dotation aux amortissements de l'exercice	–	112	9	–	121
Cessions	–	–	–	–	–
Au 31 décembre 2013	<u>565</u>	<u>1 763</u>	<u>197</u>	<u>4</u>	<u>2 529</u>
Dotation aux amortissements de l'exercice	–	103	–	–	103
Cessions	–	–	–	–	–
Au 31 décembre 2014	<u>565</u>	<u>1 866</u>	<u>197</u>	<u>4</u>	<u>2 632</u>
VALEUR COMPTABLE					
Au 31 décembre 2013	<u>–</u>	<u>248</u>	<u>–</u>	<u>–</u>	<u>248</u>
Au 31 décembre 2014	<u>–</u>	<u>192</u>	<u>–</u>	<u>–</u>	<u>192</u>

* RCR : régimes complémentaires de retraite

Aucune perte de valeur ou reprise de valeur n'a été comptabilisée au 31 décembre 2014 ni au 31 décembre 2013.

Les immobilisations incorporelles en cours de développement sont incluses dans le tableau ci-dessus, et leur montant totalise 19 000 \$ au 31 décembre 2014 (2013 : 41 100 \$).

La Régie réalise la majeure partie de ses développements de systèmes informatiques à l'interne. Le montant total des dépenses de recherche et développement comptabilisé en charges directes à ce fonds pour l'exercice est de 115 860 \$ (2013 : 55 435 \$).

18-c) Fonds CIRSE

Développements de systèmes informatiques

	Développement de systèmes Phase 1	Développement de systèmes Phase 2	Amélioration et adaptation Phase 2 PFA*	Développement de systèmes Phase 3 PFA* (autres fonctionnalités)	Développement du CIRSE**	Développement du CIRSE** Phase 2 (rapatriement)	Autres	Total
COÛT								
Au 1^{er} janvier 2013	4 280	18 629	7 555	1 556	2 102	7 954	818	42 894
Ajouts								
Ajustements	—	—	—	—	—	—	—	—
Acquisitions	—	—	626	—	—	—	—	626
Cessions	—	—	—	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2013	<u>4 280</u>	<u>18 629</u>	<u>8 181</u>	<u>1 556</u>	<u>2 102</u>	<u>7 954</u>	<u>818</u>	<u>43 520</u>
Ajouts								
Ajustements	—	—	—	—	—	—	—	—
Acquisitions	—	—	484	—	—	—	—	484
Cessions	—	—	—	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2014	<u>4 280</u>	<u>18 629</u>	<u>8 665</u>	<u>1 556</u>	<u>2 102</u>	<u>7 954</u>	<u>818</u>	<u>44 004</u>
CUMUL DES AMORTISSEMENTS								
Au 1^{er} janvier 2013	4 280	18 629	4 205	1 556	1 938	5 505	818	36 931
Dotation aux amortissements de l'exercice	—	—	526	—	75	583	—	1 184
Cessions	—	—	—	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2013	<u>4 280</u>	<u>18 629</u>	<u>4 731</u>	<u>1 556</u>	<u>2 013</u>	<u>6 088</u>	<u>818</u>	<u>38 115</u>
Dotation aux amortissements de l'exercice	—	—	581	—	75	583	—	1 239
Cessions	—	—	—	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2014	<u>4 280</u>	<u>18 629</u>	<u>5 312</u>	<u>1 556</u>	<u>2 088</u>	<u>6 671</u>	<u>818</u>	<u>39 354</u>
VALEUR COMPTABLE								
Au 31 décembre 2013	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>3 450</u>	<u>—</u>	<u>89</u>	<u>1 866</u>	<u>—</u>	<u>5 405</u>
Au 31 décembre 2014	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>3 353</u>	<u>—</u>	<u>14</u>	<u>1 283</u>	<u>—</u>	<u>4 650</u>

* PFA : prestations familiales

** CIRSE : crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants

Aucune perte de valeur ou reprise de valeur n'a été comptabilisée au 31 décembre 2014 ni au 31 décembre 2013.

Les immobilisations incorporelles en cours de développement sont incluses dans le tableau ci-dessus, et leur montant totalise 220 900 \$ au 31 décembre 2014 (2013 : 263 700 \$).

La Régie réalise la majeure partie de ses développements de systèmes informatiques à l'interne. Le montant total des dépenses de recherche et développement comptabilisé en charges directes à ce fonds pour l'exercice est de 506 150 \$ (2013 : 237 824 \$).

18-d) Fonds RVER**Développement de systèmes informatiques**

	Système RVER*
COÛT	
Au 1^{er} janvier 2013	–
Ajouts	
Ajustements	–
Acquisitions	–
Cessions	–
Au 31 décembre 2013	<u>–</u>
Ajouts	
Ajustements	–
Acquisitions	79
Cessions	–
Au 31 décembre 2014	<u>79</u>
CUMUL DES AMORTISSEMENTS	
Au 1^{er} janvier 2013	–
Dotation aux amortissements de l'exercice	–
Cessions	–
Au 31 décembre 2013	<u>–</u>
Dotation aux amortissements de l'exercice	4
Cessions	–
Au 31 décembre 2014	<u>4</u>
VALEUR COMPTABLE	
Au 31 décembre 2013	<u>–</u>
Au 31 décembre 2014	<u>75</u>

* RVER : régimes volontaires d'épargne-retraite

Aucune perte de valeur ou reprise de valeur n'a été comptabilisée au 31 décembre 2014 ni au 31 décembre 2013.

Les immobilisations incorporelles en cours de développement sont incluses dans le tableau ci-dessus, et leur montant totalise 32 000 \$ au 31 décembre 2014 (2013 : 0 \$).

La Régie réalise la majeure partie de ses développements de systèmes informatiques à l'interne. Le montant total des dépenses de recherche et développement comptabilisé en charges directes à ce fonds pour l'exercice est de 22 600 \$ (2013 : 0 \$).

19. Découverts bancaires

19-a) Autres découverts bancaires

Au 31 décembre 2014, la Régie disposait d'une marge de crédit bancaire sans garantie de 60 millions de dollars (2013 : 50 millions de dollars) remboursables à demande. Les montants empruntés peuvent être remboursés par anticipation sans pénalité. Ils portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2014, le taux est de 3 % (2013 : 3 %).

19-b) Découvert bancaire au fonds général de la Caisse

La Caisse accorde à la Régie un crédit permettant de rendre son dépôt à vue à découvert. Ce crédit ne comporte pas de garantie et est limité à un solde de 850 millions de dollars (2013 : 650 millions de dollars) en date du premier jour de chaque mois. Il porte intérêt au taux du dépôt à vue établi quotidiennement et majoré de 0,05 %. Les montants empruntés peuvent être remboursés par anticipation sans pénalités. Au 31 décembre 2014, le taux est de 1,05 % (2013 : 1,05 %). La durée de la convention est maintenant fixée à un an. De plus, celle-ci est renouvelable automatiquement, à sa date d'anniversaire (5 janvier), pour une même durée, à moins qu'une des parties ne donne un avis d'au moins 90 jours à l'autre partie avant le prochain anniversaire de la convention.

20. Provisions

20-a) Nature des provisions comptabilisées

Provision pour congés de maladie, vacances et autres (note 5-d)

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant équivalant à 66 jours. La direction présente ces montants en tant que passifs non courants, car elle juge que la plupart des employés n'utilisent généralement pas toutes les nouvelles journées de maladie accumulées au cours d'une année et reportent ainsi d'année en année le solde non utilisé.

Le programme d'accumulation des vacances permet à des employés d'accumuler quelques journées de vacances non utilisées auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 100 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès. La direction présente ces montants en tant que passifs courants, car elle juge que la plupart des employés utilisent ces journées l'année suivante.

De plus, les employés peuvent choisir de prendre ces journées non utilisées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Autres provisions

Les autres provisions incluent celles qui ont été comptabilisées pour couvrir les indemnités à verser à la suite de litiges, de poursuites ou d'autres ententes de règlement. Il est à noter que les autres provisions sont classées, au cas par cas, soit dans la portion courante, soit dans la portion non courante selon l'estimation faite par la direction quant au moment le plus probable de leur paiement.

20-b) Rapprochement des montants présentés

Le tableau à la page suivante fournit le détail des provisions comptabilisées aux différentes dates de fin d'exercice.

20-b) Rapprochement des montants présentés (suite)

	Provisions pour congés de maladie, vacances et autres	Autres provisions	Total	Portion courante	Portion non courante
FONDS RRQ					
Solde au 1^{er} janvier 2013	24 269	37 616	61 885	9 201	52 684
Augmentations	9 972	12 907	22 879		
Utilisations ou diminutions	(8 604)	(1 914)	(10 518)		
Reprises pour provisions excédentaires	–	–	–		
Autres*	(1 154)	–	(1 154)		
Solde au 31 décembre 2013	<u>24 483</u>	<u>48 609</u>	<u>73 092</u>	<u>10 385</u>	<u>62 707</u>
Augmentations	9 950	33 123	43 073		
Utilisations ou diminutions	(10 300)	(2 687)	(12 987)		
Reprises pour provisions excédentaires	–	–	–		
Autres*	2 345	–	2 345		
Solde au 31 décembre 2014	<u>26 478</u>	<u>79 045</u>	<u>105 523</u>	<u>9 832</u>	<u>95 691</u>
FONDS RCR					
Solde au 1^{er} janvier 2013	1 278	–	1 278	333	945
Augmentations	404	–	404		
Utilisations ou diminutions	(604)	–	(604)		
Reprises pour provisions excédentaires	–	–	–		
Autres*	(109)	–	(109)		
Solde au 31 décembre 2013	<u>969</u>	<u>–</u>	<u>969</u>	<u>327</u>	<u>642</u>
Augmentations	558	–	558		
Utilisations ou diminutions	(515)	–	(515)		
Reprises pour provisions excédentaires	–	–	–		
Autres*	119	–	119		
Solde au 31 décembre 2014	<u>1 131</u>	<u>–</u>	<u>1 131</u>	<u>383</u>	<u>748</u>
FONDS CIRSE					
Solde au 1^{er} janvier 2013	1 803	–	1 803	715	1 088
Augmentations	854	–	854		
Utilisations ou diminutions	(871)	–	(871)		
Reprises pour provisions excédentaires	–	–	–		
Autres*	(72)	–	(72)		
Solde au 31 décembre 2013	<u>1 714</u>	<u>–</u>	<u>1 714</u>	<u>679</u>	<u>1 035</u>
Augmentations	1 045	–	1 045		
Utilisations ou diminutions	(1 009)	–	(1 009)		
Reprises pour provisions excédentaires	–	–	–		
Autres*	99	–	99		
Solde au 31 décembre 2014	<u>1 849</u>	<u>–</u>	<u>1 849</u>	<u>817</u>	<u>1 032</u>

* Désactualisation et incidence de la modification des taux d'actualisation.

21. Régimes de retraite du personnel

Les membres du personnel et les dirigeants de la Régie participent à des régimes de retraite généraux et obligatoires, soit au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), soit au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS), soit au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes, administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), sont à prestations définies et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 31 décembre 2014, le taux de cotisation de la Régie au RREGOP est de 9,84 % (2013 : 9,18 %) de la masse salariale cotisable; celui au RRPE et celui au RRAS sont de 14,38 % (2013 : 12,30 %).

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi sur le RRPE de 5,73 % de la masse salariale cotisable au 1^{er} janvier 2014 (0,54 % au 1^{er} janvier 2013). Cette somme doit être versée dans la caisse des participants au RRPE, et une somme équivalente doit être déposée dans la caisse des employeurs. Ainsi, la Régie a dû verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2014 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable (2013 : 1,08 %).

Les cotisations payées par la Régie et imputées aux postes « Salaires et autres avantages du personnel » du résultat global de l'exercice, en fonction des taux de cotisation déterminés pour le service courant, incluant aussi le montant des compensations à verser au RRPE, s'élèvent à 6 231 792 \$ (2013 : 4 570 233 \$). Les obligations de la Régie envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

22. Variation nette des éléments hors caisse liés aux activités opérationnelles

	2014	2013
FONDS RRQ		
Cotisations à recevoir de Revenu Québec	(113 050)	175 073
Clients et autres débiteurs	(5 519)	3 253
À recevoir d'un autre fonds administré par la Régie	(303)	(9)
Charges payées d'avance	(95)	151
Revenus de placement à recevoir de la Caisse de dépôt et placement du Québec	(81 363)	73 110
Fournisseurs et autres créditeurs	12 633	1 490
Dû à un autre fonds administré par la Régie	(1 556)	793
Provisions	32 431	11 207
	<u>(156 822)</u>	<u>265 068</u>
FONDS RCR		
Clients et autres débiteurs	(53)	7
À recevoir du fonds RRQ	440	(720)
Autres créditeurs	42	99
Provisions	162	(309)
	<u>591</u>	<u>(923)</u>
FONDS CIRSE		
À recevoir du gouvernement du Québec	—	—
À recevoir du fonds RRQ	1 116	(73)
Charges payées d'avance	—	4
Autres créditeurs	(43)	(313)
Revenus perçus d'avance	(10)	(10)
Contributions perçues d'avance	(1 527)	638
Dû au gouvernement du Québec	(426)	426
Provisions	135	(89)
	<u>(755)</u>	<u>583</u>
FONDS RVER		
À recevoir du gouvernement du Québec	(228)	(9)
Contributions perçues d'avance	75	—
Dû au fonds RRQ	303	9
	<u>150</u>	<u>—</u>

23. Risques financiers

23-a) Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut subir la Régie en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers, à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ainsi que les cours boursiers.

23-a-1) Risque de marché sur les actifs

Pour gérer ce risque, la Régie dispose d'une politique de placement qui vise à optimiser les rendements du fonds particulier du Régime tout en maintenant un niveau de risque qui est acceptable pour la Régie. Le comité de placement de la Régie révise périodiquement cette politique. La pierre angulaire de celle-ci est l'établissement du portefeuille de référence, lequel correspond à la répartition cible à long terme par catégorie d'actifs, ainsi qu'aux déviations maximales permises par rapport aux pondérations cibles. La proportion des catégories d'actifs composant le portefeuille de référence de la Régie détermine le niveau d'exposition au risque de marché. Le tableau à la page suivante illustre le portefeuille de référence de la Régie en date du 31 décembre 2014.

23-a-1) Risque de marché sur les actifs (suite)

PORTFEUILLE	Borne minimale	Portfeuille de référence	Borne maximale
Valeurs à court terme	- 3,5 %	0,5 %	4,5 %
Obligations	16,0 %	20,0 %	24,0 %
Dettes immobilières	3,5 %	6,5 %	8,5 %
Sous-total des revenus fixes	21,0 %	27,0 %	33,0 %
Infrastructures	2,0 %	5,0 %	8,0 %
Immeubles	8,0 %	13,0 %	16,0 %
Sous-total des placements sensibles à l'inflation	13,0 %	18,0 %	23,0 %
Actions canadiennes	7,0 %	11,0 %	15,0 %
Actions Qualité mondiale	6,0 %	10,0 %	14,0 %
Actions américaines	3,0 %	7,0 %	11,0 %
Actions EAEO	3,0 %	7,0 %	11,0 %
Actions des marchés en émergence	4,0 %	8,0 %	12,0 %
Placements privés	8,0 %	12,0 %	16,0 %
Sous-total des actions	49,0 %	55,0 %	61,0 %
Stratégies actives de superposition	0,0 %	0,0 %	0,5 %
Répartition de l'actif	0,0 %	0,0 %	1,0 %
Sous-total autres	0,0 %	0,0 %	1,5 %
Total global		100,0 %	
STRATÉGIE DE SUPERPOSITION INCLUSE DANS LE PORTEFEUILLE			
Devise USD	12,0 %	16,0 %	20,0 %
Devises EAEO	9,0 %	13,0 %	17,0 %

Note : Seuls les éléments surlignés peuvent être additionnés pour donner la somme verticale globale de 100 %. Les autres additions verticales sont à éviter, car les chiffres indiqués représentent plutôt des bornes minimales ou maximales globales fixées pour un groupe de portefeuilles donnés.

Ces bornes sont mesurées à partir des valeurs marchandes et tiennent compte des positions prises à l'aide de produits dérivés. Les bornes allouées pour le portefeuille spécialisé Valeurs à court terme tiennent compte des positions de surpondération ou de sous-pondération prises au comptant et des contreparties en valeurs à court terme implicites aux produits dérivés utilisés pour la répartition de l'actif. Le poids au comptant des Valeurs à court terme ne peut pas être inférieur à zéro.

De son côté, la Caisse a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec. La Caisse a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer le déroulement de ses activités et effectuer la gestion du risque, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

23-a-1) Risque de marché sur les actifs (suite)

Entre autres choses, la Caisse détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement définit la philosophie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de rendement absolu ou de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, qui comprend notamment des limites de concentration. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la Caisse confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers.

Il est important de mentionner ici que la Caisse mesure le risque de marché au moyen de la méthode dite *de la valeur à risque* (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et de leurs corrélations. La VaR est une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir un portefeuille, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La Caisse utilise un niveau de confiance de 99 % dans son calcul. Elle évalue la VaR pour chaque instrument contenu dans l'ensemble des portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le portefeuille du fonds particulier.

La Caisse utilise la méthode de la simulation historique pour estimer la VaR. Cette méthode se fonde principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle nécessite que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées. Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque, tels que la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt et des prix des actifs financiers, est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des actifs détenus par la Caisse pour le fonds particulier du Régime de rentes du Québec.

Deux types de risques sont calculés, soit les risques absolu et actif. Le risque absolu, ou la VaR absolue, du portefeuille de référence du déposant (portefeuille visé par le déposant) est la résultante du risque (la volatilité) des indices de référence des catégories d'actifs qui composent ce portefeuille. Par exemple, si le déposant choisissait globalement d'augmenter la proportion des actions dans son portefeuille de référence, ce risque s'en trouverait automatiquement accru étant donné la plus grande volatilité de cette catégorie d'actifs. Le rendement absolu attendu s'en trouverait aussi augmenté. Le risque absolu du portefeuille global (composé des investissements réels) correspond au risque (la volatilité) des positions qui composent le portefeuille global du déposant. Le risque absolu du portefeuille global et celui du portefeuille de référence se calculent selon la même méthode, mais couvrent différents portefeuilles, soit le portefeuille global du déposant réellement investi par la Caisse et le portefeuille de référence visé par ce déposant.

Le risque actif, ou la VaR de la gestion active, représente la possibilité que la Caisse dégage un rendement différent de celui du portefeuille de référence en gérant le portefeuille du fonds particulier de façon active. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille du fonds particulier tendra à se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille de référence, le risque absolu et le risque actif du portefeuille du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

23-a-1) Risque de marché sur les actifs (suite)

Au 31 décembre 2014, le risque absolu et le risque actif du fonds particulier du Régime à la Caisse, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, sont respectivement de 26,2 % et de 3,2 % (27 % et 2,9 % en 2013). Il est à noter que, compte tenu des limites inhérentes à cette méthode, les résultats réels pourraient différer de ces calculs.

La Caisse a contracté des contrats d'échange de rendement dans le fonds particulier de la Régie (fonds 300). La juste valeur de ces contrats au 31 décembre 2014 est nulle (2013 : nulle). La valeur nominale de référence de ces contrats au 31 décembre 2014 est de 2 070 242 milliers de dollars (2013 : nulle).

Finalement, il est à mentionner que la Caisse fournit à la Régie l'information de gestion sur une base régulière pour lui permettre d'effectuer ses diverses analyses et contrôles de l'application de sa politique de placement. Pour l'aider à effectuer ces analyses, la Régie a notamment recours à un consultant indépendant spécialisé dans la gestion des caisses de retraite.

23-a-1-a) Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Pour la Régie, ce risque concerne essentiellement les actifs financiers confiés à la Caisse. Ceux-ci sont libellés en dollars canadiens. Toutefois, la Caisse dispose de placements libellés en diverses devises dans ses portefeuilles de placements.

Il est à noter que la mesure du risque de change relative aux placements en devises détenus par la Caisse est intégrée dans le calcul global de la VaR décrit à la note 23-a-1.

La Régie, par sa politique de placement, fixe les positions de référence sur les devises USD et EAEO, ainsi que les déviations maximales permises, de façon à ce que l'exposition à ces devises soit optimale à long terme. Une certaine exposition aux devises étrangères améliore l'effet de diversification et augmente la protection contre le risque baissier. Sur une longue période, l'espérance de rendement sur les devises étrangères est nulle. Ainsi, l'exposition aux devises vise à diminuer le risque global du portefeuille.

Il est aussi à noter que tous les portefeuilles spécialisés offerts par la Caisse sont couverts contre le risque de change, à l'exception des portefeuilles spécialisés des actions américaines, des actions EAEO, des actions mondiales, des actions Qualité mondiale, des actions des marchés en émergence, ainsi que ceux de répartition de l'actif et de stratégies actives de superposition. Les actifs des portefeuilles spécialisés Immeubles, Placements privés et Infrastructure qui sont situés dans les pays en émergence peuvent aussi être exposés aux devises de ces pays (c'est-à-dire demeurer non couverts) dans les cas où les coûts de couverture sont jugés trop élevés. Des stratégies de superposition de devises sont employées par la Caisse pour compléter l'exposition désirée aux placements libellés dans la devise américaine (USD) et dans les devises des pays de la zone EAEO. Ces stratégies consistent en des positions en produits dérivés sur les devises USD et EAEO, notamment à travers des achats et des ventes de contrats à terme. Ces produits dérivés sont des instruments qui permettent d'acheter ou de vendre l'élément sous-jacent à une quantité et à un prix établis par le contrat et selon l'échéance indiquée dans l'entente. Les contrats à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur le marché hors cote. Leurs termes varient généralement de 1 à 12 mois. À l'échéance, de nouveaux instruments financiers dérivés sont négociés dans le but de maintenir à long terme une gestion efficace des risques de change associés aux placements étrangers.

23-a-1-a) Risque de change (suite)

Le tableau suivant résume les instruments dérivés ainsi détenus au 31 décembre par le fonds particulier du Régime de rentes du Québec par l'intermédiaire de la Caisse.

	2014		2013	
	Juste valeur	Montant nominal	Juste valeur	Montant nominal
Marchés hors cote :				
Contrats à terme de gré à gré	(20 269)	3 066 325	(8 644)	2 765 604

Note : Lorsque les opérations de gestion des risques de change impliquent le recours simultané à la devise américaine et à d'autres devises, le montant nominal de référence retenu ici représente uniquement la valeur finale exprimée en dollars canadiens.

Les échéances pour les instruments financiers dérivés sont toutes de moins d'un an.

L'exposition nette aux devises pour le fonds particulier du Régime de rentes du Québec à la Caisse, après l'effet des instruments financiers dérivés de change dans le cadre des activités de superposition, incluant les investissements détenus par les portefeuilles spécialisés, se détaille comme suit au 31 décembre :

	2014	2013
Dollar canadien	61 %	59 %
Autres devises*	39 %	41 %
	100 %	100 %

* Dollar américain, devises des pays EAEO et devises des pays émergents.

Finalement, la direction de la Régie juge que le Régime est adéquatement exposé au risque de change sur une longue période.

23-a-2) Risque de marché sur les passifs

La Régie est également exposée à un risque de taux d'intérêt pour ses passifs en raison de ses marges de crédit (voir la note 19) pour lesquelles le taux d'intérêt est variable. La direction de la Régie ne juge pas important d'utiliser des instruments dérivés pour gérer ce risque étant donné qu'il s'agit d'emprunts courants en dollars canadiens.

23-b) Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de la juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou de remplir tout autre engagement financier, ou verrait sa situation financière se dégrader.

La Régie estime être exposée à un risque de crédit limité à l'égard de ses clients même si les créances ne sont pas garanties. Le risque de non-recouvrement est atténué du fait que les créances proviennent d'un grand nombre de clients, d'une part, et que, d'autre part, la majeure partie de la valeur de ces créances est à recevoir d'organismes publics et parapublics.

La Régie effectue régulièrement le suivi des soldes impayés et entreprend diverses procédures de recouvrement auprès des clients. Ces procédures sont échelonnées selon une gradation des moyens en fonction de l'âge des comptes, de la situation et des mesures antérieures de recouvrement.

23-b) Risque de crédit (suite)

La Régie évalue périodiquement ses créances à recevoir et rajuste le niveau de la provision pour créances irrécouvrables selon une analyse statistique des dossiers clients. L'analyse vise à déterminer le pourcentage de recouvrement moyen en fonction de l'évolution des encaissements réels reçus des clients et de l'expérience d'encaissement des soldes impayés observée pour diverses situations ou différents événements. Les résultats de cette analyse sont disponibles à la note 14 et peuvent y être comparés avec le solde total du poste « Clients ».

Dans les actifs financiers du fonds particulier à la Caisse, il y a également des éléments de risques de crédit pour la Régie, puisque l'actif net de son fonds particulier est investi dans des portefeuilles sous-jacents. Le fonds particulier de la Régie est donc exposé indirectement au risque de crédit. Le risque provient notamment des titres à revenus fixes, des instruments financiers dérivés et de l'octroi de garanties financières ou d'engagements de prêts donnés. L'analyse et la gestion de ces risques sont effectuées directement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère au nom des déposants. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la Caisse.

Par ailleurs, tous les instruments financiers détenus directement par le fonds particulier sont conclus avec la Caisse, qui détient une cote de crédit AAA.

Globalement, l'exposition maximale au risque de crédit de la Régie correspond à la valeur comptable de ses actifs financiers.

23-c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas pouvoir respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actifs.

Tous les trois ans, la Régie effectue une évaluation actuarielle qui établit les prévisions de liquidités pour le Régime sur un horizon très long, soit pour une période de projection de 50 ans.

La Régie effectue annuellement une analyse des besoins de liquidités prévus pour les cinq prochaines années. Cette analyse tient compte notamment des prévisions des actuaires de la Régie en regard des paiements à venir de rentes et de prestations ainsi que des recettes de cotisations et de revenus de placement prévues. Ainsi, cette analyse comporte des prévisions pour la première année qui sont ventilées mois par mois, et celles des quatre années suivantes sont ventilées annuellement. Chaque début d'exercice, la Régie effectue à l'avance une planification quotidienne des besoins réels de liquidités pour les 12 mois à venir. Durant l'année, elle met à jour ces diverses prévisions s'il survient des changements importants qui peuvent avoir une incidence sur les liquidités prévues.

La Régie dispose également de marges de crédit d'une valeur maximale de 910 millions de dollars (2013 : 700 millions de dollars) pour subvenir à des besoins temporaires de liquidités sans avoir à vendre des unités de dépôts à participation. En outre, une fois par mois, la Régie est en mesure de vendre des unités de dépôts à participation afin de renflouer ses liquidités si elle le désire, par exemple en cas d'imprévus majeurs. Le montant maximal de dépôts à participation qu'il est permis de disposer mensuellement, selon l'article 20 du *Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la Caisse de dépôt et placement du Québec*, est de 15 millions de dollars plus le produit de 2 millions de dollars multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait du déposant par la Caisse.

Dans les actifs financiers confiés à la Caisse, il y a également des éléments de risque de liquidité pour la Régie puisque ces actifs sont investis dans des portefeuilles sous-jacents. Ce risque provient des émetteurs des placements que la Caisse détient dans ses portefeuilles sous-jacents.

23-c) Risque de liquidité (suite)

L'analyse et la gestion du risque sont effectuées directement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère au nom des déposants. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la Caisse.

Finalement, tous les passifs financiers ont une date d'échéance inférieure à un an.

Puisque la Régie dispose d'une grande quantité de liquidités ou de facilités de crédit pour régler ses passifs, il n'y a pas de plan défini de gestion du risque à cet égard. Pour toutes ces raisons, le risque de liquidité de la Régie est jugé faible.

24. Engagements et éventualités

La Régie a déjà conclu, pour le prochain exercice et les suivants, des contrats irrévocables avec divers fournisseurs. Le tableau ci-dessous détaille la valeur de ces engagements pour chacun des fonds.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
FONDS RRQ		
Engagements relatifs à des dépenses courantes	<u>1 752</u>	<u>1 770</u>
FONDS CIRSE		
Engagements relatifs à des dépenses courantes	<u>80</u>	<u>78</u>

Il n'y a aucun engagement pour les fonds RCR et RVER. De plus, aucun des montants n'est relatif à des immobilisations corporelles ou incorporelles.

La Régie est sujette à des litiges ou à des contestations de décisions dans le cours normal de ses activités. Ces procès ou contestations ne sont pas réglés, et leur issue demeure imprévisible pour le moment. Selon l'information connue dont la direction dispose, et l'évaluation de ses avocats, celle-ci estime que, pour ces événements, la probabilité est faible qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit possible. Par conséquent, la Régie n'a pas provisionné ces éventualités dans les données présentées à la note 20.

25. Gestion du capital**25-a) Fonds du Régime de rentes du Québec**

Pour ce fonds, le capital est représenté par « l'actif net du fonds ». Au 31 décembre 2014, ce montant est de 51 967 881 milliers de dollars (2013 : 45 923 439 milliers de dollars).

L'objectif de gestion de cet actif net est décrit plus en détail à la note 2-a-1.

25-b) Fonds de surveillance des régimes complémentaires de retraite

Pour ce fonds, le capital est représenté par « l'actif net du fonds ». Au 31 décembre 2014, ce montant est de 15 288 milliers de dollars (2013 : 14 891 milliers de dollars).

La Régie a comme objectif de maintenir et, si possible, d'accroître cette réserve de capital pour pallier divers imprévus qui pourraient survenir dans l'avenir, mais qui sont inconnus à ce moment. Cette approche prudente de gestion permet d'éviter la hausse de tarifs pour financer ces éventuels imprévus.

25-c) Fonds pour l'administration du crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants

Pour ce fonds, le capital est représenté par « l'actif net du fonds ». Puisque ce fonds consiste en la gestion d'un programme au nom du gouvernement du Québec, l'objectif n'est pas d'accumuler une réserve de capital pour les imprévus futurs, mais plutôt de gérer les activités courantes de ce programme. Ainsi, si lors d'un exercice il y a un surplus budgétaire dans la gestion des activités courantes du programme, le niveau de revenu provenant du gouvernement sera diminué en conséquence de façon à ramener le surplus à zéro. À l'inverse, s'il y a un déficit, le gouvernement pourrait combler ou non la différence selon sa décision.

Ainsi, au 31 décembre 2014, l'actif net est nul (2013 : nul). Puisque l'actif net est toujours égal à zéro, aucun état de variation de l'actif net du fonds n'est présenté.

25-d) Fonds de surveillance des régimes volontaires d'épargne-retraite

Pour ce fonds, le capital est représenté par « l'actif net du fonds ». Au 31 décembre 2014, son déficit est de 60 milliers de dollars (2013 : nul).

La Régie a entamé la mise en œuvre de ce fonds en 2013. Lorsque les activités de surveillance débiteront en 2016, elle aura comme objectif de maintenir et, si possible, d'accroître la réserve de capital pour pallier divers imprévus qui pourraient survenir dans l'avenir. Cette approche prudente de gestion permettra d'éviter la hausse de tarifs pour financer ces éventuels imprévus.

26. Transactions avec des parties liées

Les parties liées comprennent seulement les principaux dirigeants de la Régie.

Les rémunérations allouées aux principaux dirigeants, soit les administrateurs et les membres de la haute direction, sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

	2014	2013
Administrateurs qui sont membres du conseil d'administration*	–	–
Membres du comité de direction de la Régie		
– Salaires et autres avantages du personnel à court terme	1 099	1 154
– Avantages postérieurs à l'emploi**	121	105
	<u>1 220</u>	<u>1 259</u>

* Les administrateurs de la Régie sont des personnes bénévoles, à l'exception du président-directeur général. La rémunération de ce dernier est incluse dans la rubrique « Membres du comité de direction de la Régie ».

** Ces avantages correspondent à la part payée par l'employeur pour les régimes de retraite de ces personnes. Cette dépense est incluse dans « Salaires et autres avantages du personnel » à la note 8.

27. Événement postérieur à la date de clôture

Le gouvernement du Québec a annoncé le regroupement de la Régie des rentes du Québec et de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) dans ses documents budgétaires déposés le 26 mars 2015. Cette annonce prévoit le maintien de l'exécution de leurs missions, et par conséquent, la Régie est d'avis que le principe de base sur lequel ses états financiers sont dressés, c'est-à-dire l'hypothèse de continuité d'exploitation, est maintenu. Puisque les modalités de ce regroupement ne sont pas encore connues, la Régie n'est pas en mesure d'en estimer les effets financiers.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction doit maintenir un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La Direction de la vérification interne procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par la RBQ. La RBQ reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la RBQ, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Stéphane Labrie, président-directeur général



Claude Thibeault, directeur du partenariat et des services à l'organisation

Montréal, le 9 juillet 2015

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Régie du bâtiment du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

OPINION

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Régie du bâtiment du Québec au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,


Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 9 juillet 2015

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015		2014
	Budget révisé ⁽¹⁾	Résultats réels	Résultats réels
REVENUS			
Contribution du gouvernement du Québec			
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (note 3)	1 200 000 \$	1 140 000 \$	1 200 000 \$
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (note 3)	877 300	235 139	705 992
Tarification sectorielle	32 023 000	32 767 309	32 241 315
Qualification professionnelle	31 027 000	31 356 258	30 843 526
Plan de garantie (note 4)		26 310	-
Autres revenus (note 5)	917 100	1 088 939	928 004
	66 044 400	66 613 955	65 918 837
CHARGES			
Traitements et avantages sociaux	37 807 900	35 267 830	33 644 735
Transport et communication	3 166 555	1 970 722	2 331 883
Services professionnels et techniques	13 701 150	12 060 311	11 531 119
Loyers	4 532 830	4 252 936	4 036 068
Fournitures et approvisionnement	559 900	227 839	336 085
Intérêts sur les dettes		115 203	-
Amortissement des immobilisations	4 682 500	4 845 709	4 262 325
Créances douteuses	125 000	233 413	168 979
	64 575 835	58 973 963	56 516 276
EXCÉDENT ANNUEL	1 468 565	7 639 992	9 402 561
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	76 359 082	76 359 082	66 956 521
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 13)	77 827 647 \$	83 999 074 \$	76 359 082 \$

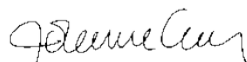
(1) Le budget révisé présente le budget original ajusté selon les mesures de réduction de 1 454 700 \$ demandées par le Secrétariat du Conseil du trésor en avril 2014. Ces mesures de réduction ont été appliquées sur les traitements et avantages sociaux pour un montant de 771 600 \$, sur le transport et la communication pour un montant de 160 000 \$ et sur les services professionnels et techniques pour un montant de 523 100 \$.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

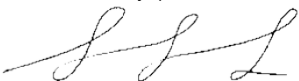
RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 2015

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6)	84 154 242 \$	81 115 193 \$
Placement sous forme d'avance (note 7)	15 000 000	1 000 000
Débiteurs (note 8)	8 074 834	6 310 557
	107 229 076	88 425 750
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 9)	6 207 787	5 519 014
Provision pour indemnités de vacances dues aux employés	3 890 190	3 904 789
Provision pour congés de maladie (note 10)	6 699 702	6 226 257
Revenus perçus d'avance	1 973 913	2 008 527
Revenus reportés (note 4)	17 540	-
Dettes (note 11)	15 193 151	4 465 757
	33 982 283	22 124 344
ACTIFS FINANCIERS NETS	73 246 793	66 301 406
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 12)	10 619 461	9 931 357
Charges payées d'avance	132 820	126 319
	10 752 281	10 057 676
EXCÉDENT CUMULÉ (note 13)	83 999 074 \$	76 359 082 \$
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 15)		
ÉVENTUALITÉ (note 16)		

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Johanne Guay, présidente du conseil d'administration



Stéphane Labrie, président-directeur général

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015		2014
	Budget révisé ⁽¹⁾	Résultats réels	Résultats réels
Actifs financiers nets au début de l'exercice	66 301 406 \$	66 301 406 \$	54 640 831 \$
Variation due aux immobilisations			
Acquisition d'immobilisations	(14 499 200)	(5 533 813)	(2 120 113)
Amortissement des immobilisations	4 682 500	4 845 709	4 467 407
	(9 816 700)	(688 104)	2 347 294
Variation due aux charges payées d'avance			
Acquisition de charges payées d'avance		(132 820)	(126 319)
Utilisation de charges payées d'avance		1 26 319	37 039
		(6 501)	(89 280)
Excédent annuel	1 468 565	7 639 992	9 402 561
Augmentation (diminution) des actifs financiers nets	(8 348 135)	6 945 387	11 660 575
Actifs financiers nets à la fin de l'exercice	57 953 271 \$	73 246 793 \$	66 301 406 \$

(1) Le budget révisé présente le budget original ajusté selon les mesures de réduction de 1 454 700 \$ demandées par le Secrétariat du Conseil du trésor en avril 2014. Ces mesures de réduction ont été appliquées sur les traitements et avantages sociaux pour un montant de 771 600 \$, sur le transport et la communication pour un montant de 160 000 \$ et sur les services professionnels et techniques pour un montant de 523 100 \$.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015	2014
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent annuel	7 639 992 \$	9 402 561 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations	4 845 709	4 467 407
Charges payées d'avance	(6 501)	(89 280)
Variation des actifs financiers et des passifs liés au fonctionnement :		
Débiteurs	(1 764 277)	(209 172)
Sommes à recevoir aux fins du fonds de garantie	-	2 841 300
Créditeurs et charges à payer	53 091	1 069 184
Dû au fonds de garantie	-	(2 841 300)
Provision pour indemnités de vacances dues aux employés	(14 599)	174 051
Provision pour congés de maladie	473 445	466 370
Revenus perçus d'avance	(34 614)	183 278
Revenus reportés	17 540	-
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	11 209 786	15 464 399
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations	(4 898 131)	(2 292 405)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(4 898 131)	(2 292 405)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Acquisition d'un placement sous forme d'avance	(14 000 000)	(1 000 000)
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	(14 000 000)	(1 000 000)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission d'un billet à payer	11 500 000	3 500 000
Dette remboursée	(772 606)	(772 606)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	10 727 394	2 727 394
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	3 039 049	14 899 388
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	81 115 193	66 215 805
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 6)	84 154 242 \$	81 115 193 \$
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :		
Intérêts payés	43 786	-
Intérêts reçus	789 118	631 563

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

1. CONSTITUTION ET MISSION

La Régie du bâtiment du Québec (RBQ), instituée en vertu de la Loi sur le bâtiment (RLRQ, c. B 1.1), a pour mission de surveiller l'administration de cette loi, notamment en vue d'assurer la protection du public. Pour la réalisation de sa mission, la RBQ exerce notamment les fonctions énumérées à l'article 111 de la Loi sur le bâtiment dont :

- vérifier et contrôler l'application de la présente loi et le respect des normes de construction et de sécurité;
- contrôler la qualification des entrepreneurs et des constructeurs-propriétaires de façon à s'assurer de leur probité, de leur compétence et de leur solvabilité;
- favoriser les ententes administratives avec d'autres organismes œuvrant dans les domaines visés par la présente loi, de façon à en faciliter l'application;
- favoriser la délégation de ses fonctions aux municipalités locales;
- soutenir les municipalités locales, les municipalités régionales de comté et les régies intermunicipales dans l'application par celles-ci de toute norme identique à une norme contenue dans le Code de sécurité (RLRQ, c.B 1.1, r. 3);
- favoriser la formation de personnes œuvrant dans le milieu de la construction et du bâtiment et l'information du public;
- subventionner des services ou des organismes destinés à protéger les bénéficiaires de plan de garantie;
- coopérer avec les ministères et tout autre organisme dans les domaines visés par la présente loi;
- participer, à la demande du ministre, à l'élaboration des règlements du gouvernement;
- diffuser des renseignements et des avis sur le contenu et l'application du Code de construction (RLRQ, c. B 1.1, r. 2) et du Code de sécurité;
- effectuer ou faire effectuer des études et des recherches dans les domaines visés par la présente loi;
- adopter des mesures en vue de responsabiliser davantage les personnes œuvrant dans le milieu de la construction;
- régir des plans de garanties, exiger des cautionnements et, le cas échéant, organiser et administrer un fonds de garantie ou un fonds d'indemnisation.

La RBQ voit également à l'application de normes dans certains secteurs techniques qui sont encadrés par la Loi sur les appareils sous pression (RLRQ, c. A 20.01) et la Loi sur les mécaniciens de machines fixes (RLRQ, c. M 6). La Loi sur le bâtiment sera mise en vigueur pour ces domaines prochainement et de nouvelles réglementations seront adoptées.

De plus, la RBQ administre, à titre de fiduciaire, le fonds de garantie qui a été constitué le 1^{er} janvier 2014 en vertu de l'article 81.0.1 de la Loi sur le bâtiment.

La RBQ est une personne morale dont les biens font partie du domaine de l'État, mais qui peut être poursuivie sur ces biens pour l'exécution de ses obligations. Elle finance ses activités à même les revenus qu'elle perçoit.

Puisque la RBQ est mandataire de l'État, elle n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu du Québec et du Canada.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la RBQ utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la RBQ, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les débiteurs, la provision pour créances douteuses, la durée de vie utile des immobilisations, la provision pour congés de maladie et la provision pour indemnités de vacances dues aux employés. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers comprennent les éléments suivants :

Actifs financiers :

- la trésorerie et les équivalents de trésorerie
- les débiteurs, à l'exception des taxes à recevoir
- le placement sous forme d'avances

Passifs financiers :

- les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux
- la provision pour indemnités de vacances dues aux employés
- les dettes

Évaluation initiale

Les instruments financiers sont constatés au coût à la date de transaction.

Évaluation ultérieure

Les instruments financiers sont évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Revenus

CONSTATATION DES REVENUS

Les revenus de contribution du gouvernement du Québec sont constatés au moment où les dépenses admissibles sont autorisées, où tous les critères d'admissibilité sont respectés et où il est possible d'estimer raisonnablement les montants en cause.

Les revenus de tarification sectorielle et de qualification professionnelle sont constatés dans l'exercice où ils sont gagnés, selon les modes de tarification en vigueur déterminés par réglementation. Toutefois, si des ajustements aux revenus de tarification sectorielle s'avèrent nécessaires, étant donné que leur constatation est liée aux déclarations effectuées par les entrepreneurs, ces ajustements sont portés aux revenus de tarification sectorielle de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les revenus provenant du plan de garantie qui ne sont pas grevés d'affectation sont constatés au moment où les certificats ont été émis par l'administrateur du plan de garantie. Les revenus provenant du plan de garantie qui sont grevés d'affectation sont constatés lorsque les sommes sont utilisées aux fins prescrites.

Les autres revenus sont composés de revenus d'intérêts constatés lorsqu'ils sont gagnés et de revenus de sources diverses, lesquels sont constatés au moment où le bien est livré ou le service est rendu, lorsque le montant est déterminé ou déterminable et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu.

Actifs financiers

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse ainsi que des placements rachetables ou facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

PLACEMENT SOUS FORME D'AVANCES

Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. Cette réduction est comptabilisée dans l'état des résultats et n'est pas annulée si la valeur du placement remonte par la suite.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Passifs

PROVISION POUR INDEMNITÉS DE VACANCES DUES AUX EMPLOYÉS

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées sont prises dans l'exercice suivant.

PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

Les obligations à long terme découlant de congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

RÉGIMES DE RETRAITE

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que la RBQ ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

Améliorations locatives	Durée du bail, maximum 10 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans
Équipements informatiques	3 ans
Développement informatique	5 à 7 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Immobilisations (suite)

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la RBQ de fournir des biens et services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter sa baisse de valeur.

Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux charges de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont la RBQ bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Ces charges sont imputées aux résultats au moment où la RBQ bénéficiera des services acquis.

3. CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)

Depuis l'exercice financier 2013, la RBQ se voit attribuer un financement concernant la lutte contre le travail au noir dans le secteur de la construction. Afin de poursuivre ses interventions, une somme maximale de 1 140 000 \$ (1 200 000 \$ pour 2014) a été attribuée pour l'exercice financier 2015. Les sommes obtenues ne peuvent être utilisées que pour les fins auxquelles elles sont destinées. Les sommes non utilisées doivent être retournées au ministère des Finances du Québec, avant la fin de l'exercice financier. Au 31 mars 2015, les charges liées à ce montant ont été supérieures à la somme attribuée par le MTESS.

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)

En mars 2014, une entente administrative a été conclue afin de permettre à la RBQ de réaliser des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, intitulé *Le Québec en action vert 2020*, dont elle a la responsabilité. Selon cet accord, le MDDELCC s'engage à financer, avec les sommes versées au Fonds vert et prévues à cette fin, les coûts de la RBQ pour la réalisation de ces actions. Pour cela, un budget annuel est octroyé par le MDDELCC, et la RBQ ne peut utiliser les sommes que pour les fins auxquelles elles sont destinées. Au 31 mars 2015, la somme attribuée égale les charges encourues.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

4. PLAN DE GARANTIE

Depuis l'entrée en vigueur du Règlement sur le plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs (RLRQ, c. B-1.1, r. 8) le 1^{er} janvier 2015, l'administrateur du plan de garantie verse à la RBQ pour l'application de la Loi sur le bâtiment et de ce règlement, des frais de 50 \$ par certificat émis. Cette somme inclut un montant de 20 \$ par certificat, aux fins de subvention de services ou d'organismes destinés à protéger les bénéficiaires de plan de garantie. Au 31 mars 2015, aucune somme n'a été versée par la RBQ et les revenus grevés d'affectation de 17 540 \$ ont été reportés.

5. AUTRES REVENUS

	2015	2014
Intérêts		
Placement sous forme d'avances	276 635 \$	- \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	688 691	632 608
Autres	123 613	295 396
	1 088 939 \$	928 004 \$

6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2015	2014
Encaisse	5 525 \$	5 475 \$
Billets à escomptes rachetables sur le marché monétaire à des taux variant entre 0,64 % et 1,03 % (0,96 % et 1,03 % pour 2014), venant à échéance entre mai et août 2015 (mai et août 2014)	58 367 011	57 846 174
Avance au fonds général du fonds consolidé du revenu, portant intérêt au taux préférentiel réduit de 2,50 %, lequel représente un taux de 0,35 % (0,50 % pour 2014)	25 781 706	23 263 544
	84 154 242 \$	81 115 193 \$

7. PLACEMENT SOUS FORME D'AVANCES

	2015	2014
Placement sous forme d'avances auprès de la Garantie de construction résidentielle, au taux de 5,00 %, recouvrable par deux versements de 3 500 000 \$ et de 11 500 000 \$ en septembre 2015 et en décembre 2020	15 000 000 \$	1 000 000 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

8. DÉBITEURS

	2015	2014
Tarification sectorielle	6 601 837 \$	6 290 221 \$
Qualification professionnelle	210 455	232 114
Plan de garantie	43 850	-
Contributions du gouvernement du Québec		
MTESS	1 140 000	-
MDDELCC	235 139	146 957
Intérêts		
Placement sous forme d'avances	176 755	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 413	22 960
Taxes à recevoir	95 147	91 274
Autres	44 723	11 807
	8 570 319	6 795 333
Provision pour créances douteuses	(495 485)	(484 776)
	8 074 834 \$	6 310 557 \$

9. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2015	2014
Salaires et avantages sociaux	1 959 421 \$	1 406 186 \$
Créditeurs et autres fournisseurs	4 248 366	4 112 828
	6 207 787 \$	5 519 014 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

10. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de la RBQ participent au Régime de retraite des employés du gouvernement du Québec et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2015, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable. Les taux, pour le RRPE et le RRF, sont demeurés respectivement à 14,38 % et à 7,25 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2015 (5,73 % au 1^{er} janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et d'un montant équivalent qui doit être versé dans la caisse des employeurs. Ainsi, la RBQ doit verser un montant supplémentaire pour les années civiles 2014 et 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable.

Les cotisations de la RBQ, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux charges de l'exercice s'élèvent à 2 726 564 \$ (2 041 241 \$ pour 2014). Les obligations de la RBQ à l'égard de ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

	2015	2014
Solde au début	6 226 257 \$	5 759 887 \$
Charge de l'exercice	2 088 102	1 652 349
Prestations versées au cours de l'exercice	(1 614 657)	(1 185 979)
Solde à la fin	6 699 702 \$	6 226 257 \$

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation, notamment sur la base des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars :

	2015		2014	
	RREGOP	RRPE	RREGOP	RRPE
Taux de croissance de la rémunération	3,55 %	3,80 %	3,55 %	3,80 %
Taux d'actualisation	2,50 %	1,54 %	3,94 %	2,64 %
Durée résiduelle moyenne des salariés actifs	12 ans	6 ans	13 ans	6 ans

Pour les années 2015 et 2014, aucune provision pour congé de maladie n'a été constatée pour le RRF.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

11. DETTES

	2015	2014
Dû au gouvernement du Québec, sans intérêts, remboursable par versements annuels étalés sur la durée de vie utile des actifs transférés lors de la conversion de la RBQ en un organisme autonome à financement extrabudgétaire	193 151 \$	965 757 \$
Billets dus au ministre des Finances du Québec, à titre de responsable du Fonds de financement, aux taux de 1,193 % à 2,098 %, dont les intérêts sont payables semestriellement, échéant de septembre 2015 à décembre 2020	15 000 000	3 500 000
	15 193 151 \$	4 465 757 \$

Régime d'emprunts

En vertu du décret 143-2014, la RBQ est autorisée, jusqu'au 31 mars 2015, à instituer un régime d'emprunts jusqu'à concurrence d'un montant total de 15 000 000 \$. Au 31 mars 2015, une dette de 15 000 000 \$ (3 500 000 \$ pour 2014) a été contractée.

ÉCHÉANCIER DES DETTES AU 31 MARS 2015

	2016	2017-2020	2021	Total
Dû au gouvernement du Québec	193 151	- \$	- \$	193 151 \$
Billet dû au ministre des Finances du Québec	3 500 000	-	11 500 000	15 000 000
Total		772 606 \$	11 500 000 \$	15 193 151 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

12. IMMOBILISATIONS

	2015				
	Améliorations locatives	Mobilier de bureau	Équipements informatiques	Développement informatique	Total
Coût					
Solde au début	2 106 815 \$	410 283 \$	2 680 472 \$	3 013 658 \$	35 334 157 \$
Acquisitions	563 737	172 479	412 456	4 385 141	5 533 813
Solde de clôture	2 670 552	582 762	3 092 928	3 452 178	40 867 970
Amortissement cumulé					
Solde au début	655 958	146 968	1 650 038	22 949 836	25 402 800
Amortissement	209 801	68 166	279 619	4 288 123	4 845 709
Solde de clôture	865 759	215 135	1 929 656	27 237 959	30 248 509
Valeur comptable nette	1 804 793 \$	367 627 \$	1 163 272 \$	7 283 769 \$	10 619 461 \$

	2014				
	Améliorations locatives	Mobilier de bureau	Équipements informatiques	Développement informatique	2014 Total
Coût					
Solde au début	1 653 848 \$	183 486 \$	2 121 065 \$	29 355 236 \$	33 313 635 \$
Acquisitions	452 967	226 797	658 998	781 351	2 120 113
Dispositions	-	-	(99 591)	-	(99 591)
Solde de clôture	2 106 815	410 283	2 680 472	30 136 587	35 334 157
Amortissement cumulé					
Solde au début	490 155	106 135	1 494 686	18 944 008	21 034 984
Amortissement	165 803	40 833	254 943	4 005 828	4 467 407
Dispositions	-	-	(99 591)	-	(99 591)
Solde de clôture	655 958	146 968	1 650 038	22 949 836	25 402 800
Valeur comptable nette	1 450 857 \$	263 315 \$	1 030 434 \$	7 186 751 \$	9 931 357 \$

Le total des immobilisations inclut des immobilisations en cours de développement pour un total de 2 441 973 \$ (1 971 041 \$ pour 2014), soit 1 802 724 \$ (1 464 489 \$ pour 2014) pour le développement informatique, 639 249 \$ (441 261 \$ pour 2014) pour les équipements et 0 \$ (65 291 \$ pour 2014) pour les améliorations locatives. Aucune dépense d'amortissement n'est associée à ces immobilisations.

Les acquisitions d'immobilisations qui se trouvent dans les créateurs et charges à payer s'élèvent à 1 119 845 \$ au 31 mars 2015 (484 163 \$ pour 2014).

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

13. EXCÉDENT CUMULÉ

	2015		
	Excédent cumulé non affecté	Excédent cumulé affecté à la réserve de contingence	Total
Solde au début	49 359 082 \$	27 000 000 \$	76 359 082 \$
Excédent annuel	7 639 992	-	7 639 992
Affectation à la réserve	-	-	-
Solde à la fin	56 999 074 \$	27 000 000 \$	83 999 074 \$

	2014		
	Excédent cumulé non affecté	Excédent cumulé affecté à la réserve de contingence	Total
Solde au début	46 956 521 \$	20 000 000 \$	66 956 521 \$
Excédent annuel	9 402 561	-	9 402 561
Affectation à la réserve	(7 000 000)	7 000 000	-
Solde à la fin	49 359 082 \$	27 000 000 \$	76 359 082 \$

En 2007, en vertu d'une décision du conseil d'administration (CA), la RBQ a créé la réserve de contingence afin de se prémunir contre les imprévus qui pourraient compromettre sa stabilité financière et sa capacité à accomplir sa mission de qualité et de sécurité. La cible de la réserve, établie à 17 000 000 \$ sur une période de cinq ans, a été atteinte en totalité au cours de l'exercice 2009. Au cours des exercices 2013 et 2014, la réserve de contingence a été rehaussée respectivement de 3 000 000 \$ et de 7 000 000 \$, à la suite d'une décision du CA, portant cette réserve à un solde de 27 000 000 \$.

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la RBQ est exposée à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de taux d'intérêt. La direction a mis en place des procédures en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

14. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de pertes financières résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles à l'égard de la RBQ.

Le risque associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides. La politique de la RBQ est d'investir les excédents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées qui offrent ce type de placement. La RBQ juge que le risque de perte est négligeable.

Le risque associé au placement sous forme d'avances est limité à la valeur comptable de celui-ci. Au 31 mars 2015, aucune provision pour perte n'a été comptabilisée, car la RBQ estime que le risque de crédit lié à ce placement est faible étant donné la mise en place du fonds de garantie qui assure la viabilité du plan de garantie, la prime minimale prévue par le règlement et la hausse des contrôles entourant le domaine de la construction.

La RBQ est exposée à un risque de crédit au maximum de la valeur comptable de ses débiteurs, excluant les taxes à recevoir. La RBQ estime les pertes probables sur ces débiteurs de 120 jours et plus ainsi que sur les poursuites en constituant une provision pour créances douteuses.

La RBQ évalue que l'exposition au risque de crédit est limitée en raison du nombre important d'entreprises composant sa clientèle. En raison du type d'activités exercé par la RBQ, cette clientèle est sensiblement la même d'année en année.

Le tableau suivant présente la chronologie des débiteurs, à l'exception des taxes à recevoir et avant provision pour créances douteuses :

	2015		2014	
0 - 90 jours	7 708 642 \$	90,96 %	5 874 240 \$	87,62 %
90 - 120 jours	138 343	1,63 %	130 725	1,95 %
+ de 120 jours	628 187	7,41 %	699 094	10,43 %
	8 475 172 \$	100,00 %	6 704 059 \$	100,00 %

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

14. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le tableau suivant présente les changements à la provision pour créances douteuses :

	2015	2014
Solde au début de l'exercice	484 776 \$	449 197 \$
Nouvelle charge aux résultats	233 413	168 979
Utilisation	(222 704)	(133 400)
Solde à la fin de l'exercice	495 485 \$	484 776 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la RBQ éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

La RBQ est en mesure d'honorer les passifs qui nécessitent des déboursés dans une échéance rapprochée au 31 mars 2015, soit ses créditeurs et charges à payer, excluant les avantages sociaux. La RBQ paie généralement ses factures à l'intérieur d'un délai de 30 jours. La RBQ évalue donc que son risque de liquidité est à un niveau très faible.

Au 31 mars 2015, les échéances des passifs financiers de la RBQ se détaillent de la manière suivante :

	Total	Moins de 1 an	1 à 3 ans	3 à 6 ans
Créditeurs et charges à payer	6 082 478 \$	6 082 478 \$	- \$	- \$
Provision pour indemnités de vacances dues aux employés	3 890 190	3 890 190	-	-
Dettes	15 193 151	3 693 151	-	11 500 000
Total	25 165 819 \$	13 665 819 \$	- \$	11 500 000 \$

Au 31 mars 2014, les échéances des passifs financiers de la RBQ se détaillent de la manière suivante :

	Total	Moins de 1 an	1 à 3 ans	3 à 6 ans
Créditeurs et charges à payer	5 411 342 \$	5 411 342 \$	- \$	- \$
Provision pour indemnités de vacances dues aux employés	3 904 789	3 904 789	-	-
Dettes	4 465 757	772 606	3 693 151	-
Total	13 781 888 \$	10 088 737 \$	3 693 151 \$	- \$

Les créditeurs et charges à payer excluent les avantages sociaux d'un montant de 125 309 \$ (107 672 \$ pour 2014).

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

14. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché.

Les billets à escomptes sont rachetables en tout temps et leur échéance est rapprochée. Le placement sous forme d'avances est évalué au coût après amortissement et la RBQ a l'intention de le conserver jusqu'à échéance. Les billets dus au ministre des Finances du Québec sont émis à des taux d'intérêt fixes et sont détenus jusqu'à échéance, réduisant ainsi au minimum les risques liés aux flux de trésorerie et aux taux d'intérêt. Ainsi la RBQ considère qu'elle est sujette à un faible risque de taux d'intérêt.

15. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La RBQ s'est engagée, en vertu d'une entente de services administratifs et d'autres ententes de soutien à l'égard du MTESS, à verser, d'ici le 31 mars 2016, un montant de 1 745 000 \$. Elle est également engagée vis-à-vis du Centre de services partagés du Québec (CSPQ), en vertu de diverses ententes, à lui verser un montant de 5 297 900 \$ au cours de 2016. Les ententes annuelles avec le MTESS et le CSPQ sont renouvelables automatiquement aux mêmes conditions, à moins d'un avis écrit. Enfin, la RBQ s'est aussi engagée à verser au cours des prochains exercices un montant total de 3 064 447 \$ à certains fournisseurs de services professionnels et techniques. Au 31 mars 2014, les obligations contractuelles de la RBQ étaient de 8 510 497 \$.

Les versements au cours des trois prochains exercices s'établissent de la manière suivante :

	2016	2017	2018	Total
MTESS	1 745 000 \$	- \$	- \$	1 745 000 \$
CSPQ	5 297 900	-	-	5 297 900
Autres	2 859 541	114 953	89 953	3 064 447
	9 902 441 \$	114 953 \$	89 953 \$	10 107 347 \$

16. ÉVENTUALITÉ

À titre de fiduciaire du fonds de garantie et afin de pallier le déficit de caisse prévu de la Garantie des maisons neuves (GMN), la RBQ pourrait devoir avancer, conformément à l'article 63 de la Loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction et apportant d'autres modifications à la Loi sur le bâtiment (L.Q., 2011, c. 35), un montant remboursable, selon l'estimation actuelle, de 8 000 000 \$ au fonds de garantie pour l'exercice 2015-2016 ou 2016-2017. Comme décrit à la note 18, une réclamation d'un montant maximum de 34 000 000 \$ a été présentée au fonds de garantie.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Un montant de 11 816 901 \$ (9 305 003 \$ pour 2014), représentant des services de soutien administratifs et informatiques fournis par le MTESS et le CSPQ, est inclus dans les charges de services professionnels et techniques, dans les immobilisations et dans les créances et charges à payer.

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la RBQ est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La RBQ n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

18. OPÉRATIONS EXERCÉES À TITRE DE FIDUCIAIRE

La RBQ est fiduciaire du fonds de garantie d'utilité sociale qui a été constitué le 1^{er} janvier 2014 en vertu de l'article 81.0.1 de la Loi sur le bâtiment. Le fonds de garantie a été constitué pour intervenir dans le cas de sinistres majeurs qui sont exceptionnels ou imprévisibles ou dans le cas où l'administrateur d'un plan de garantie n'est plus en mesure, en raison de sa situation financière, d'assumer les obligations de ce plan.

Conformément au Règlement sur le plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs à l'article 81.1 de la Loi sur le bâtiment, les administrateurs du plan de garantie ont perçu au nom de la RBQ un montant supplémentaire de 300 \$ par certificat de garantie émis, et ce, à partir du 1^{er} août 2012. Entre le 1^{er} août 2012 et le 1^{er} janvier 2014, les montants étaient temporairement détenus par les administrateurs de garantie dans leur compte de réserves. Les montants reçus pour cette période ont été versés dans le fonds de garantie lors de sa constitution. Par la suite, les administrateurs ont versé les montants perçus pour le fonds de garantie à la RBQ selon les dispositions de l'article 74.3 de ce règlement.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, c'est le nouvel administrateur de plan, la Garantie de construction résidentielle, société sans but lucratif, qui perçoit les montants de 300 \$ par unité suivant les nouvelles dispositions du règlement.

Les opérations et la composition de l'actif du fonds de garantie, qui ne sont pas incluses dans l'état des résultats et l'état de la situation financière de la RBQ, sont présentées ci-contre :

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

18. OPÉRATIONS EXERCÉES À TITRE DE FIDUCIAIRE (SUITE)

Résultats Pour l'exercice clos le 31 mars

	2015	2014
Revenus		
Contributions	5 552 400 \$	9 455 400 \$
Intérêts	62 835	70 107
	5 615 235	9 525 507

Évolution de l'actif Pour l'exercice clos le 31 mars

	2015	2014
Solde au début	9 525 507 \$	- \$
Plus		
Contributions ⁽¹⁾	5 552 400 \$	9 455 400 \$
Intérêts	62 835	70 107
Solde à la fin	15 140 742 \$	9 525 507 \$

Situation financière Au 31 mars

	2015	2014
Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14 110 320 \$	8 271 687 \$
Contributions à recevoir		
Garantie Abritat inc.	471 600	857 100
Garantie Habitation du Québec inc.	240 600	381 600
Garantie de construction résidentielle	263 100	-
Intérêts à recevoir	55 122	15 120
	15 140 742 \$	9 525 507 \$

(1) Les contributions incluses dans l'actif du fonds depuis sa constitution le 1^{er} janvier 2014 de la manière suivante :

	2015	2014	Total
Garantie Abritat inc.	3 750 600 \$	6 961 200	10 711 800 \$
Garantie Habitation du Québec inc.	1 538 700	2 494 200	4 032 900 \$
Garantie de construction résidentielle	263 100	-	263 100 \$
	5 552 400 \$	9 455 400 \$	15 007 800 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2015

18. OPÉRATIONS EXERCÉES À TITRE DE FIDUCIAIRE (SUITE)

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, une réclamation d'un montant maximum de 34 000 000 \$ a été présentée au fonds de garantie afin de pallier le déficit de caisse prévu de GMN, qui doit honorer les réclamations des bénéficiaires. Conformément aux dispositions de la Loi sur bâtiment et du Règlement sur le plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs, la RBQ s'est engagée, à titre de fiduciaire du fonds de garantie, à verser un montant maximum de 34 000 000 \$ à GMN à la suite de cette réclamation. Les déboursés relatifs à cette réclamation, qui doivent être autorisés par le fiduciaire à la suite de l'analyse des critères établis, seront effectués selon l'échéancier actuel prévu, soit au cours des exercices 2015-2016 et 2016-2017. Le 8 mai 2015, la RBQ a autorisé le transfert de 5 000 000 \$ du fonds de garantie à l'administrateur provisoire de GMN pour couvrir les besoins à court terme du fonds de réserve, comme prévu dans l'entente entre les deux parties.

19. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2014 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2015.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Régie du cinéma (la Régie) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par la Régie.

La Régie reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Régie, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Ann Champoux, présidente

Montréal, le 26 juin 2015



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Régie du cinéma, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Régie du cinéma au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Guylaine Leclerc FCPA Auditeur, FCA'.

Guylaine Leclerc, FCPA auditeur, FCA

Montréal, le 26 juin 2015

Régie du cinéma

État des résultats et de l'excédent cumulé

De l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015 BUDGET	2015 RÉEL	2014 RÉEL REDRESSÉ (NOTE 3)
	\$	\$	\$
Revenus			
Frais d'examen :			
Demandes de classement de films	610 500	914 745	595 614
Demandes de permis	47 100	47 932	48 408
Permis	710 100	816 484	747 498
Contrôle de la vidéo	5 432 800	4 958 944	6 469 570
Autres (recouvrement salaire années antérieures)		568	606
Intérêts	530 000	499 211	514 961
	7 330 500	7 237 884	8 376 657
Charges			
Traitements et avantages sociaux (note 7)	3 175 100	3 687 609	3 138 517
Transport et communication	329 500	213 724	297 069
Services professionnels, administratifs et autres	1 078 000	1 009 781	818 703
Loyer	511 000	483 900	465 675
Entretien et réparations	69 600	32 480	52 878
Fournitures et approvisionnements	30 000	32 824	31 898
Mauvaises créances		300	-
Amortissement des immobilisations corporelles (note 8)	190 000	173 226	179 407
	5 383 200	5 633 844	4 984 147
Excédent annuel	1 947 300	1 604 040	3 392 510
Excédent cumulé au début de l'exercice déjà établi	102 974 135	102 974 135	99 659 631
Redressement (note 3)	-	304 640	226 634
Excédent cumulé au début de l'exercice redressé	102 974 135	103 278 775	99 886 265
Excédent cumulé à la fin de l'exercice (note 9)	104 921 435	104 882 815	103 278 775

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Régie du cinéma

État de la situation financière

Au 31 mars 2015

	2015	2014 RÉEL REDRESSÉ (NOTE 3)
	\$	\$
Actifs financiers		
Avance au fonds général du fonds consolidé du revenu (note 4)	106 103 624	104 498 781
Créances et intérêts à recevoir (note 5)	346 047	452 531
	106 449 671	104 951 312
Passifs		
Créditeurs et frais courus (note 6)	309 499	275 137
Provision pour vacances	461 194	387 411
Revenus perçus d'avance	770 830	1 120 769
Provision pour congés de maladie (note 7)	467 315	409 709
	2 008 838	2 193 026
Actifs financiers nets	104 440 833	102 758 286
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 8)	441 982	520 489
Excédent cumulé à la fin (note 9)	104 882 815	103 278 775

Obligations contractuelles (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour la Régie


Ann Champoux, présidente

Régie du cinéma

État de la variation des actifs financiers nets

De l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015 BUDGET	2015 RÉEL	2014 RÉEL REDRESSÉ (NOTE 3)
	\$	\$	\$
Excédent annuel	1 947 300	1 604 040	3 392 510
Variations dues aux immobilisations corporelles			
Acquisitions	(734 000)	(94 719)	(119 412)
Amortissement	190 000	173 226	179 407
	(544 000)	78 507	59 995
Augmentation des actifs financiers nets	1 403 300	1 682 547	3 452 505
Actifs financiers nets au début de l'exercice déjà établi	102 453 646	102 453 646	99 079 147
Redressement (Note 3)	-	304 640	226 634
Actifs financiers nets au début de l'exercice redressé		102 758 286	99 305 781
Actifs financiers nets à la fin de l'exercice	103 856 946	104 440 833	102 758 286

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Régie du cinéma

État des flux de trésorerie

De l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015	2014 RÉEL REDRESSÉ (NOTE 3)
	\$	\$
Activités de fonctionnement		
Excédent annuel	1 604 040	3 392 510
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	173 226	179 407
	1 777 266	3 571 917
Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement :		
Créances et intérêts à recevoir	106 484	(91 392)
Créditeurs et frais courus	34 362	(127 725)
Provision pour vacances	73 783	(74 722)
Revenus perçus d'avance	(349 939)	(120 309)
Provision pour congés de maladie	57 606	(46 655)
	(77 704)	(460 803)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	1 699 562	3 111 114
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(94 719)	(69 471)
Augmentation de la trésorerie et équivalent de trésorerie	1 604 843	3 041 643
Trésorerie et équivalent de trésorerie au début de l'exercice	104 498 781	101 457 138
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la fin de l'exercice	106 103 624	104 498 781

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2015

1. Constitution et objet

La Régie du cinéma (la Régie) est un organisme institué par la *Loi sur le cinéma* (RLRQ, chapitre C-18.1). Elle a pour fonctions de :

- classer les films;
- publier régulièrement, selon les moyens qu'elle juge appropriés, des informations sur les films classés;
- faire périodiquement des consultations sur le classement des films;
- délivrer, renouveler, suspendre ou révoquer les permis d'exploitation et les permis de distributeur;
- surveiller et contrôler la vente, la location, le prêt ou l'échange de matériel vidéo, et délivrer les certificats de dépôt;
- surveiller l'application du chapitre concernant le contrôle et la surveillance du cinéma et des règlements adoptés en vertu de celui-ci, de faire enquête sur son fonctionnement et sur son observation.

Le Gouvernement du Québec a annoncé dans ses documents budgétaires déposés le 26 mars 2015, l'intégration des activités de la Régie au ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ) au cours de la prochaine année financière. Cette annonce prévoit le maintien de l'exécution de la mission de la Régie, par conséquent, la direction est d'avis que le principe de base sur laquelle ses états financiers sont dressés, c'est-à-dire l'hypothèse de continuité d'exploitation est maintenue. Puisque les modalités de cette intégration ne sont pas encore connues, la Régie n'est pas en mesure d'en estimer les effets financiers.

En vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. 1985, c.1, 5^e supplément) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c.I-3), la Régie n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. Principales méthodes comptables

Utilisation d'estimations

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Régie utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptable doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Régie par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles et la provision pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2015

2. Principales méthodes comptables (suite)

Instruments financiers

Les actifs financiers qui se qualifient comme instruments financiers sont composés de l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu et des créances et intérêts à recevoir. Les passifs financiers regroupent les créditeurs et frais courus, à l'exception des avantages sociaux à payer, et la provision pour vacances. Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode au taux d'intérêt effectif.

Revenus

La Régie du Cinéma comptabilise ces revenus selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus provenant des frais d'examen pour les demandes de classement de films et de permis, des permis et des contrôles de la vidéo et les autres revenus sont constatés lorsque les conditions suivantes, s'il y a lieu, sont remplies :

- il y a preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- le service a été rendu;
- le montant est déterminé ou déterminable;
- le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus d'intérêts sont constatés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

*Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu.

*Passifs**Régimes de retraite*

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que la Régie ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

Revenus perçus d'avance

Les revenus reçus pour lesquels les services n'ont pas été rendus au cours de l'exercice sont présentés à titre de revenus perçus d'avance.

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2015

2. Principales méthodes comptables (suite)

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladies accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

Mobilier et équipement de bureau	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Développement informatique	5 et 10 ans
Équipements spécialisés	10 ans
Améliorations locatives	10 ans

Lorsque la conjoncture économique indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Régie de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

3. Redressement

Au cours de l'exercice, la Régie a ajusté la comptabilisation de ses revenus et de ses revenus perçus d'avance. Auparavant, les revenus provenant des contrôles de la vidéo reliés au premier trimestre étaient constatés lorsque le montant était déterminé, à savoir lorsque les déclarations trimestrielles des distributeurs étaient reçues. Dorénavant, la Régie constate les revenus provenant des contrôles de la vidéo dans l'exercice pendant lequel le service a été rendu et le montant est déterminable. Pour ce faire, la Régie demande maintenant aux distributeurs de lui fournir un montant pour chacune de leurs déclarations trimestrielles.

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2015

3. Redressement (suite)

Ce redressement, appliqué de façon rétroactive, a pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants :

	2014
	\$
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXÉDENT CUMULÉ	
REVENUS	
Contrôle de la vidéo	78 006
Excédent annuel	78 006
EXCÉDENT CUMULÉ	
Solde au début de l'exercice	226 634
Solde à la fin de l'exercice	304 640
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	
ACTIFS FINANCIERS	
Créances et intérêts à recevoir	304 640
Actifs financiers nets	304 640
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	
Actifs financiers nets au début de l'exercice	226 634
Actifs financiers nets à la fin de l'exercice	304 640

4. Avance au fonds général du fonds consolidé du Revenu

En vertu d'une entente renouvelable annuellement, la Régie a confié au Ministère des Finances sa gestion de la trésorerie. L'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu porte intérêt au taux préférentiel réduit de 2,50 %, représentant un taux de 0,35 % au 31 mars 2015 et 0,5 % au 31 mars 2014.

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2015

5. Créances à recevoir

	2015	2014 Redressé (note 3)
	\$	\$
Les créances et intérêts à recevoir sont répartis de la façon suivante :		
Débiteurs	232 382	306 530
Intérêt à recevoir	108 900	134 253
Taxes à la consommation à recevoir	4 765	11 748
	346 047	452 531

6. Crédoiteurs et frais courus

	2015	2014
	\$	\$
Les crédoiteurs et frais courus sont répartis de la façon suivante :		
Fournisseurs	57 186	45 231
Frais courus	66 113	134 148
Traitements à payer	127 475	83 409
Avantages sociaux à payer	58 725	12 349
	309 499	275 137

7. Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite

Les membres du personnel de la Régie participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRPE-RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Le 1^{er} janvier 2015, le taux de cotisation pour le RREGOP est passé à 10,50 % (9,84 % en 2014) de la masse salariale cotisable, le RRF pour les employés syndiqué le taux est à 7,25 % (7,25 % en 2014), pour les non syndiqué il est à 6,42 % (6,42 % en 2014) et finalement, celui du RRPE-RRAS et du RRPE est demeuré à 14,38 % (14,38 % en 2014).

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2015

7. Avantages sociaux futurs (suite)

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE et RRPE-RRAS de 5,73 % au 1^{er} janvier 2015 (5,73 % au 1^{er} janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et RRPE-RRAS et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi la Régie doit verser un montant supplémentaire pour les années civiles 2014 et 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable.

Les cotisations de la Régie incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRPE-RRAS imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 220 704 \$ (194 855 \$ en 2014). Les obligations de la Régie envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses obligations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

La Régie dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la Régie.

Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Régie. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Accumulation des journées de maladie

L'attribution des journées de maladie est habituellement d'une journée par mois pour les employés réguliers (12 jours par année). Pour les employés à temps partiel, à temps réduit ou en aménagement de travail, le crédit de congé à attribuer chaque mois peut être d'une journée ou d'une fraction de journée.

Accumulation des journées de maladie (suite)

Chacune des journées non utilisées est transférable et cumulable dans le futur jusqu'à ce que survienne un événement particulier (retraite, cessation d'emploi, décès).

Certains corps d'emploi non syndiqués (comme les cadres) n'accumulent pas de journée de maladie. Ils conservent toutefois les banques qu'ils ont accumulées dans le passé, et ce, jusqu'à leur retraite, cessation d'emploi ou décès.

Utilisation des journées de maladie

En cas de cessation d'emploi ou de décès, la banque de journées accumulées est remboursée en un seul versement, mais uniquement à 50 %, et sujet à un maximum global de 66 jours.

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2015

7. Avantages sociaux futurs (suite)

Utilisation des journées de maladie (suite)

À la retraite, les individus ont aussi le choix de se faire rembourser leurs journées accumulées, toujours à 50 % et selon le maximum global de 66 jours, mais ils choisissent surtout, après autorisation, d'utiliser leurs journées de maladie accumulées en préretraite, c'est-à-dire en conservant leur lien d'emploi, un jour à la fois, jusqu'à ce que leur banque soit épuisée.

Au 31 mars, la provision se détaille comme suit

	2015	2014
	\$	\$
Solde au début	409 709	456 364
Charges de l'exercice	164 949	117 949
Prestations versées au cours de l'exercice	(107 343)	(164 604)
Solde à la fin	467 315	409 709

Évaluations et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base actuarielle selon la méthode simplifiée du Contrôleur des finances:

	2015	2014
Taux d'indexation	2,5 et 3 %	2,5 et 3 %
Taux d'actualisation	0 et 1,93 %	0 et 3,89 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	0 et 8 ans	0 et 12 ans

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2015

8. Immobilisations corporelles

	Mobilier et équipement de bureau	Équipement informatique	Développement informatique	Équipements spécialisés	Améliorations locatives	2015 Total	2014 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût							
Solde au début	152 815	756 702	786 157	111 218	206 638	2 013 530	1 894 118
Acquisitions	43 368	26 416	24 935	-	-	94 719	119 412
Radiations	(14 703)	(101 200)	-	-	-	(115 903)	-
Solde de clôture	181 480	681 918	811 092	111 218	206 638	1 992 346	2 013 530
Amortissement cumulé							
Solde au début	137 071	624 538	546 621	33 366	151 445	1 493 041	1 313 634
Amortissement de l'exercice	10 788	89 040	41 613	11 121	20 664	173 226	179 407
Radiations	(14 703)	(101 200)	-	-	-	(115 903)	-
Solde de clôture	133 156	612 378	588 234	44 487	172 109	1 550 364	1 493 041
Valeur comptable nette 2015	48 324	69 540	222 858	66 731	34 529	441 982	
Valeur comptable nette 2014	15 744	132 164	239 536	77 852	55 193		520 489

Au 31 mars 2015, le Développement informatique contient aucun montant d'acquisition qui n'est pas amorti car aucun projet n'est en cours (71 591 \$ en 2014).

9. Excédent cumulé

Tel qu'il est stipulé à l'article 144.3 de la *Loi sur le cinéma*, les sommes reçues par la Régie doivent être affectées au paiement de ses obligations. Le surplus, s'il en est, est versé au fonds général du fonds consolidé du revenu, aux dates et dans la mesure que détermine le gouvernement.

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2015

10. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, la Régie est apparentée à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Régie n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

11. Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Régie est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de taux d'intérêt.

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement attribuable aux pertes que pourrait subir la Régie lorsqu'un tiers est dans l'incapacité de respecter ses engagements financiers. La Régie est exposée au risque de crédit en raison de l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu et aux créances et intérêts à recevoir. La Régie a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui lui permettent de gérer les risques de crédit et d'en minimiser les impacts potentiels. La Régie ne croit pas être exposée à un niveau de risque de crédit significatif à l'égard de ses créances qui s'élèvent à 341 282 \$ (440 783 \$ en 2014) puisque la Régie a signé des ententes avec des distributeurs qui les oblige de fournir les déclarations pour se prévaloir de leur droit d'apposer, par impression des étiquettes sur les boîtiers. La Régie est peu exposée au risque de crédit relié à l'avance au fonds général du fonds consolidé du Revenu, car ces sommes sont à recevoir du Ministère des Finances suite à la signature d'une entente concernant la gestion de la trésorerie.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Régie ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. La Régie est exposée au risque de liquidité sur ses fournisseurs, ses frais courus, ses traitements à payer et sur sa provision pour vacances. Compte tenu que ceux-ci ont une échéance inférieure à un an, l'exposition de la Régie au risque de liquidité est minime.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Régie est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Régie est attribuable à son avance au fonds général du fonds consolidé du Revenu, car la Régie a confié au Ministère des Finances la gestion de la trésorerie pour optimiser ses revenus d'intérêts. L'effet net, tant sur ses actifs que sur ses passifs financiers, d'une augmentation de taux d'intérêt égale à 0,5 % au cours de l'exercice, aurait augmenté de 530 518 \$ (522 494 \$ en 2014) l'excédent des revenus sur les charges.

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2015

12. Obligations contractuelles

La Régie est engagée par des contrats pour des services administratifs et la location de photocopieurs totalisant 482 514 \$ échéant jusqu'en janvier 2020 (171 982 \$ en 2014). Les versements pour les cinq prochaines années se répartissent comme suit :

Années	Versements
2016	144 829 \$
2017	169 196 \$
2018	166 602 \$
2019	1 742 \$
2020	145 \$

13. Chiffres de l'exercice précédent

Certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2015

Les informations concernant ce régime se retrouvent à la note 1 des états financiers de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC) (Section S-22).

